

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST.

Le Maire, Conseiller Régional

**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.



Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-041**

**Désignation du secrétaire de séance pour le conseil municipal du 27 juin 2024**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-041**

**Objet : Désignation du secrétaire de séance pour le conseil municipal du 27 juin 2024**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-15

CONSIDERANT la nécessité d'élire un secrétaire de séance pour la séance du conseil municipal,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**DECIDE**

ARTICLE 1 : de désigner Monsieur Rodolphe CERCEAU comme secrétaire de séance,

ARTICLE 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-14546-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-042**

**Adoption du procès-verbal de la séance du 04 avril 2024**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-042**

**Objet : Adoption du procès-verbal de la séance du 04 avril 2024**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT l'obligation de présenter le procès-verbal du conseil municipal de la séance précédente,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : d'approuver le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 04 avril 2024.

ARTICLE 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-14548-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL





**PROCÈS-VERBAL  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

*Séance du 04 avril 2024*

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre avril, le Conseil Municipal de la Commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du Conseil Municipal – Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire.

La séance est ouverte à 19h00.

À l'ouverture de la séance étaient :

**Présents :**

Gilles BATAIL, Paulo PAIXAO, Dominique MARC, Françoise FOUQUET, Dominique THERAULAZ, Alain MIRZA, Sylvie PAGES, Patricia CHARRETIER, Rodolphe CERCEAU, Dina MARTINS, Janina LE PAPE, Khaled LAOUITI, Vincent BENOIST, Nadine LANGLOIS, Ali KAMECHE, Sylvain JONNET, Natacha BOUVILLE, Annie NIVERT, Soraya DENNI, Sébastien MASSON, Laurence DELAPORTAS, Sarah MACHROUH, Raphaël SEGERER, Catherine DOMENECH, Samia GOLANO.

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL,

José CARVALHO ayant donné pouvoir à Dominique THERAULAZ,

Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Nadine LANGLOIS,

Victor GUERARD ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER,

Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO,  
Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET,  
Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET.

**Absents excusés sans pouvoir :**

Sylvie SINIVASSIN, Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Patricia HALUSKA.

**Observations de séance :**

Madame Natacha BOUVILLE quitte la séance à 20h45, après le point 2024-028.

Monsieur Khaled LAOUTI quitte la séance à 21h07, après le point 2024-037.

**1. 2024-011 – Installation d'un nouveau Conseiller Municipal**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Mes chers collègues, le quorum est atteint, ce que je vous propose, car nous devons installer un nouveau Conseiller municipal, mais elle doit être un petit peu en retard, je l'ai rencontrée et elle devait être là, on a vraiment commencé à l'heure, elle ne devrait pas tarder. Mais nous allons repousser ce point-là à un petit peu plus tard.

Désignation du secrétaire de séance pour le Conseil municipal du 4 avril.  
Aujourd'hui, c'est Alain MIRZA. Merci beaucoup.

**2. 2024-012 – Désignation du secrétaire de séance pour le Conseil Municipal du 04 avril 2024**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Il a été procédé, conformément au Code Général des collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Alain MIRZA ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

### **3. 2024-013 – Adoption du procès-verbal de la séance du 29 février 2024**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Nous examinons ensuite le procès-verbal de la séance du 29 février 2024. Je n'ai pas reçu, à ma connaissance, d'observation. Y en a-t-il à formuler ? Non ?

Je vous propose que nous l'adoptions.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Il est adopté.

Pardon, M. LAOUITI.

*Problème technique*

*Intervention hors micro*

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 février 2024.

### **4. 2024-014 – Information du conseil municipal des décisions prises par le Maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT**

*Problème technique*

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE DE PRENDRE ACTE :**

- De l'information du Conseil municipal des décisions prises par le Maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT.

### **5. 2024-015 – Remplacement d'un membre de la commission « Cadre de Vie »**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Le remplacement d'un membre de la commission Cadre de Vie viendra avec le point précédent.

*Bonsoir, Samira. Ne t'inquiète pas, prends doucement ta place, on va s'organiser.*

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver le remplacement d'un membre de la commission Cadre de Vie.

**6. 2024-016 – Compte de gestion 2023 de la Ville**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Le point suivant, c'est l'examen du compte de gestion.

Vous êtes invités à prendre acte des résultats du compte de gestion 2023 de la Ville qui est transmis par le comptable. Ce document fait apparaître un certain nombre de chiffres et notre mission de ce soir, comme il est d'usage, est de constater que les résultats et les soldes de clôture sont identiques à ceux du compte administratif pour le même exercice. Bien entendu, le document intégral est à la disposition des membres du Conseil municipal.

Nous vous demandons de vérifier l'exactitude de la coïncidence des chiffres et que ce document n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Y a-t-il des demandes d'intervention ou questions ? Je n'en vois pas. On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Une abstention. Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver le compte de gestion 2023 de la Ville.

**7. 2024-017 – Compte de gestion 2023 du budget annexe Espace Pierre Bachelet**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Le point suivant est assez identique sauf qu'il s'agit du compte de gestion du budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet.

Vous êtes invités à prendre acte des résultats du compte de gestion du budget annexe. Les documents, la coïncidence des chiffres entre les deux documents

compte administratif et compte de gestion et on vous demande d'approuver ledit document et la coïncidence des chiffres.

Y a-t-il des questions, observations ? Non ? On le met aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Une abstention. Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver le compte de gestion 2023 du budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet.

**M. BATTAIL :** Je vous propose, afin que Samira puisse rejoindre notre assemblée, de l'installer dans ses nouvelles fonctions.

J'ai reçu la démission de Jean-Michel GAUDIN et suivant les règles du Code Général des collectivités Territoriales, nous devons procéder à l'installation d'une nouvelle conseillère municipale en l'occurrence et il s'agit de Samira GOLANO que j'accueille bien volontiers dans ses nouvelles fonctions.

*Intervention hors micro - Applaudissements*

**M. BATTAIL :** Je vois qu'on t'a tout de suite chargé du point de vue document, tu auras aussi une tablette, je pense que c'est en cours d'installation, de programmation et ça permettra – on te rassure – d'éviter les collections en bibliothèque de tous les documents importants qui te sont remis ce soir.

En tout cas, bienvenue autour de la table du Conseil municipal.

M. LAOUITI.

**M. LAOUITI :** Je souhaite la bienvenue à notre collègue au sein de ce Conseil municipal et je profite aussi de cette occasion pour vous poser deux petites questions, M. le Maire.

Je salue la clairvoyance de notre collègue qui a su démissionner étant donné que cela faisait presque deux ans qu'il ne venait pas au Conseil municipal. L'année dernière, lors du vote du budget, je vous avais signalé que trois conseillers ne venaient plus depuis un an maintenant, cela faisait deux ans, dont une qui habite dans une autre région, Mme STEMPELL, M. POUTEAU qui n'habite même plus le département. Je vous avais posé la question sur la pertinence de les avoir encore au Conseil municipal alors qu'ils ne venaient plus autour de cette table. Vous

m'avez dit que vous n'aviez plus de nouvelles d'eux. Je voulais savoir si, un an après, vous avez des nouvelles d'eux. C'est ma première question.

Deuxième question, trouvez-vous pertinent qu'ils soient encore conseillers municipaux alors qu'ils ne viennent même plus, qu'ils n'habitent plus dans la ville et qu'ils se sont vraiment désintéressés du quotidien des Dammariens ?

**M. BATAIL :** M. LAOUITI, je ne veux pas faire référence à l'histoire, même si elle est un petit peu plus ancienne. Mais il me semble que dans des instances qui ont précédé ce Conseil municipal, nous avons vu aussi de la part de certaines conseillères municipales, je ne donnerais pas de noms de manière à ne pas soulever une quelconque polémique, mais que c'était parfois compliqué et que parfois, les conditions de vie changent.

Maintenant, j'ai évidemment des échanges, même s'ils ne sont pas toujours présents ici, Audrey STEMPELL s'intéresse toujours aux questions de petite enfance et je parle sous contrôle d'Annie NIVERT qui s'en occupe également. Même si on est à distance, on a pris l'habitude aussi de travailler un petit peu différemment, de comment on travaillait par le passé. Ça, c'est un élément de réponses.

Vous dites d'autre part, il me semble que ça pourrait ou ça aurait pu s'appliquer aussi à certaines personnes et qui maintenant ont été appelées à d'autres fonctions électives, je ne fais évidemment référence à personne en particulier, mais charité bien ordonnée commence par soi-même.

**M. LAOUITI :** Je ne me sens pas concerné par vos réflexions.

**M. BATAIL :** Ne vous sentez pas concerné, mais essayez quand même de faire un petit examen de conscience et vous verrez que vous pourrez à peu près comprendre de quoi je parle.

**M. LAOUITI :** J'ai très bien compris, je vais vous répondre, M. le Maire.

**M. BATAIL :** Très bien. Si vous avez parfaitement compris, le message est passé et qu'ensuite, il appartient à chaque conseiller municipal, il n'appartient au Maire de décider de ce que doit faire tel ou tel conseiller municipal, mais en revanche, quand il remet sa démission, il appartient au Maire de procéder à son remplacement et le Code électoral est là pour y veiller.

Pas d'autres réponses à vous donner et je pense que ça suffit sur ce point-là, ça n'appelle pas des commentaires supplémentaires.

**M. LAOUITI :** Vous ne voulez pas que je vous réponde, ça commence très bien.

**M. BATAIL :** Non, mais je vous dis que ça n'appelle pas de commentaire supplémentaire. Je vous ai apporté la réponse à votre question.

**M. LAOUITI :** Vos piques ne sont pas des arguments, M. le Maire. Vous faites référence à Mme YENBOU qui était conseillère municipale.

*Intervention hors micro*

**M. BATAIL :** Ça peut être comme ça tout le temps, ça dépend des intervenants.

**M. LAOUITI :** La politesse est de ne pas couper la parole, Mme GOLANO, je vous le dis.

**M. BATAIL :** Mais vous n'êtes pas chargé de l'application de la politesse dans cette séance, Monsieur. Jusqu'à preuve du contraire, je suis chargé de l'application du règlement. Je vous ai dit qu'on vous avait apporté une réponse, je pense que ça suffit et qu'il n'y a pas besoin de polémiquer sur ce sujet-là.

**M. LAOUITI :** D'accord, je ferai mes commentaires dans les moyens que j'ai, M. le Maire.

**M. BATAIL :** Mais bien entendu et comme vous avez l'habitude de le faire.

Puisque je pense que nous sommes dans les sujets qui peuvent prêter à discussion, je me permets de rappeler à cette auguste assemblée, en cette période de ramadan et de rupture éventuelle du jeûne, que la cuisine qui est juste derrière est à disposition des différents conseillers municipaux qui en éprouvent le besoin et qui peuvent s'absenter et utiliser la cuisine comme ils l'entendent pendant le temps de ce Conseil municipal. Je pense que cela répond aussi à une objection formelle qui avait été émise il y a déjà quelque temps. Mais c'est pour éviter qu'on en reparle le cas échéant un petit peu plus tard.

Sur le remplacement et l'installation d'une conseillère municipale, nous avons accueilli notre nouvelle collègue. Il faut remplacer un membre de la commission Cadre de Vie et je propose la candidature de Mme Samira GOLANO.

Y a-t-il des questions ou des commentaires ? Non ? Je vous propose de passer aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Ne prend pas part au vote. Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver l'installation d'une nouvelle Conseillère Municipale.

**8. 2024-018 – Compte administratif 2023 de la Ville**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Nous allons passer au compte administratif. Je pense que vous avez sur vos tablettes un certain nombre de documents, moi-même, je vais retrouver les miens.

Je vous propose de vous reporter à vos tablettes. Avez-vous bien les documents pour savoir s'ils sont projetés ou pas ? Il faut les lancer ici ? D'accord. C'est la limite de mes connaissances, pas forcément de mes compétences, mais de mes connaissances.

*Intermède technique*

**M. BATAIL** : Après ce petit intermède technique, on ne voit pas en écran complet, mais ce n'est pas bien grave puisque je crois que tout le monde peut voir et surtout, chacun a accès à sa tablette.

Vous savez que le compte administratif, c'est l'examen des résultats de l'année écoulée, c'est comme ça qu'on fonctionne en comptabilité publique. Les résultats de l'année 2023 qu'on vous présente, d'abord en dépenses et recettes pour :

- la section de fonctionnement : 4 382 714,54 € ;
- la section d'investissement : 581 956,03 €.

Avec la reprise des résultats antérieurs, c'est une nouvelle série de chiffres qui est présentée et puis en bas de la slide est présenté l'ensemble des restes à réaliser qui, bien entendu, sont reportés sur l'année suivante.

Pour la section de fonctionnement, il n'a échappé à personne ce qui s'est passé l'année écoulée, période d'inflation et logiquement, nous connaissons une hausse de nos dépenses de fonctionnement. Il vous est rappelé l'ensemble des chiffres et puis c'est illustré par la petite courbe du haut de la diapositive sur laquelle on voit clairement une augmentation entre 2022 et 2023.

Nos dépenses de fonctionnement se situent à 1 350 € par habitant pour Dammarie-lès-Lys, elles se situaient en 2022 à 1 244 €.

Pour mémoire, comme nous le faisons usuellement et je remercie les services et en particulier Isabelle MARCHERAS de reprendre année après année les mêmes

types de présentation pour que ce soit lisible et puis qu'on s'accoutume à un mode de présentation des chiffres. Vous avez le rappel de ce qui se passe chez nos voisins et dans les communes de même strate que la nôtre.

Pour ce qui concerne les recettes de fonctionnement hors cession, les principaux chiffres vous sont rappelés ici. Vous voyez que là c'est beaucoup plus linéaire dans la progression, il y a moins d'à-coups. Nous nous situons à 1 615 € par habitant et on vous rappelle les recettes telles qu'elles existent pour les communes qui sont nos voisines ou qui sont de même strate que la nôtre. Vous voyez que dans ces recettes, ce n'est pas un mystère, une bonne partie provient de la fiscalité.

Je rappelle cependant que chez nous, la fiscalité est évidemment la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) qui est la source pratiquement unique de fiscalité, c'est la taxe foncière.

Que s'est-il passé dans notre section d'investissement sur cette année écoulée ? Les dépenses d'équipement brutes se situent puisque l'année est écoulée à 352 € par habitant et un taux d'équipement de 21,81 %. Vous voyez que l'investissement se maintient à un niveau important à Dammarie-lès-Lys, y compris dans cette année qui a été le moins qu'on puisse dire relativement compliquée et en tout cas perturbée par l'inflation que nous avons connue.

Les dépenses d'équipement sont regroupées là. Alors, il fut un temps où vous avez des camemberts, maintenant, on fait des cercles ou des cylindres évidés qu'on coupe en tranches. Simplement, pour reprendre la présentation qui était celle des années antérieures. Vous voyez que dans les dépenses d'équipement, ce n'est pas un mystère, l'aménagement urbain et les mobilités représentent 60,71 % de l'investissement, c'est ce qu'on voit quand on traverse la ville. Mais également un poste important qu'on regroupe sous Éducation, Enfance et Culture et qui est les dépenses qu'on fait et en particulier dans les écoles. Il n'a pas échappé à quiconque que cette année, il y a eu un effort particulier qui a dû être fait même s'il n'était pas de notre fait à l'origine.

Les dépenses qui sont regroupées dans la Citoyenneté, qui est le troisième des grands postes et puis le poste ressources générales. On retrouve cette présentation sous forme du schéma qui est attendant.

Le financement des investissements a reposé sur la mobilisation des fonds propres de la Collectivité, on ne peut que se réjouir de se dire qu'au fond, en période troublée, lorsqu'on peut faire appel à ses fonds propres, c'est quelque chose de précieux, il ne faut pas non plus que les années d'inflation durent trop longtemps, car les fonds propres finissent par s'épuiser.

Vous avez la répartition de comment ont été financés les investissements :

- fonds propre : 81 %, un petit peu plus ;
- subventions : 14,49 %.

J'en profite pour saluer le travail fait par les services pour aller chercher de la subvention où elle peut être trouvée. Cela paraît comme ça un travail assez simple et peut-être répétitif pour certains, sauf que les dispositifs changent. Les appels à projets sont parfois reçus très tardivement par rapport à la date à laquelle on doit soumissionner et cela nécessite un travail constant.

Lorsqu'on parle de la section d'investissement, on évoque généralement l'emprunt et les dettes assimilées. Pour vous dire qu'un emprunt a été réalisé sur 2023, c'est ce que je vous disais, nous avons travaillé surtout sur nos fonds propres, 166 666 €, un emprunt de type CAF, ce sont des emprunts à 0 % sur 15 ans et qui nous a servi à cofinancer la réhabilitation du centre de loisirs du Bois du Lys puisqu'une partie des ressources qui y ont été affectées provenaient du fonds d'allègement des charges (FAC) départemental et de notre contrat régional.

Nous avons disposé d'avances régionales suite aux émeutes, la Région Île-de-France a mis à disposition de l'argent sous forme d'avances. Nous espérons que ces avances ne seront pas remboursables, qu'elles sont converties en subventions. Pour l'instant, c'est une hypothèse qui est vraisemblable, mais elle n'est pas encore confirmée au niveau du Conseil régional.

On vous rappelle l'encours de dettes de 25 691 685 €, avec un ratio de désendettement qui est le temps qu'on mette si on affecte toutes ces ressources de disponibles pour l'investissement à se désendetter et vous voyez que la courbe est tout à fait favorable, en tout cas maîtrisée puisque nous restons à 4,33 années, ce qui est un indicateur favorable puisqu'on considère que c'est à partir de huit ans qu'on commence à se poser des questions et évidemment au-delà, on ne se pose pas que des questions, il faut réagir, sinon il y en a d'autres qui réagissent à notre place.

Quoi qu'il en soit, l'encours de dette par habitant se situe maintenant à 1 143 € par habitant, c'est un chiffre qui est important, si on se compare à nos voisins ou à ceux avec qui nous pouvons comparer.

Je rappelle que tout cela est fait dans un contexte où on avait beaucoup d'hésitation quant à ce qui allait se passer du point de vue de l'exécution budgétaire, des hausses, de l'inflation, etc. Cela veut dire que nous avons pu maintenir cet investissement, ce qui est important évidemment pour la Ville.

Je vous propose de passer comme nous le faisons usuellement à l'Espace Pierre Bachelet puisque c'est aussi d'un compte administratif dont il s'agit, on votera

ensuite les deux comptes administratifs successivement. Il faudra que je quitte la salle pendant cette période-là.

*Monsieur Gilles BATAIL ne prend pas part au vote.*

#### **9. 2024-019 – Compte administratif 2023 du budget annexe Espace Pierre Bachelet**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Pour le budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet, 2023 est un peu une année en demi-teinte, avec des annulations de certaines productions. Pourquoi ? Car encore une fois, un contexte incertain, des productions aussi qui se sont dit : « On va peut-être avoir des clients, s'agissant des spectateurs, qui ne seront pas au rendez-vous, car inflation, car peut-être contrainte budgétaire aussi pour les familles », ça a mis un petit peu un certain nombre de choses en hésitation et également de la part desdits producteurs, la recherche de plus petites salles et de salles qui ont peut-être un mode de gestion différent du nôtre ou le coût de location de la salle n'est pas affiché tel qu'il est affiché chez nous, puisque je vous rappelle que l'Espace Pierre Bachelet est un Service public industriel et commercial (SPIC) et il doit équilibrer ses comptes.

La commercialisation de la salle, y compris les créneaux ville, c'est :

- 550 023,79 €, un déficit de 92 938,92 € ;
- une reprise de l'excédent pour 90 000 € ;
- un déficit final qui s'affiche à 2 893 €.

Juste pour vous rappeler l'affectation du résultat, je reviens sur :

- le déficit constaté sur 2023 de 1,71 million d'euros ;
- le besoin de financement de la section d'investissement : 3 252 221 € ;
- un excédent en section de fonctionnement à 8 473 364 € ;
- l'excédent de fonctionnements va couvrir le besoin à hauteur de 3 252 221 € et le reste, 5 221 142 €, sera inscrit en recettes de fonctionnement au BP 2024.

Les déficits d'investissement et les restes à réaliser seront évidemment repris en 2024. Je suis désolé, mais dans la présentation, on est revenu à l'item précédent, c'est la joie des présentations.

Mes chers collègues, voilà ce qu'il en est pour ces comptes administratifs que je qualifierais de bons dans une période quand même qui a été compliquée. Je salue

les services de la Ville qui ont su s'adapter à une situation inédite, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, on a déjà connu des situations inflationnistes, puisque cela fait quand même un certain nombre d'années que je me préoccupe des budgets de la Ville, mais pas de manière aussi soudaine, aussi brutale. C'est un petit peu le bénéfice des situations antérieures qui nous a permis de traverser le moins mal possible la période que nous avons connue.

J'entends que nous rentrons de nouveau dans une période moins turbulente du point de vue de l'inflation, des hausses et peut-être aussi des taux d'intérêt. Nous verrons les conclusions qu'il convient d'en tirer. En tout cas, c'est tout ce qu'on peut souhaiter aux collectivités territoriales qui, en plus d'avoir subi déjà il y a quelque temps la disparition de la taxe d'habitation, dont on commence à se rendre compte qu'il n'y a peut-être pas qu'une bonne idée là-dedans, évidemment, la période inflationniste est venue rajouter une difficulté supplémentaire à tout ça.

Voilà ce que je pouvais vous dire pour ce compte administratif. Y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention ? Ensuite, je quitterai la salle pour vous laisser voter en toute liberté.

**M. LAOUITI.**

**M. LAOUITI :** Sur la page 236 du dossier où on fait un état du personnel, il y a marqué comme quoi la Ville a un DGS qui n'est pas pourvu, nous n'avons toujours pas de DGS officiellement ?

**M. BATTAIL :** Je sais que c'est un sujet de préoccupation pour vous. Nous avons une personne qui assure les fonctions de DGS par intérim et nous sommes dans notre process de recrutement.

**M. LAOUITI :** C'est comme les conseillers, ça mettra trois ans, c'est ça ?

**M. BATTAIL :** C'est votre opinion, c'est votre façon de voir les choses. Au regard des chiffres qui viennent d'être présentés, je n'ai pas l'impression que ce soit si mal passé que ça, en tout cas du point de vue des chiffres. Après, chacun peut avoir son opinion sur le sujet, mais quant à moi, on poursuit le processus de recrutement et nous aurons très probablement avant la période fatidique des trois ans que vous évoquez des réponses à vous apporter.

**M. LAOUITI :** Juste avant les prochaines élections.

J'aurais une autre question.

**M. BATTAIL :** Ce ne sera pas juste avant les prochaines élections, M. LAOUITI, ce sera bien avant, n'anticipez pas ce qui va se passer aux prochaines élections.

**M. LAOUITI :** Je le souhaite pour les Dammariens. J'ai une autre question, on a une dépense pour un appartement rue Henri Barbusse, je voulais savoir qui occupe cet appartement.

**M. BATTAIL :** C'est un de nos agents qui est locataire, si vous voulez le nom et si ça ne gêne personne que je sois amené à donner son nom, il s'agit de Joël MAUNY qui occupe ce logement avec un bail et un loyer qui a été librement consenti.

**M. LAOUITI :** Ce n'est pas l'appartement qui est en haut de l'actuelle médiathèque ?

**M. BATTAIL :** En haut de l'actuelle médiathèque ? Non.

**M. LAOUITI :** Car on m'a parlé d'un DGS fantôme qui vivait en haut de l'actuelle médiathèque et comme j'ai vu qu'il y avait aussi une dépense pour un téléphone portable pour un DGS fantôme dans les dépenses, je voulais demander si c'était ça, mais comme vous m'avez rassuré en disant qu'on n'avait pas toujours de DGS, je pense qu'on a un fantôme qui est autour du château Soubiran.

**M. BATTAIL :** M. LAOUITI, ce n'est pas très gracieux comme manière de procéder, je ne vais pas m'étendre, car cela ferait parler un petit peu trop longtemps de ce sujet-là qui est au fond une de vos marottes. Je vous ai répondu factuellement, je vous ai dit que nous étions en processus de recrutement. Il n'empêche que nous avons une personne qui assure les fonctions de DGS par intérim, que vous le vouliez ou non, cette situation-là est parfaitement connue de tous les services qui pourraient être concernés, que je me félicite au moins sur certains points et particulièrement quand on peut présenter des chiffres comme ceux que nous présentons d'un compte administratif et que visiblement, il n'y a pas que du mauvais et qu'en tout cas, je trouve que pour un fantôme, il y a une réalité des chiffres qui vient de vous être présentés.

Sur ces sujets-là, avez-vous des questions à poser que j'accueillerais bien volontiers, sinon on considérera que l'incident d'intervention est clos ?

**M. LAOUITI :** Vu la manière par laquelle vous me répondez, je n'ai aucune question à vous poser sur le fond. Je sais très bien comment vous endormez le Conseil municipal avec vos arguments fallacieux.

*Intervention hors micro*

**M. LAOUITI :** Si, j'ai toutes ces informations, M. le Maire, posez-vous les questions. Ces informations viennent d'agents de la Ville, ils viennent de personnes qui travaillent autour de vous et de proches collaborateurs de votre cabinet. Si j'ai toutes ces informations, c'est que tout ne va pas bien dans votre ville, M. le Maire.

**M. BATAIL :** Contrairement, peut-être, à certains, je n'ai aucune prétention en la matière. J'essaye juste de faire un travail pour lequel j'ai été élu avec un certain nombre de collègues ici présents et je pense – je me permets de le dire, j'en parle aussi à des collègues autour de moi – que toutes les communes ne peuvent pas présenter les mêmes chiffres.

Je fais remarquer aussi que – évidemment, ça n'apparaît pas de manière spécifique dans les chiffres qui vous ont été présentés, mais puisque vous évoquez ce que peut être amené à dire le personnel – j'ai vu aussi beaucoup de membres du personnel qui étaient extrêmement heureux que nous puissions en fin d'année, je sais bien que certains sont amenés à penser que nous pouvons acheter les gens ainsi, puisqu'on m'a même dit que j'allais acheter les joueurs de football. Après tout, pourquoi pas, je peux aussi acheter les agents. En tout cas, je peux vous dire que les agents ont été extrêmement reconnaissants de ce que nous avons fait en fin d'année et si nous avons pu le faire, vous pouvez vous poser objectivement la question, c'est peut-être aussi parce qu'il y a des actes de gestions qui ne sont pas si fantoches que ça. Je dis juste ça, après, je dis tout cela avec toute la modestie qui convient et s'il y a bien une chose dont vous ne pouvez pas m'accuser, c'est d'être prétentieux.

S'il y a des prétentieux, je pense qu'ils se situent dans d'autres endroits.

**M. LAOUITI :** Je ne vous ai jamais qualifié de quelqu'un de prétentieux.

**M. BATAIL :** Si, vous venez de le faire tout à l'heure.

**M. LAOUITI :** Par contre, je ne vous ai jamais dit non plus que vous achetez des joueurs de football, j'ai dit que vous achetez un électorat en donnant des subventions. D'ailleurs, ce compte administratif me donne raison puisque lorsqu'on regarde la subvention qu'a reçue le club de football, on n'est plus à 90 000 € comme votés lors du précédent budget, mais on est à 127 000 €.

**M. BATAIL :** M. LAOUITI, vous avez déposé un recours là-dessus qui d'ailleurs va coûter à la Ville, puisqu'il faudra bien que la Ville se défende sur ce point-là.

**M. LAOUITI :** Vous n'allez pas m'interdire de déposer des recours quand même ?

**M. BATAIL :** Non, pas du tout, je ne vous interdis pas, je veux juste dire que pour éclairer l'ensemble de l'Assemblée, c'est que ça coûtera des frais d'avocat à la Ville. Je n'y vois pas d'inconvénient, je souligne simplement que ce sera imputé au compte administratif de l'année prochaine, bien entendu, puisque c'est comme ça.

**M. LAOUITI :** Encore une fois, vous nous endormez, vous ne répondez pas sur le fond. Ils ont bien reçu 127 000 € de subventions, contrairement aux 90 000 € du budget de l'année dernière.

**M. BATAIL :** M. LAOUITI, on vous a expliqué, mais vous n'avez rien compris ou en tout cas vous avez fait semblant de ne pas comprendre, car je ne peux pas croire qu'un ancien élu aux finances puisse dérailler de la sorte, pardonnez-moi. Vous savez que nous avons une convention d'objectifs, que quand on travaille en convention d'objectifs, on fixe le principe d'une subvention et puis quand tous les objectifs ont été fixés, on verse les soldes, c'est ce qu'on a fait.

Il peut se trouver que sur une année qui ne coïncide pas avec l'année budgétaire, vous savez, il y a les années civiles, les années budgétaires, etc., on peut travailler différemment et il peut arriver que sur un exercice, on ne vote pas exactement la somme qui était prévue au budget, mais ça ne change rien, c'est-à-dire que c'est toujours la même somme qui est affectée.

**M. LAOUITI :** Là, vous essayez d'endormir les choses.

**M. BATAIL :** Je n'endors rien, on laissera le juge déterminer si vous avez raison ou si vous avez tort.

**M. LAOUITI :** Sur les 90 000 €, on va parler concrètement, quand je veux parler, vous parlez du juge, je vais vous montrer le contraire...

**M. BATAIL :** Ça suffit, vous nous avez déjà abreuvés de ça au dernier Conseil municipal ou celui d'avant, puisque le dernier, vous n'étiez pas présent, donc c'était le précédent.

**M. LAOUITI :** Vous me faites la remarque d'une absence sur un Conseil municipal alors que j'ai dû être absent sur deux Conseils municipaux en plus de dix ans ?

**M. BATAIL :** C'est d'abord deux Conseils municipaux, mais ce n'est pas grave.

**M. LAOUITI :** Sur dix ans, j'ai dû être absent deux, trois fois et vous me faites ce reproche-là. Arrêtez, M. le Maire, vous êtes ridicule, franchement.

**M. BATAIL :** M. LAOUITI, je ne sais pas quel est le plus ridicule des deux.

**M. LAOUITI :** Quand vous avez deux colistiers qui ne viennent plus depuis deux ans, vous me reprochez un seul Conseil municipal.

**M. BATAIL :** Vous n'allez pas reparler de ça, ce n'est pas de ce point qu'il est question.

**M. LAOUITI :** Vous avez des colistiers, vous étiez en train de les défendre en disant qu'ils pouvaient travailler depuis la Bretagne.

**M. BATAIL :** Je ne vous fais aucun reproche, je vous dis juste que vous n'étiez pas là à la dernière séance, dans ma bouche, ça n'a aucune valeur.

**M. LAOUITI :** Vous êtes malin, vous avez détourné la situation.

**M. BATTAIL :** Mais je ne suis pas plus malin que vous, sans doute, vous êtes sans doute beaucoup plus malin que moi. D'ailleurs, on verra bien ce que le juge dira du recours que vous avez cru bon devoir porter. Malheureusement, je suis assez convaincu que le droit sera pour nous, mais je ne veux pas préjuger de ce que dira un magistrat.

**M. LAOUITI :** Avez-vous lu le recours ou pas ?

**M. BATTAIL :** Oui, j'ai lu le recours aussi.

**M. LAOUITI :** Non, vous ne l'avez pas lu, car je n'ai pas parlé des subventions, j'ai parlé de la présence de M. Dominique MARC, je n'ai pas voulu pénaliser les associations. Encore une fois, vous êtes un menteur, vous n'avez pas lu le recours, M. le Maire.

**M. BATTAIL :** M. LAOUITI, j'ai parfaitement lu votre recours et pour éclairer cette Assemblée, puisque vous ne semblez pas vouloir le faire, votre recours porte sur le fait que M. Dominique MARC a apporté des réponses à une conseillère municipale qui d'ailleurs n'est pas là aujourd'hui, Mme HALUSKA en l'espèce, sur des points qui ne touchaient pas à la subvention dans son ensemble. Vous avez cru bon devoir en faire un recours. Dominique MARC avait cru, et à juste titre, pouvoir apporter des précisions sur une question qui était hors l'aspect de la subvention. Vous en faites un recours, vous en faites ce que vous voulez, on verra bien ce que dira le juge. Mais en l'espèce, ce que vous avez dit, en tout cas au moment du Conseil municipal, c'est qu'on cherchait à acheter, vous avez raison, non pas les joueurs de football, mais les personnes qui pouvaient être concernées par le football. Ce qui est non seulement inexact, mais en plus diffamatoire. J'aurais pu moi aussi, mais j'estime devoir un petit peu plus à la Collectivité que de l'embarquer dans des affaires incertaines, j'aurais pu aussi établir un recours sur ces remarques qui n'ont aucun sens.

Comme ce recours, vous ne pouviez pas l'engager sur le point que je viens d'évoquer, vous avez cru bon devoir porter un recours sur un point de forme et franchement qui n'honore personne, on a juste essayé d'apporter une réponse à une conseillère municipale et il n'est nulle part interdit aux conseillers municipaux, même lorsqu'ils sont concernés par une affaire de subventions, de pouvoir apporter des précisions lorsqu'elles ne concernent pas le vote lui-même et au moment du vote, vous avez pu remarquer que la personne en question n'a pas pris part au vote comme il est d'usage également.

Maintenant, vous en faites ce que vous voulez, le recours est pendant devant les tribunaux et on verra bien qui aura raison au bout du compte. En revanche, je me permettais de souligner qu'à mon avis, cette période où on est tous à regarder après

3 francs 6 sous, ce n'est pas forcément une dépense intelligente pour la Ville, mais après tout, si vous souhaitez la porter, le droit vous autorise à le faire, donc nous porterons cette question-là.

Sur le compte administratif lui-même, y a-t-il des remarques plus au fait que celles que je viens d'entendre ou des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas. On va passer au vote.

Il faudra faire voter les deux comptes administratifs.

**Mme CHARRETIER** : Nous allons procéder au vote du compte administratif de la Ville de Dammarie-lès-Lys. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui vote pour ?

*Monsieur Gilles BATAIL ne prend pas part au vote.*

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver le compte administratif 2023 de la Ville de Dammarie-lès-Lys.

**Mme CHARRETIER** : Nous allons poursuivre avec le vote pour le compte administratif de l'Espace Pierre Bachelet. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui vote pour ? Merci à tous. Le Maire peut revenir, c'est bon.

*Monsieur Gilles BATAIL ne prend pas part au vote.*

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver le compte administratif 2023 du budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet.

#### **10. 2024-020 – Affectation du résultat de l'année 2023**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Le point suivant, c'est l'affectation du résultat et c'est au fond la diapositive qui reste visible.

À la clôture de l'exercice 2023, le compte administratif fait apparaître un résultat de fonctionnement de 8 473 364,68 € constaté et un besoin de financement de la section d'investissement de 3 252 221,77 €.

Il vous est proposé de délibérer de la façon suivante :

- affecter au besoin de financement de la section d'investissement, c'est le compte 1068, la somme de 3 252 221,77 € ;
- reporter au compte 002 le résultat de fonctionnement reporté et on reporte la somme de 5 221 142,91 €.

Y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas, on va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Une abstention. Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie. C'est adopté.

### **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ**

- D'affecter au besoin de financement de la section d'investissement la somme de 3 252 221,77 € ;
- De reporter au compte 002 le résultat de fonctionnement reporté en reportant la somme de 5 221 142,91 €.

**M. BATTAIL** : Le point suivant, c'est l'affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine dite DSU et du Fonds de Solidarité des communes de la Région Île-de-France, dit FSCRIF. C'est Sylvain qui a la parole.

#### **11.2024-021 – Affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et du Fonds de Solidarité des communes de la Région Île-de-France**

**M. Sylvain JONNET, Conseiller municipal délégué** : Merci, M. le Maire. Effectivement, c'est l'affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine et du Fonds de Solidarité des communes de la Région Île-de-France.

La Ville a perçu au titre de la Dotation de Solidarité Urbaine et du Fonds de Solidarité des communes de la Région Île-de-France pour 2023 un montant respectif de 4 595 848 € et 2 046 296 €, soit un total de 6 642 144 €.

La loi prévoit que les recettes de ces dotations soient affectées par délibération du Conseil municipal au financement d'opérations à caractère social et urbain.

Lorsque vous regardez le tableau, il y a le total des dépenses qui est de 14 804 154,42 € et des recettes de 3 816 145,17 € sur lequel on affecte la DSU et le FSCRIF, il reste un reste à charge de la Ville de 4 345 865,25 €.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal :

- de prendre acte de l'affectation de ces fonds au titre de l'exercice 2023 et au financement des actions figurant sur le tableau que je n'ai pas énuméré, mais qui est présent dans la délibération.

**M. BATAIL :** Il est toujours difficile de donner lecture de tableau. Merci, Sylvain.

Y a-t-il des questions sur cette délibération qui est classique puisqu'on nous demande d'affecter ces deux recettes ? Non ? On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

#### **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE :**

- De l'affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine et du Fonds de Solidarité des communes de la Région Île-de-France.

**M. BATAIL :** Nous allons pouvoir repasser à l'examen du budget primitif de la Ville.

#### **12.2024-022 – Budget primitif 2024 de la Ville**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Tout d'abord, quelques rappels sur la façon dont il a été élaboré. On rappelle bien entendu ce qui a déjà été présenté au compte administratif, on l'a constaté, avec une hausse des dépenses de fonctionnement, mais au fond une hausse qui a été moins importante que celle que nous avons anticipée et prévue, car dans le même temps, des économies ont été réalisées. Par exemple sur les fluides, les contrats qui sont passés avec le Syndicat Départemental des Énergies de Seine-et-Marne (SDESM) nous sont plutôt favorables et nous avons mis en place aussi des mesures qui visent à limiter nos consommations électriques. Je pense par exemple à l'éclairage nocturne qui est supprimé, tout ça a été un petit peu difficile à évaluer correctement en année pleine. Isabelle MARCHERAS que je profite pour saluer pour une autre de ses qualités, qui est la prévoyance et la prudence dans l'élaboration budgétaire.

Il vaut mieux, au fond, avoir un compte administratif qui montre que tout s'est bien passé et qu'il y a une situation excédentaire en période incertaine que d'avoir à réajuster avec difficulté.

En revanche, lorsque nous sommes dans l'exercice budgétaire suivant et quand bien même nous sommes toujours dans une situation d'inflation, il nous est difficile d'évaluer précisément ce qui va se passer. On voit qu'on est sur une courbe qui tend à la décroissance, mais nous ne savons toujours pas exactement où nous allons dans ce domaine-là.

Nous avons adopté une nouvelle fois une attitude prudente en accordant une priorité bien sûr à tout ce qui est obligatoire, réglementaire et puis à ce qui concerne la sécurité des biens et des personnes et bien sûr en honorant tout ce qui a été contractualisé.

Dans nos objectifs, nous souhaitons respecter ce qui a d'ores et déjà été présenté et en particulier au moment des orientations budgétaires. Nous souhaitons favoriser la réussite éducative, accompagner les Dammariens les plus vulnérables, veiller à la sécurité des personnes et des biens, favoriser la citoyenneté et préserver notre cadre de vie, nos ressources et assurer la transition écologique et tout ça, en nous fixant comme objectif majeur de ne pas toucher nous-mêmes à la fiscalité ou en tout cas de la maîtriser.

Nous avons comme objectif d'assurer un autofinancement suffisant en reprenant l'excédent de la section de fonctionnement antérieure et puis bien entendu, nous appuierons ce budget-là dans le domaine de l'investissement grâce à la vente de l'ex-clinique de l'Ermitage.

Ce schéma-là vous rappelle ce qui s'est passé au cours des exercices antérieurs, vous voyez que le budget de fonctionnement connaît une augmentation substantielle puisqu'il passe à 40 millions d'euros. Quand il y a une inflation qui a été jusqu'à 8 % dans certains secteurs, voire 10 % parfois, il est clair que ça conduit à voir cette section aussi qui augmente. Mais vous voyez que parallèlement, la section verte, celle de l'investissement se maintient à des niveaux tout à fait importants.

Du point de vue des grands équilibres budgétaires et de la constitution de l'autofinancement, il vous est rappelé nos chiffres que nous avons déjà en partie analysés lors du compte administratif et on vous rappelle que l'épargne brute doit financer en priorité le capital de la dette, soit 3,3 millions d'euros et l'épargne nette est consacrée aux dépenses d'équipement, soit 4 714 004 €.

Du point de vue de la section de fonctionnement, vous voyez que nous avons retenu le chiffre de l'inflation de 3,5 % qui est ce qu'on peut attendre. On nous annonce ces jours-ci plutôt moins, en tout cas, un trend qui est plutôt plus favorable. Nous

verrons bien, c'est une attitude prudente et réfléchie et ce n'est pas Isabelle MARCHERAS qui me démentira sur ce sujet-là.

Vous voyez que les dépenses de personnel constituent toujours le poste le plus important, mais ça, c'est normal, les collectivités sont là pour fournir avant tout du service et puis de l'investissement pour tout ce qui les touche, mais les dépenses de personnel évidemment sont toujours importantes et elles se situent dans ce budget à 1 423 € par habitant.

La section de fonctionnement, l'augmentation des recettes réelles de fonctionnement est en lien avec la revalorisation des bases fiscales, on rappelle toujours le même schéma : « Base fiscale  $\times$  taux = impôt », avec quelques petites annexes qui ne sont pas négligeables non plus, mais le principe est celui-là et cette année, la revalorisation des bases fiscales est bien sûr moindre que celle de l'année dernière puisque tout ça repose sur l'évaluation du taux d'inflation et nous nous situons environ à la moitié de l'année écoulée. Ça conduit à 1 533 € par habitant pour Dammarie-lès-Lys et vous voyez que comme pour les résultats de l'année précédente, le poste principal est celui de la fiscalité, dont je rappelle que c'est l'impôt foncier, des produits des services. Vous voyez qu'ils présentent 4,43 % de notre budget, ce n'est pas la part la plus importante et puis des dotations et subventions pour 28,52 % et je souligne une nouvelle fois les efforts que font les équipes pour aller chercher toutes les subventions.

En section d'investissement, évidemment, il s'agit d'assurer la cohérence des dépenses d'investissement avec le Plan Pluriannuel d'Investissement qui a été déjà présenté et qui est amendé en fonction de ce qui se passe année après année.

Les dépenses financières représentent un petit peu moins de 20 %, les dépenses d'équipement, 77 % et les autres dépenses, un tout petit 3 %.

Du point de vue de l'équipement brut, il se situe à 520 € par habitant. Pour mémoire, on vous redonne les chiffres de 2021 et vous voyez que l'investissement continue à être une de nos priorités.

Le même camembert coupé dans son centre pour présenter la répartition de ces dépenses de la section d'investissement, avec :

- aménagement urbain mobilité 55 %, c'est tout ce qui est fait autour de nous ;
- les dépenses qui concernent la Citoyenneté pour 19,33 % ;
- bien sûr, Éducation, France et Culture pour 14,32 % ;
- les Solidarités pour 9,26 % ;
- les Ressources générales pour 1,85 %.

Reprenons là la présentation des années antérieures, si ensuite certains veulent s'essayer à faire des tableaux Excel de comparaison année après année, vous êtes évidemment les bienvenus.

La section d'investissement, nous souhaitons ne pas avoir recours à l'emprunt pour la bonne et simple raison que nous espérons comme d'autres que les années qui sont devant nous seront plus favorables du point de vue de l'emprunt. Autant contracter des emprunts les moins onéreux possible pour la Ville, l'avenir nous dira si on avait raison ou si on n'avait pas raison. En tout cas, c'est aussi ce que nous disent nos conseils en la matière.

Nous essayerons de nous équilibrer sans avoir recours à l'emprunt et étant entendu qu'au regard des chiffres que je vous ai présentés au moment du compte administratif, s'il devait y avoir recours à l'emprunt, ce ne sera pas non plus une catastrophe, car nous serions dans les conditions les plus favorables pour pouvoir le négocier au regard de l'endettement qui est ce qu'il est à Dammarie-lès-Lys, c'est-à-dire modéré.

Voilà le schéma que nous envisageons, avec bien sûr toujours la recherche de subventions de manière maximale possible. Ces subventions peuvent évoluer année après année en fonction des investissements qui sont décidés et de la façon dont on peut aller chercher les subventions sur ces sujets précis.

Je voudrais rappeler qu'on est aussi soumis à des appels à projets et que parfois l'appel à projets ne coïncide pas avec ce qu'on souhaite précisément faire. Parfois, il faut revoir la politique d'investissement pour essayer de bénéficier de cette manne-là, car on sait qu'on aura fait face aussi à cette dépense d'investissement et qu'elle se fait dans des conditions plus favorables et puis parfois, il ne faut rien changer du tout, car il faut investir là où on avait prévu.

On vous rappelle que c'est la troisième année consécutive où nous ne recourons pas à l'emprunt, ce qui conduit au désendettement qu'on a montré précédemment. On vous rappelle l'encours de dettes au 31 décembre 2023, 25 691 685 € et qui passe à 22 691 408 € pour 2024 si évidemment, la prévision que nous faisons de ne pas avoir recours à l'emprunt est bien tenue et ça conduit à 1 125 € d'endettement par habitant à Dammarie-lès-Lys.

Je vous avais présenté des éléments de comparaison dans l'examen du compte administratif.

Une disposition qui est à présenter, c'est la nouvelle possibilité qui nous est offerte dans le cadre de la M57, vous savez que le M et le chiffre, c'est la façon de présenter les comptes des collectivités. La possibilité de faire des virements de crédits entre chapitres sauf pour les dépenses de personnel puisque quand même le législateur

a prévu qu'il fallait absolument préserver la paie du personnel, ça paraît normal, mais c'est une disposition qui figure dans le règlement.

Sur décision du Conseil municipal, un maximum de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section peut être « bougées » d'une section à l'autre et ça donne un petit peu plus de souplesse dans l'exécution budgétaire ; charge à la Municipalité d'en rendre compte au Conseil municipal la fois suivante, la fois qui suit la décision qui a été prise.

### **13.2024-023 – Budget primitif 2024 du budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet**

**M. Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional** : Je fais la même chose, c'est-à-dire que je présente le budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet. On vous rappelle ici les éléments qui concernent 2023.

En 2024, il y a une bonne reprise de l'activité, une reprise qui semble plus solide que celle que nous avons pu connaître et actuellement huit manifestations supplémentaires sont programmées et nous espérons qu'elles se dérouleront pour de bon et qu'on pourra les inscrire ensuite dans le cadre d'un compte administratif. Le budget est arrêté à 812 410,15 €, avec la présentation à la fois des dépenses, avec bien sûr le poste des charges à caractère général qui concernent par exemple tout ce qui est les fluides.

Vous savez que, certes, lorsque l'Espace Pierre Bachelet fonctionne, il y a des recettes, mais il y a aussi des dépenses en face, ne serait-ce que pour chauffer l'espace et des commercialisations pour 74,91 %.

Voilà ce que je pouvais vous dire aussi sur ce budget et bien entendu, je suis à votre disposition pour ce qui est question ou intervention.

M. BENOIST.

**M. BENOIST** : D'abord, je voudrais remercier Mme MARCHERAS et les services pour la présentation qui nous a été faite en commission des Finances. On a eu une commission qui a duré plus de trois heures, je crois, on a eu le temps de détailler un petit peu les choses.

Une question, par contre, sur la baisse de près de 33 % de l'assurance du personnel, d'avoir quelques éléments là-dessus, car le secteur assurantiel en ce moment n'a pas tendance à baisser ses tarifs et puis c'est un petit peu toujours la même chose, sur la capacité de recettes. Une fiscalité qui a augmenté de près de 3,5 % qui est en lien avec l'augmentation des bases fiscales de l'État de l'an dernier, des

dotations et des subventions de l'État qui, même si elles progressent de 1,7 %, ne correspondent pas à la hausse de l'inflation.

Et puis une dernière question, un petit peu sur les investissements, en tout cas les travaux à réaliser, car il y a quelques travaux sur certains équipements qui sont quand même liés à des subventions qui sont contraintes dans le temps par le biais de subventions d'autres collectivités, donc s'assurer à faire les travaux dans les temps impartis.

**M. BATTAIL :** Merci de votre intervention. Je peux vous rejoindre sur un certain nombre de points, c'est-à-dire que c'est clair que les dotations de l'État et d'ailleurs, dans ce qui a été annoncé sur ce qui nous attend dans le futur proche, je ne suis pas sûr que la tendance s'inverse, c'est-à-dire qu'on fait toujours appel aux collectivités territoriales, dont je rappelle qu'elles doivent voter leurs budgets à l'équilibre en fonction de ce qu'on leur donne.

Les appeler pour ce qui est ensuite la réduction du déficit, il y a quand même un moment où il va falloir se poser les bonnes questions et se dire qu'on le veuille ou non, les collectivités territoriales portent la plus grosse part de l'investissement public dans notre pays et qu'à force de les étrangler... Vous me direz, il y a un contre-exemple à Dammarie-lès-Lys, puisqu'on continue à investir de manière importante, mais quand on discute avec tous les collègues, on voit bien que c'est de plus en plus tendu, de plus en plus compliqué et qu'il y a de moins en moins de souplesses ou de grains à moudre dans tous les secteurs.

Je m'associe parfaitement au fait que les dotations, à mon sens, ne sont pas à la hauteur et je ne parle pas de ceux qui ont vu disparaître complètement leur dotation globale de fonctionnement (DGF), puisqu'il y a des communes qui en sont à se demander si un jour on ne va pas leur demander de rendre de l'argent sur le poste de DGF, ce qui ne manquerait quand même pas de sel, car ça s'appelle quand même une dotation globale de fonctionnement, c'est quand même compliqué.

Pour ce qui concerne votre question sur les subventions et la réalisation des travaux, pas d'inquiétude, on a fait le point sur ce qui était les différents sujets et on n'est pas du tout hors délai. Vous savez que c'est toujours compliqué, car dans certains cas, on peut demander une anticipation du début des travaux pour essayer de gagner un peu de temps et puis de faire que tout se réalise exactement comme il faut. Parfois, c'est accordé, parfois, on nous dit : « Attendez, attendez, attendez » et c'est là que ça rend les choses compliquées.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'inquiétude à ce niveau-là et vis-à-vis de tous nos partenaires, que ce soit l'Agglomération, que ce soit le Département ou que ce soit la Région, l'exécution se passe bien et les fonds sont versés. J'ai encore signé une demande concernant le versement sur le contrat d'aménagement régional dans les

parapheurs que j'avais à signer et puis il y a les documents qui établissent qu'il n'y a pas de souci à ce niveau-là.

Sur les assurances du personnel, c'est un renouvellement de contrat avec une baisse du taux d'absentéisme, comme quoi tout ne va peut-être pas si mal chez nous, il y a aussi des franchises qui sont mises en place pour équilibrer ce contrat-là et ça aboutit à ce chiffre qui repose sur une analyse du sujet. Pour une fois, c'est une bonne surprise. Je partage néanmoins votre analyse sur les autres postes d'assurance. Pour le moment, on en a beaucoup qui continuent à courir et qui n'ont pas été réactualisés, mais je redoute qu'au moment où ils viendront à être renégociés et en fonction en particulier du taux de sinistralité et je fais référence à ce qui s'est passé l'été dernier, c'est évident que là, je pense qu'on n'aura pas forcément que de bonnes surprises.

D'ailleurs, un sujet qui anime l'Association des Maires de France, qui anime aussi beaucoup de monde un petit peu partout, car il y a une espèce de dialogue qui n'est pas complètement tranché entre l'État et les compagnies d'assurances puisqu'il est évident que la sinistralité dépende aussi de la façon dont l'État prend en charge ou ne prend pas en charge un certain nombre de sinistres et on parle évidemment de ce qui s'est déroulé au moment des émeutes.

D'ailleurs, je fais une incidence là-dessus, nous, ce n'est pas toujours complètement clair, ce n'est pas clair pour deux raisons : d'un point de vue technique, car on a des difficultés à obtenir la certitude de ce qui doit être réalisé sur la Médiathèque au regard du bâtiment qui est imbriqué dans celui-là qui est l'espace Schweitzer. Les avis ne sont pas tous alignés sur le même rendu technique et évidemment, ça conditionne les coûts de réalisation.

Ça, c'est le premier point et une fois que celui-là est tranché, il faut ensuite aller trouver les différents partenaires, que ce soit les assurances que ce soit les éventuels partenaires financiers, depuis l'État jusqu'à toutes les collectivités qui ont financé cet équipement-là, car je rappelle que c'était un équipement qui a été aussi financé dans le cadre de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), tout ça vient se greffer là-dessus et c'est un sujet pour lequel on n'est pas encore sorti de l'auberge, comme on peut le dire de manière triviale, mais les discussions se poursuivent et puis on espère que le plus tôt possible, nous pourrions en tout cas avoir une certitude sur la manière d'engager les travaux et du coup, le délai pour la réouverture. Car même s'il y a des solutions techniques intermédiaires et les services ont travaillé pour ouvrir une médiathèque aux Bouillants pour aussi avoir une médiathèque itinérante, puisque je l'ai croisée hier à l'Espace Schweitzer à l'occasion des manifestations qui se tenaient là, mais ce n'est pas pareil. Il n'y a pas le même nombre de livres, il n'y a pas le même nombre

de personnes qui sont touchées par les fournitures. Évidemment, il faut aussi qu'on avance là-dessus, mais une nouvelle fois, un sujet assez compliqué.

M. BENOIST.

**M. BENOIST :** À propos de discussions de copropriété, l'esplanade qui se trouve devant le Centre administratif est quand même très dégradée, je voudrais savoir si rapidement on pouvait espérer avoir retrouvé, même si ça fait un moment que ça dure, une esplanade accessible pour tous et toutes.

**M. BATAIL :** Vous avez raison d'autant qu'on a fait aussi un certain de choses pour que ce qu'on appelle le Centre administratif, mais qui est maintenant l'accueil avant tout de la population qui a été transformé et c'est bel et bien pour rendre service.

Il ne vous a pas échappé que dans le budget, il y a une somme qui est prévue et qui représente notre quote-part au regard de nos tantièmes dans la copropriété. Je ne demande pas mieux, la somme est prévue.

Simplement, on est dans une situation où si nous entamons des travaux et puis qu'on fait quelque chose, ça risque de nous être reproché dans un deuxième temps en disant : « Ce que vous avez fait est contraire avec la réfection totale de la dalle, etc. ». On est dans cette situation-là, on a budgété une somme, je crois qu'elle est à hauteur de 400 000 € pour notre quote-part. Maintenant, il appartient aussi à la copropriété de se déterminer dans sa décision de copropriété. Là, c'est un peu la limite de notre capacité de faire puisque je rappelle que nous ne sommes que copropriétaires dans toutes ces affaires-là. Évidemment, je suis le premier à le souhaiter, j'ai même demandé que les services étudient autant que faire se peut une solution temporaire, je ne sais pas, un revêtement qui ne nuise pas ce qui est en dessous et qui permet simplement que les gens puissent de se déplacer correctement et sans nid de poule.

Maintenant, si on veut avancer un petit peu au-delà, il faut que l'Assemblée générale des copropriétaires dans sa sagesse se détermine.

Je ne peux pas dire autre chose et quand on voit les difficultés que la copropriété à programmer un certain nombre de travaux, là, qui ne touchent pas cet espace semi-public, on voit que c'est compliqué et que là, on est un petit peu tributaire de...

On est au fond un peu dans une situation identique à celle qu'on a connue avec la résidence Aquitaine il y a de ça un certain nombre d'années où les uns et les autres pensaient que et puis ça a fini par se terminer avec, non pas de médiation puisqu'il n'y en avait pas, mais par une décision d'arrangement entre les différentes parties. Je ne demande pas mieux, mais pour ça, il faut avoir les interlocuteurs et c'est un

petit peu la limite de ce sujet là. Quoi qu'il en soit, on a budgété cette somme-là, c'est le signe qu'on ne désespère pas, qu'il puisse se passer quelque chose.

Y a-t-il d'autres questions ou demandes d'intervention ? Non ? On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Très bien.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À LA MAJORITE :**

- D'approuver le Budget primitif 2024 de la Ville.

**M. BATAIL :** Il faut qu'on vote aussi le budget de l'Espace Pierre Bachelet. Là, je n'ai recueilli que vos votes concernant le budget de la Ville. On va poursuivre le vote sur le budget de l'Espace Pierre Bachelet.

Y a-t-il des votes contre ? Même vote que précédemment. Abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À LA MAJORITE :**

- D'approuver le Budget primitif 2024 du budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet.

**M. BATAIL :** Nous allons pouvoir passer aux 2024-024, ce sont donc révision ou modification des AP-CP suivant notre PPI. Sylvain.

**14. 2027-024 – AP-CP Révision-Modification de certaines durées – Modification de la répartition des crédits de paiement et création d'une nouvelle AP-CP – Année 2024**

**M. Sylvain JONNET, Conseiller municipal délégué :** Merci, M. le Maire. Vous savez que l'annualité budgétaire est un des principes de nos finances publiques. Normalement, pour engager les dépenses d'investissement qui sont réalisées sur plusieurs exercices, la Collectivité doit inscrire la totalité de la dépense dès la première année puis avoir recours au report de crédit.

La procédure des AP-CP, autorisations de programme et crédits de paiement, est une dérogation légale à ce principe d'annualité budgétaire.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal :

- de réviser l'AP-CP du Cœur de Ville phase 3, il y a une évolution du montant ;
- de modifier les durées des AP-CP pour le Centre technique municipal, de la réhabilitation du complexe Jean Zay et de la rénovation énergétique du groupe scolaire Tessan ;
- de modifier la répartition des crédits pour l'ensemble des opérations votées entièrement à 2024 ;
- de créer une nouvelle AP-CP pour la voirie pour l'année 2024, pour tous les programmes de voirie communale ;
- d'inscrire les crédits de paiement au titre de l'année 2024 pour l'ensemble des opérations, soit 4,34 millions d'euros au Budget primitif 2024 de la Ville.

Merci, M. le Maire.

**M. BATTAIL :** Merci, Sylvain. Y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention sur ce sujet-là ? Non ? On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Comme pour les budgets ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver la révision de l'AP-CP du Cœur de Ville phase 3 ;
- De modifier les durées des AP-CP pour le Centre technique municipal ;
- De modifier la répartition des crédits pour l'ensemble des opérations votées entièrement à 2024 ;
- De créer une nouvelle AP-CP pour la voirie pour l'année 2024 ;
- D'inscrire les crédits de paiement au titre de l'année 2024 pour l'ensemble des opérations.

**M. BATTAIL :** On va pouvoir passer au point suivant et c'est Sébastien qui nous parle des prévisions pour créances douteuses.

## 15.2024-025 – Constitution d'une provision pour créances douteuses budget de la Ville exercice 2024

**M. Sébastien MASSON, Conseiller municipal** : Merci, M. le Maire. Là, il s'agit de la constitution d'une provision pour créances douteuses, plusieurs précisions.

La constitution de provision comptable est une dépense obligatoire qui est imposée par le législateur et une autre précision, quand on dit créances douteuses, elles sont douteuses dans l'incertitude du recouvrement et pas dans l'origine de la créance, c'est-à-dire que ce n'est pas un prêt toxique, c'est une dette de cantine.

Au vu de l'incertitude du recouvrement de la créance, il est nécessaire de provisionner pour pallier à l'incertitude en question et étant donné l'incertitude aussi, il faut le faire de manière annuelle, la provision ne peut être prise par la suite s'il y a une extinction ou s'il y a risque financier encouru et avéré, on a un exemple dans les tableaux de reprise sur 2023 où on a soustrait un montant de 72 574 €.

Ensuite, il y a une méthodologie spécifique pour constituer la provision, c'est-à-dire qu'on applique un taux forfaitaire de dépréciation, c'est-à-dire qu'on détermine un montant par un pourcentage de non-recouvrement en fonction de l'ancienneté de la créance. Par exemple, sur une créance à recouvrer à exercice n-1, on applique un taux de dépression de 25 %.

Si on prend un exemple plus concret, sur la première ligne par exemple. En 2022, le reste à recouvrer était de 147 846 €, si on applique le taux de dépréciation de 25 %, on a 36 961 € à mettre au montant de la provision.

Au 31 décembre 2023, l'état des restes à recouvrer était évalué par le trésorier public à 544 512,91 €, si on applique le tableau en question dans sa globalité, le montant à provisionner est de 379 080 €.

Au vu du montant en question et étant donné que sur de précédentes délibérations, nous avons provisionné 231 425 €, il y a un écart entre le total et ce qu'on avait provisionné précédemment, il y a un manque et il est de 147 656 € et c'est la provision que nous devons constituer cette année au titre de 2024 et l'inscrire au Budget primitif.

Il nous est proposé :

- de constituer la provision en question ;
- de l'inscrire au compte 6817 au budget de la Ville pour le montant que je vous ai indiqué de 147 657 € ;
- d'appliquer la méthode de pourcentage que j'ai énoncée précédemment, qui est aussi dans le document ;

- de fixer le montant des éléments transmis au trésorier, c'est-à-dire le montant total des provisions, 379 081 € ;
- de réviser le plan de constitution des provisions globales en y ajoutant les 147 000 € que j'ai énoncés ;
- d'inscrire aussi une reprise de provisions éventuelles du montant des admissions en non-valeur constatées par délibération ;
- d'actualiser annuellement le calcul, comme je vous l'ai indiqué précédemment ;
- d'inscrire au budget le montant de cette provision sur le prochain exercice.

**M. BATAIL :** Merci. Y a-t-il des questions sur ce rapport ? Des demandes d'intervention ? Non ? Je n'en vois pas.

C'est vrai qu'on aurait pu se poser des questions sur le fait de constituer des provisions en période d'inflation, Sébastien, mais c'est comme ça. Ces provisions-là, il faut les constituer.

On va le mettre aux voix. Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- De constituer la provision en question ;
- De l'inscrire au compte 6817 au budget de la Ville ;
- D'appliquer la méthode de pourcentage qui est dans le document ;
- De fixer le montant des éléments transmis au trésorier ;
- De réviser le plan de constitution des provisions globales ;
- D'inscrire aussi une reprise de provisions éventuelles du montant des admissions en non-valeur constatées par délibération ;
- D'actualiser annuellement le calcul ;
- D'inscrire au budget le montant de cette provision sur le prochain exercice.

**M. BATAIL :** Le point suivant touche les provisions également pour risques et charges de fonctionnement courant et il s'agit de la contribution de la Ville à l'école privée Sainte-Marie. Patricia.

**16.2024-026 – Constituions de provisions pour risques et charges de fonctionnement courant dans le cadre de la contribution obligatoire de la Ville à l'École privée Sainte-Marie**

**Mme Patricia CHARRETIER, Adjointe au Maire** : Merci, M. le Maire. Conformément à la législation en vigueur, la Ville doit participer aux frais de fonctionnement de l'école Sainte-Marie via le versement d'une contribution. Cette somme est établie sur la base des dépenses réalisées en termes de fonctionnement dans les écoles publiques de la ville ainsi que certaines dépenses d'investissement.

Le montant versé est calculé sur le nombre d'élèves dammariens scolarisés au sein de cet établissement. Pour permettre le versement de ladite contribution, il est nécessaire de conclure une convention, la Ville et l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) Sainte-Marie se sont rencontrés à plusieurs reprises dans le cadre d'une demande par ce dernier d'une réactualisation de la contribution.

Malgré la proposition de réévaluation faite par la Ville qui représente une augmentation de 12 % du montant global, soit une participation de 1 416,01 € pour les maternelles et 533,07 € pour les élémentaires, l'OGEC Sainte-Marie ne valide pas à ce jour les nouveaux forfaits établis pour les élèves maternelles et élémentaires.

En attendant de trouver un terrain d'entente, la Ville a décidé de constituer de nouveau une provision afin de sécuriser le montant de la contribution proposée qui correspond au solde de l'année scolaire 2023-2024 et un acompte au titre de celle de 2024-2025.

La Commune peut en effet constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré ayant un enjeu financier, ce qui est le cas en l'espèce.

La constitution d'une provision donne lieu à une délibération qui en précise l'objet et en fixe le montant. L'étalement de la provision dans le temps est possible sous réserve qu'elle soit totalement constituée à la fin de l'exercice précédent, celui de la réalisation du risque.

Lorsque le risque estimé est éteint, la Collectivité fait une reprise sur provision constituée. Il est opportun de constituer une provision pour la contribution obligatoire à l'école privée de Sainte-Marie dans l'attente de l'aboutissement des négociations sur le montant du forfait communal par élève établi par la Ville. Cela représente un risque estimé à 117 649 €, celle-ci complétera la provision de 146 350 € faite en décembre 2023 par délibération 2023-115 du 21 décembre 2023.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- de constituer sur l'exercice 2024 une provision pour risques et charges de fonctionnement courant d'un montant estimé à 117 649 € concernant la contribution obligatoire à l'école privée Sainte-Marie pour le solde de l'année 2023-2024 et l'acompte 2024-2025 qui complétera celle de 146 350 € faite en décembre 2023 par délibération 2023-115 du 21 décembre 2023 ;
- d'ouvrir par ailleurs les crédits nécessaires au Budget primitif 2024 au compte 6815, dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant.

**M. BATTAIL** : Merci, Patricia. Y a-t-il des questions, interventions ? Non ? On va le mettre aux voix.

Ce que j'ajouterais, simplement, c'est que compte tenu du contexte qui a l'air un petit peu de se tendre sur les questions de financement de l'école privée, au moins ces jours-ci, on ne regrette pas d'avoir une attitude prudente sur ce sujet-là étant entendu que c'est compliqué, puisque par ailleurs, le service est assuré et il faut aussi payer ce qu'on doit, sujet qui nous conduit à faire ces provisions, puisque la discussion n'est pas définitivement acquise.

On va le mettre aux voix. Y a-t-il des votes contre ? J'en vois cinq.

Y a-t-il des abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À LA MAJORITE :**

- De décider de constituer sur l'exercice 2024 une provision pour risques et charges de fonctionnement courant concernant la contribution obligatoire à l'école privée Sainte-Marie ;
- D'ouvrir les crédits nécessaires au Budget primitif 2024 au compte 6815, dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant.

**M. BATTAIL** : Le point souvent, Rodolphe, ce sont les taux de fiscalité 2024.

**17.2024-027 – Taux de fiscalité 2024**

**M. Rodolphe CERCEAU, Conseiller municipal délégué** : Merci, M. le Maire. La fiscalité directe de la Ville est composée de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) parcs communal et départemental réunis, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) peu représentative sur la commune, la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB).

Les trois taux peuvent être modifiés sur l'année 2024. Pour rappel, les taux appliqués actuellement sont :

- pour la TFPB : 47,28 % ;
- pour la THRS : 18,26 % ;
- pour la TFPNB : 91,01 %.

Il est proposé de ne pas augmenter les taux, le montant des contributions directes est estimé à 15 237 730 € sans compter l'application du coefficient correcteur en tant que ville sous compensée.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- de maintenir les taux pour l'année 2024 de la façon suivante :
  - 47,28 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
  - 91,01 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties ;
  - 18,26 % pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

**M. BATAIL :** Merci, Rodolphe. Hormis le fait que j'aurais pu garder cette délibération-là, ça fait plaisir de temps en temps, mais en tout cas, félicitations et merci beaucoup de présenter cette délibération qui épargnera autant que faire se peut les contribuables dammariens.

Y a-t-il des demandes d'intervention, des questions ? Non ? On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Ne prend pas part au vote. Je vous remercie de cette belle unanimité sur ce sujet.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- De maintenir les taux pour l'année 2024 de la façon suivante :
  - 47,28 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
  - 91,01 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties ;
  - 18,26 % pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

**M. BATAIL :** Le point suivant qui est également important, ce sont les subventions aux associations pour 2024. C'est Dominique THERAULAZ qui nous en parle.

## 18.2024-028 – Subventions aux associations pour l'exercice 2024

Dominique THERAULAZ, Adjoint au Maire : Merci, M. le Maire. Les subventions aux associations de l'exercice 2024, la Ville qui compte plus d'une centaine d'associations participe au quotidien à l'apprentissage, à la citoyenneté, au lien social et le bien vivre.

La Ville de Dammarie-lès-Lys apporte chaque année son soutien à ces indispensables acteurs du territoire. Sur le mouvement sportif, il y a 6 500 personnes licenciées sur Dammarie-lès-Lys. Il peut s'exercer par le biais de mise à disposition d'équipements, de matériels ou de subventions. Un dossier est envoyé aux associations fin octobre 2023 afin qu'elles expriment leurs besoins de subventions. Les montants demandés ainsi que certains éléments comme le budget prévisionnel relatif à la demande de subvention de fonctionnement, le dernier rapport d'activité de l'association, le dernier procès-verbal d'assemblée générale devait parvenir aux services au 18 décembre 2023.

Une cinquantaine de demandes ont été réceptionnées et instruites pour l'année 2024 sans compter les dossiers instruits par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et dont le montant des subventions est inscrit au budget du CCAS :

- 37 associations sportives sur les 50 référenciées sur Dammarie-lès-Lys ;
- 3 associations environnementales et développement durable ;
- 8 associations culturelles ;
- 2 associations patriotiques ;
- 1 association pour le soutien scolaire.

En outre, une convention doit être signée entre la Ville et les associations qui reçoivent une subvention égale ou supérieure à 23 000 €. Ces dispositions s'appliquent aux associations : Académie Musicale de Dammarie-lès-Lys ; le Football Club (FC) de Dammarie-lès-Lys et le Club des Sports de Glace.

Ces trois associations citées en objet font l'objet d'une délibération individuelle accompagnée du projet de convention d'objectifs pour la saison 2024-2025. Le montant global des attributions de subventions représente 383 350 €. Ce montant a été inscrit au Budget primitif 2024. Ainsi, pour l'année 2024, le montant global attribué aux associations est en hausse d'un peu plus de 4 %. Cette évolution confirme l'engagement de sanctuarisation affirmé par le rapport d'orientation budgétaire (ROB) et va même au-delà.

Les subventions aux associations ci-dessous feront l'objet d'une attribution par délibération séparée :

- Les Paniers bio du Lys ;
- Confédération Syndicale des Familles (CSF) ;
- Académie Musicale de Dammarie-lès-Lys ;
- ASC Lys Antilles.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d'attribuer aux associations les subventions au titre de l'année 2024, soit un montant global de 259 550 €.

Je vous remercie.

**M. BATAIL** : Merci, Dominique, d'avoir souligné l'effort qui est fait vis-à-vis de l'ensemble des associations et puis d'avoir rappelé la présentation que nous adoptons cette année de manière à la fois permettre à ceux qui ne doivent pas prendre part au vote de le faire de manière sélective sur chacune des associations et c'est pour ça qu'il y a des délibérations qui se succèdent.

Sur ce sujet, y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention ?

M. LAOUITI.

**M. LAOUITI** : Comme chaque année, étant donné qu'il n'y a aucune commission avec des membres de l'opposition et les membres du tissu associatif pour délibérer des montants des subventions, je réitère ma demande d'une création d'une commission et pour une fois, cette année, je ne vais pas voter pour, mais je vais m'abstenir.

**M. BATAIL** : C'était plutôt une explication de vote, merci.

M. BENOIST.

**M. BENOIST** : Je voulais évoquer le fait qu'on subventionne un certain nombre d'associations sportives, culturelles et c'est à mettre aussi en relief avec les équipements qui sont mis à disposition de la plupart des associations, dont certaines ne sont pas sur Dammarie-lès-Lys, n'utilisent pas l'équipement dammarien, mais pour montrer qu'on se doit aussi de fournir des équipements d'une bonne tenue, d'une bonne qualité pour ces associations.

**M. BATAIL :** Vous faites référence à une association en particulier ? Je n'ai pas bien compris. Ce seraient des associations qui diraient que des équipements qui sont mis à disposition ne sont pas de qualité suffisante ou je n'ai pas bien compris ?

**M. BENOIST :** Non, c'est un peu en lien avec la série de travaux, par exemple sur Coubertin, sur Jean Zay. Cela faisait un petit peu écho au Budget primitif de cette année, en cette année olympique.

**M. BATAIL :** C'est vrai que si on voulait pousser le raisonnement et on souhaite, j'allais dire, le développer, on doit aussi inclure ce qui est fourni, le valoriser d'une manière ou d'une autre. Alors, ce n'est pas toujours simple de trouver des abaques ou des chiffres pour une association qui va utiliser plutôt un préau d'école. C'est quoi le chiffre qu'il faut mettre en face ? Cela dit, il y a une réflexion qui est en cours pour essayer de mettre tout ça en perspective, non pas pour valoriser ad nauseam ce qui est fait, mais simplement pour le mettre aussi dans la balance.

De toute façon, car quand même, ça doit être souligné, car même si ça ne prend pas la forme d'une commission, les chiffres qui sont présentés là sont discutés avec les associations. Il y a une demande qui est faite. Quand la demande s'écarte, on ne peut pas y donner satisfaction, s'il y a une raison pour ne pas y donner satisfaction, il y a un dialogue qui s'instaure entre l'adjoint qui est en charge et puis ladite association. Donc, les chiffres qui sont présentés sont le fruit d'un échange et non pas, je dirais, du fait du prince puisque ces associations sont suivies très régulièrement. Lorsqu'elles organisent des manifestations, les différents adjoints ou conseillers s'y rendent. C'est le fruit, je dirais, aussi du travail d'une année et aussi de l'analyse des projets que peuvent porter les associations et qui sont, bien entendu, exposés à l'adjoint en charge, donc il y a un échange.

**M. BENOIST :** De toute façon, il y a un cadre et puis une charte sur les demandes de subvention qui sont visibles sur le site de la Ville.

**M. BATAIL :** Absolument. Je crois que Natacha nous avait prévenus qu'elle devait nous quitter en cours de séance. Natacha, bonne continuation.

*Madame Natacha BOUVILLE quitte la séance à 20h45*

**M. BATAIL :** Sur ces subventions aux associations hors, bien sûr, les associations dont il va être question après, y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? J'en vois une. Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITE :**

- D'attribuer aux associations les subventions au titre de l'année 2024.

**M. BATAIL :** Nous sommes toujours dans le domaine des subventions avec une subvention à l'association de la Confédération Syndicale des Familles. C'est Patricia CHARRETIER qui nous en parle.

La délibération avait été prise de manière un petit peu singulière, car il fallait permettre à Mme HALUSKA de ne pas prendre part au vote. Elle n'est pas là, mais ce n'est pas grave. Tu présentes.

**19.2024-029 – Subvention à l'association de la Confédération syndicale des familles pour l'exercice 2024**

**Mme Patricia CHARRETIER, Adjointe au Maire :** Merci, M. le Maire. Comme précisé dans le rapport de synthèse de la délibération n° 2024-028, il convient de procéder à l'attribution de la subvention de l'association Confédération Syndicale des Familles, la CSF, par délibération séparée.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d'attribuer à l'association Confédération Syndicale des Familles (CSF) au titre de l'année 2024 une subvention de 3 000 €.

Merci.

**M. BATAIL :** Merci, Patricia. Y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention sur ce point-là ? Je n'en vois pas. On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'attribuer à l'association Confédération Syndicale des Familles au titre de l'année 2024 une subvention de 3 000 €.

**M. BATAIL :** Sur les subventions, abstention pour M. LAOUITI.

On va passer à la suivante, c'est l'avenant financier n° 2 à la convention d'objectifs et de moyens 2022-2025 entre la Commune de Dammarie-lès-Lys et la Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne. Sébastien.

**20.2024-030 – Avenant financier n° 2 à la convention d'objectifs et de moyens 2022-2025 entre la commune Dammarie-lès-Lys et La Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne**

**M. Sébastien MASSON, Conseiller municipal** : Merci, M. le Maire. Il s'agit d'un avenant financier à la convention d'objectifs et de moyens qui était conclu entre la Commune et La Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne.

Petit rappel, le 13 septembre 2022, M. le Maire a signé une convention avec La Ligue de l'enseignement du Val-de-Marne dans le but de renforcer notre politique jeunesse et d'accompagner la jeunesse damarienne. Au sein de cette convention, il y a un article qui indique que tous les ans, nous devons nous engager à examiner les demandes de subvention de La Ligue de l'enseignement autour des projets qu'elle nous présente. Au titre de cette année 2024, la ligue demande une subvention de 355 000 €, avec un budget prévisionnel qui était annexé dans le document.

Il nous convient d'établir un avenant financier entre la ligue et nous.

Il nous est aussi proposé de décider :

- d'accorder ladite subvention ;
- de verser le montant de la subvention sur l'échéancier qui est aussi défini dans l'avenant ;
- d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant en question.

**M. BATAIL** : Merci, Sébastien. Y a-t-il des questions ou des demandes d'intervention ? Je n'en vois pas. On va le mettre aux voix.

Votes contre ? Abstentions ? J'en vois six sur ce point-là. Ne prend pas part au vote ? Il n'y en a pas. Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'accorder ladite subvention ;

- De verser le montant de la subvention sur l'échéancier qui est aussi défini dans l'avenant ;
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. BATTAIL :** Le point suivant, c'est la subvention à l'association Lys Antilles 2024. C'est Dominique MARC qui rapporte et Alain MIRZA ne prendra pas part au vote.

### **21.2024-031 – Subvention à l'association Lys Antilles pour 2024**

**M. Dominique MARC, Adjoint au Maire :** Merci, M. le Maire. Comme précisé dans le rapport de synthèse de la délibération, il convient de procéder à l'attribution de la subvention de l'association ASC Lys Antilles par délibération séparée.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d'attribuer à l'association ASC Lys Antilles, au titre de l'année 2024, une subvention de 300 €.

**M. BATTAIL :** Merci, Dominique. Y a-t-il des questions ? Interventions ? Non ? On va le mettre aux voix.

*Monsieur Alain MIRZA ne prend pas part au vote.*

**M. BATTAIL :** Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Une abstention. Ne prend pas part au vote ? Une personne, Alain MIRZA. Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ**

- D'attribuer à l'association ASC Lys Antilles, au titre de l'année 2024, une subvention de 300 €.

**M. BATTAIL :** Nous allons passer au point suivant qui est la subvention à l'association Les Paniers bio du Lys et là, c'est Mme DELAPORTAS qui ne prendra pas part au vote, comme il est d'usage. C'est Ali qui rapporte.

## 22. 2024-032 – Subvention à l’association Les Paniers bio du Lys

**M. Ali KAMECHE, Adjoint au Maire** : Merci, M. le Maire. Comme précisé dans le rapport de synthèse de la délibération 2024-028, il convient de procéder à l’attribution de la subvention à l’association Les Paniers bio du Lys par délibération séparée.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d’attribuer à l’association, au titre de l’année 2024, une subvention de 500 €.

**M. BATAIL** : Merci, Ali. Y a-t-il des questions ou demandes d’intervention ? Mme DELAPORTAS, il faut faire attention. Je n’en vois pas. On va le mettre aux voix.

*Madame Laurence DELAPORTAS ne prend pas part au vote.*

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Probablement une, je suppose. Ne prend pas part au vote ? C’est Mme DELAPORTAS. Je vous remercie.

## **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L’UNANIMITE**

- D’attribuer à l’association Les Paniers bio du Lys, au titre de l’année 2024, une subvention de 500 €.

**M. BATAIL** : On va passer au point suivant, avec la convention annuelle d’objectifs et subvention au Club des Sports de glace. C’est Dominique THERAULAZ qui nous en parle.

Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter l’organisation du beau challenge tournoi ballet qui a eu lieu tout récemment. C’était une belle manifestation et bien organisée, je dois dire que ça fait plaisir à voir. Dominique, tu as la parole.

## 23. 2024-033 – Convention annuelle d’objectifs - Subvention au Club des Sports de glace

**Dominique THERAULAZ, Adjoint au Maire** : Merci, M. le Maire. Effectivement, pour revenir sur le ballet sur glace, c’était une première avec 450 compétiteurs : des Américains, des Belges, toute la France était représentée.

L'équipe féminine du CSG a montré qu'elle répondait aux objectifs qu'on avait fixé dans la convention que je vais vous lire.

Dans le cadre de la politique sportive, la Ville apporte son soutien aux associations qui proposent des activités permettant la pratique du sport par le biais de la mise à disposition d'équipements, de matériels et de subventions.

Le Club des Sports de glace sollicite la Ville pour l'obtention d'une subvention au titre de l'année 2024 sur la base du budget prévisionnel présenté en annexe.

La Ville a envoyé aux associations fin 2023 les demandes de subvention. Le montant accordé au Club des Sports de glace, le CSG, qui a vocation l'enseignement du patinage est de 23 000 €. On est pile-poil dans le montant qui est fixé de subvention qui nécessite une convention entre la Ville et l'association bénéficiaire.

La convention attache le versement de la subvention à des actions et à un calendrier précis de remise des éléments financiers. L'activité et le fonctionnement de l'association sont désormais mesurés et suivis dans une grille d'analyse avec des critères évaluables. Un pourcentage de cotation est attribué à chaque engagement donnant droit à un versement partiel de la subvention. Le versement de cette subvention maximale de 23 000 €, au titre de l'année budgétaire 2024, correspond à deux saisons sportives :

- le solde 2023-2024 ;
- le premier acompte 2024-2025.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d'autoriser M. le Maire à signer la convention avec le CSG pour 2024-2025, ci-après annexée, ainsi que tous les documents s'y rapportant, notamment d'éventuels avenants.

Vous avez la convention d'objectifs qui détermine un pourcentage sur les actions qu'ils s'engagent à respecter et qui nous permet d'évaluer le montant global. Merci.

**M. BATAIL** : Merci, Dominique. Y a-t-il des questions ou interventions sur cette subvention et convention d'objectifs ? Je n'en vois pas.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Une abstention. Ne prend pas part au vote. Il n'y en a pas puisqu'il n'y a pas de membre président de ce club. Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE A L'UNANIMITE :**

- D'approuver la subvention au Club des Sports de glace ;
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. BATAIL** : On va passer à la convention annuelle d'objectifs avec la subvention au Football Club et c'est toujours Dominique THERAULAZ.

#### **24.2024-034 – Convention annuelle d'objectifs - Subvention Football Club**

**Dominique THERAULAZ, Adjoint au Maire** : Merci, M. le Maire. Pareil que pour l'autre convention dans la genèse. La Ville a envoyé aux associations la demande de subvention. Le montant accordé au Football Club de Dammarie-lès-Lys qui a pour vocation l'entraînement et la pratique du football est de 90 000 €. Dès lors que la subvention est supérieure à 23 000 €, la convention s'impose.

La convention attache le versement de la subvention à des actions et à un calendrier précis de remise des éléments financiers. L'activité et le fonctionnement de l'association sont mesurés et suivis sur une grille d'une analyse avec des critères évaluables. Un pourcentage de cotation est attribué à chaque engagement donnant droit à un versement partiel de la subvention.

Le versement de cette subvention maximum de 90 000 € pour l'exercice 2024 correspond à deux saisons sportives :

- le solde de 2023-2024 ;
- le premier acompte de 2024-2025.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d'autoriser M. le Maire à signer la convention avec le FC Dammarie-lès-Lys pour l'année 2024-2025, ci-après annexée, ainsi que tous les documents s'y rapportant, notamment d'éventuels avenants.

Merci.

**M. BATAIL** : Merci, Dominique. Y a-t-il des questions ou interventions sur ce sujet ? Non.

On va donc le mettre aux voix. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? J'en vois six. Ne prend pas part au vote ? Il n'y en a pas. Je vous remercie.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ:**

- D'approuver la subvention au Football Club de Dammarie-lès-Lys ;
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. BATAIL :** On va passer à la subvention et signature de la convention d'objectifs 2024-2025 pour l'Association Musicale de Dammarie-lès-Lys. C'est Sylvie PAGES qui rapporte et Dominique MARC ne prendra pas part au vote. Sylvie, tu as la parole.

**25.2024-035 – Subvention et signature de la convention d'objectifs 2024-2025 - Association Musicale de Dammarie-lès-Lys.**

**Mme Sylvie PAGES, Adjointe au Maire :** Merci, M. le Maire. L'association musicale de Dammarie-lès-Lys sollicite l'obtention d'une subvention de 120 000 € pour l'année 2024. Selon la loi 3DS, elle est supérieure à 23 000 €, donc nécessite une convention.

La convention a été établie. Le versement de ces subventions maximum de 120 000 € correspond à deux saisons musicales :

- le solde de l'année 2023-2024 ;
- le premier acompte de l'année 2024-2025.

Pour rappel, la réglementation n'accepte pas de versement d'acompte de subvention pour l'année n+1, la subvention est annuelle.

Il est demandé à M. le Maire de signer la convention d'objectifs 2024-2025 pour l'AMDL qui s'élève à 120 000 €.

**M. BATAIL :** Merci, Sylvie. Y a-t-il des questions ou des interventions ? Non ? On va le mettre aux voix.

*Monsieur Dominique MARC ne prend pas part au vote.*

**M. BATAIL :** Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? J'en vois six. Ne prend pas part au vote, Dominique MARC. Je vous remercie.

## **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITE**

- D'approuver la subvention à l'Association Musicale de Dammarie-lès-Lys ;
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**M. BATTAIL :** Cela clôt les sujets des subventions. Je me réjouis que nous ayons pu bonifier certaines subventions. En fonction de l'exécution des objectifs, toutes ces conventions seront rediscutées, car c'est le propre de la fixation d'objectifs. Nous serons peut-être amenés, dans les années prochaines, à modifier les chiffres qui vous ont été proposés ce soir. En tout cas, félicitations à toutes les associations.

Le point suivant, ce sont les classes transplantées avec l'attribution de subventions aux coopératives des écoles élémentaires de la Ville.

### **26.2024-036 – Classes transplantées 2024 - Attribution de subventions aux coopératives des écoles élémentaires de la Ville**

**Mme Patricia CHARRETIER, Adjointe au Maire :** Merci, M. le Maire. Chaque année, les écoles élémentaires de Dammarie-lès-Lys présentent des projets de classes transplantées en sollicitant une participation financière de la Ville.

Pour l'année scolaire 2003-2024, la Municipalité a souhaité poursuivre son soutien aux classes de découvertes dans les mêmes conditions et sous réserve de la validation par l'Inspection de l'Éducation nationale.

Les écoles de plus de dix classes, qui concernent Paul Doumer, Maurice de Seynes, Henri Wallon et François de Tessan, peuvent bénéficier du financement de trois classes de découverte maximum et de deux rondes pédestres ou cyclistes par an.

Les écoles de plus de trois classes et jusqu'à dix classes, ça concerne René Coty et Andrienne Bolland peuvent bénéficier du financement de deux classes de découverte maximum et d'une ronde pédestre ou cycliste par an.

Les écoles comptant jusqu'à trois classes comme celle de Vosves peuvent bénéficier du financement d'une seule classe de découverte par an.

L'école Henri Wallon a déposé une demande pour le départ de deux classes pour l'année scolaire 2023-2024. La coopérative percevra donc 1 000 € par classe. Les crédits sont inscrits au budget 2024.

La somme de 2 000 € sera versée à la coopérative de l'école Henri Wallon pour l'aide au financement du séjour à destination de Plobannalec-Lesconil qui est situé dans le Finistère du 27 février au 7 mars 2024, donc c'est passé.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d'attribuer dans le cadre des classes transplantées une subvention d'un montant de 2 000 € à l'école élémentaire Henri Wallon de la Ville de Dammarie-lès-Lys ;
- de verser les subventions correspondantes sur le compte de leurs coopératives après validation du projet par les services de l'Éducation nationale et à l'issue du séjour sur présentation de justificatifs financiers, les factures acquittées et participations des familles.

**M. BATAIL :** Merci, Patricia. S'ils ont fait le séjour, c'est qu'ils avaient les indications sur le fait que ça allait pouvoir être possible ? C'est un dispositif qui est reconduit année après année et en fonction des demandes des uns et des autres, car c'est ça le facteur limitant.

Y a-t-il des questions ou interventions ? M. LAOUITI.

**M. LAOUITI :** D'abord, je voudrais m'excuser, mais après cette délibération, je vais devoir vous quitter. Le montant est fixé par classe découverte ? C'est bien cela ? C'est 1 000 € par classe, chaque année ? Car il y a des années où c'était un peu plus important.

**Mme CHARRETIER :** En fait, ce sont deux classes qui sont financées par la Fondation Total. Vous participez à une hauteur un peu moindre et sinon, c'est 2 000 € par classe.

**M. LAOUITI :** C'est 2 000 € par classe.

*Intervention hors micro*

**M. LAOUITI :** Je fais une proposition, lorsqu'on regarde les classes qui sont citées pour avoir un financement de maximum trois classes, c'est-à-dire Paul Doumer, Maurice de Seynes, Henri Wallon et François de Tessan, elles sont toutes en Réseau d'éducation prioritaire (REP) sauf Tessan, mais on sait que les personnes qui sont scolarisées à Tessan sont issues de familles qui ont aussi des difficultés financières.

Les deux autres, Coty et Andrienne Bolland, ne sont pas considérées en REP. Serait-il possible, tout comme Vosves, d'avoir une enveloppe globale par école et le Haut Conseil de l'école déciderait de financer de manière plus ou moins importante une classe découverte ?

Je m'explique. Admettons pour Henri Wallon, on donnerait une enveloppe de 3 000 €, 4 000 € totalement et s'ils utilisent pour une classe découverte ou deux classes découverte, ils décideront eux-mêmes. Car quelquefois dans ces écoles-là, les classes ont des difficultés à financer le reste, car les enfants sont issus de familles qui ont des difficultés financières. Je ne sais pas si je me suis fait comprendre.

*Intervention hors micro*

**M. LAOUITI :** Pas nécessairement, il suffit simplement d'accorder une enveloppe pour chaque école, un peu plus importante aux quatre plus grosses écoles qui sont REP sauf Tessen où on sait les difficultés financières des élèves, en tout cas d'une grande partie des élèves qui fréquentent Tessen et les autres écoles ont une enveloppe un peu moindre. Cela donnera aussi une responsabilité à chaque chef d'établissement et à son équipe pédagogique de s'organiser et de pouvoir aussi, quelquefois, organiser. Car je pense qu'il y a certaines écoles qui ne font pas de classe découverte, car pour le reste du financement, ils ont de grosses difficultés à travailler avec les familles.

**Mme CHARRETIER :** Je n'ai jamais entendu dire qu'on renonçait à des classes de découverte pour cette raison-là. Là, par exemple, pour le cas en question, il s'agit de Wallon, justement, il s'agit de classe de découverte totale où, pour le coup, les familles ne sont pas du tout sollicitées. C'est complètement gratuit pour les classes. En Mairie, nous les aidons pour le financement des transports à hauteur de 1 000 €.

**M. LAOUITI :** J'entends bien. Je prends ma casquette de représentant de parents d'élèves de Tessen. Je vois des profs qui se démènent à faire des kermesses, à vendre des pains au chocolat à 2 €, à chercher des subventions un peu partout pour finaliser un budget, je pense que si on pouvait avoir une grosse enveloppe.

Je crois que M. CERCEAU pourra en témoigner puisqu'il participe aussi au conseil d'école de Tessen. Je suppose que peut-être dans les autres conseils d'école, cela peut être la même chose. On a autour de la table des enseignants d'autres groupes scolaires qui pourraient nous donner leur avis, mais avoir une enveloppe globale par école, cela pourrait être intéressant dans certains groupes scolaires.

**M. BATTAIL :** Je vous en prie, vous avez la parole.

**Mme CHARRETIER :** C'était juste une précision par rapport aux questions de finances, après je ne sais pas quelle est la solution, il faudrait demander, peut-être aux conseils d'écoles ce qu'ils en pensent, mais ce qui est tout à fait certain, c'est que même financé par la Fondation Total, j'étais obligée de solliciter les familles pour la participation, car en fait, le transport est extrêmement coûteux et 2 000 € pour deux classes qui partent, en l'occurrence Maurice de Seynes puisque c'est

l'exemple que j'ai en tête, il y avait trois classes qui partaient. Il y a eu un financement un petit peu supérieur de la Mairie. Il y a eu 2 000 € pour cette classe qui n'entrait pas dans le système de la Fondation Total. Enfin bref, nous sommes obligés de solliciter un peu les familles.

Évidemment, nous avons toujours fait en sorte que ce soit modeste et toutes les familles ont pu partir. C'est la coopérative scolaire qui s'est chargée de payer la participation des élèves concernés. En effet, il y a beaucoup d'actions qui sont menées, qui sont très coûteuses en temps et en énergie. Effectivement, je dirais qu'au bout du compte, c'est peut-être là qu'il faudrait un peu plus d'argent pour ce type de projet.

C'est vrai que la vente de gâteaux, les kermesses, c'est dans toutes les écoles. Toutes les écoles sont obligées de passer par là pour faire financer les classes de découverte ou d'autres projets d'ailleurs. Ce n'est pas spécifique à Tessan.

**M. LAOUITI :** J'imagine bien. Je disais simplement qu'on pourrait faire une enveloppe globale, qu'il y ait une, deux, trois classes qui partent, on donne la même enveloppe. Quelquefois, cela permettrait chaque année d'avoir au moins une seule classe qui part.

**M. BATTAIL :** Merci. M. SEGERER peut-être.

**M. SEGERER :** Je voulais juste ajouter pour aller dans le sens de mes collègues que finalement cette année, la Mairie participe pour une école. Les projets de classes transplantées, il y a encore une dizaine d'années, cela concernait 7, 8, 10 classes sur la ville. C'est aussi un élément pour apprécier les possibilités de la Ville en termes de participation à cet effort-là. Pour organiser une classe transplantée, c'est de plus en plus difficile et pas seulement pour des questions budgétaires, ce qui fait que cela réduit le nombre de projets. Il y a beaucoup de familles qui ne souhaitent plus voir partir leurs enfants en classe transplantée par exemple et puis les réglementaires évoluent, elles sont plus contraignantes. À l'avenir, on aura vraisemblablement peu de projets. On peut en tenir compte pour réévaluer un petit peu cette aide de la Mairie aux quelques courageux qui se lancent encore dans des projets de classe transplantée.

**M. BATTAIL :** Je partage votre analyse. Il y a des tas de facteurs qui font que ces dispositifs qui sont moins utilisés que par le passé, des problèmes financiers, il y en a toujours eus. Mais c'est vrai qu'il y a aussi d'autres facteurs qui interviennent et que vous connaissez sans doute mieux que nous.

De toute façon, on réfléchira sur ces questions-là. Il n'y a pas de sujet qui ne mérite pas d'être examiné, mais en revanche, je pense que c'est un peu délicat d'établir des... Ça laisse vraiment une subvention et chaque classe sait ce à quoi elle peut

avoir droit et suffisamment en amont pour monter aussi son projet, car il y a ça aussi.

S'il y a des facteurs de décision différents, cela risque de réduire encore un petit peu le champ des possibles aussi. Donc, il faut réfléchir à tout cela. Ce qu'on peut mener comme réflexion, c'est peut-être déjà de voir quels sont les principaux freins, les choses qui sont, je pense, certainement financières, mais pas que et qu'il y a aussi d'autres questions qui interviennent là-dedans.

On va le mettre aux voix. Votes contre ? Abstentions ? Ne prend pas part au vote ? C'est adopté pour ces classes transplantées et puis charge à mener une réflexion là-dessus.

### **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver l'attribution de subvention à la coopérative des écoles élémentaires de la Ville dans le cadre des classes transplantées 2024.

**M. BATTAIL :** Le point suivant, c'est la demande de dérogation à la règle du repos dominical formulé par le Syndicat Coopératif des Copropriétaires de la Croix-Saint-Jacques-Vilaubois et c'est Paulo PAIXAO qui a la parole.

#### **27.2024-037 – Demande de dérogation à la règle du repos dominical formulé par le Syndicat Coopératif des Copropriétaires de la Croix-Saint-Jacques-Vilaubois**

**M. Paulo PAIXAO, Adjoint au Maire :** Merci, M. le Maire. Effectivement, comme chaque année le Syndicat Coopératif des Copropriétaires de la Croix-Saint-Jacques-Vilaubois à Dammarie-lès-Lys souhaite ouvrir la piscine de la résidence pendant la période estivale en soirée et le dimanche. Le recrutement de trois saisonniers a été nécessaire et la demande de dérogation au principe du repos dominical a été faite auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS).

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider :

- d'émettre un avis favorable à la demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par le Syndicat des Copropriétaires de la Croix-Saint-Jacques-Vilaubois situé au 207 rue Marc Chagall à Dammarie-lès-Lys pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre 2024.

**M. BATTAIL** : Merci, Paulo. C'est une question qui revient année après année.

Y a-t-il des questions ou interventions sur cette question ? Non ? On va le mettre aux voix.

Vote contres ? Abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie. C'est adopté.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver la demande de dérogation à la règle du repos dominical formulé par le Syndicat Coopératif des Copropriétaires de la Croix-Saint-Jacques-Vilaubois.

**M. BATTAIL** : Le point suivant, c'est l'autorisation de signature de la convention constitutive du groupement de commandes relatif à la protection sociale complémentaire des agents pour la Ville et le CCAS. Soraya, tu as la parole.

*Monsieur Khaled LAOUITI quitte la salle à 21h07.*

**28.2024-038 – Autorisation de signature de la convention constitutive du groupement de commandes relatif à la protection sociale complémentaire des agents pour la Ville et le CCAS**

**Mme Soraya DENNI, Conseillère municipale** : La Ville et le CCAS constituent un groupement de commandes relatif à la protection sociale des agents. Les prestations du marché sont scindées en deux lots : prévoyance et complémentaire santé.

Conformément au Code de la commande publique, la constitution d'un groupement de commandes implique la signature d'une convention constitutive du groupement de commandes entre les adhérents et la désignation d'un coordonnateur du groupement envisagé.

Ainsi, il est proposé aux membres du Conseil municipal :

- d'autoriser l'adhésion de la Commune de Dammarie-lès-Lys au groupement de commandes ayant pour objet la protection sociale complémentaire des agents ;
- d'accepter les termes du projet de la convention constitutive du groupement de commandes, la convention est jointe au document, ayant pour objet la protection sociale complémentaire des agents ;

- d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tous les documents nécessaires à la constitution du groupement de commandes ;
- de prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération ;
- d'autoriser le lancement de la constitution d'une procédure d'appel d'offres ouvert ;
- d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'ensemble des documents liés à la passation de l'accord-cadre pour le compte des membres du groupement de commandes.

**M. BATAIL :** Merci, Soraya. Y a-t-il des questions ou des interventions sur ce point ? Je n'en vois pas. On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Merci.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'autoriser l'adhésion de la Commune de Dammarie-lès-Lys au groupement de commandes ayant pour objet la protection sociale complémentaire des agents ;
- D'accepter les termes du projet de la Convention constitutive du groupement de commandes (la convention est jointe au document) ayant pour objet la protection sociale complémentaire des agents ;
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer la convention de groupement de commandes ainsi que tous les documents nécessaires à la constitution du groupement de commandes ;
- De prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération ;
- D'autoriser le lancement de la constitution d'une procédure d'appel d'offres ouvert ;
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer l'ensemble des documents liés à la passation de l'accord-cadre pour le compte des membres du groupement de commandes.

**M. BATAIL :** Le point suivant, c'est l'acquisition par la Commune de la parcelle AX 420, en nature de délaissé de voirie, au 247 allée des Fauvettes. Paulo.

**29.2024-039 – Acquisitions par la Commune de la parcelle AX n° 420, en nature de délaissé de voirie, au 247 allée des Fauvettes**

**M. Paulo PAIXAO, Adjoint au Maire** : Cette délibération, il est question d'un délaissé de voirie qui a été un trottoir qui est aujourd'hui propriété d'un de nos administrés. C'est un domaine qui est aujourd'hui utilisé dans l'espace public, mais propriété privée.

Il vous est proposé :

- d'acquérir cette parcelle cadastrée section AX 420 d'une superficie globale de 38 m<sup>2</sup> délaissée de voirie, cédée par les propriétaires, M. et Mme Philippe MICHEL demeurant au 247 allée des Fauvettes pour un montant de 60 €/m<sup>2</sup>, soit 2 280 € qui est un prix de base qu'on utilise souvent sur nos délibérations dernièrement. Les frais liés à ladite acquisition seront à la charge exclusive de la Ville ;
- de préciser que les dépenses afférentes, 2 280 € plus les frais liés à l'acte, seront inscrites au budget de l'exercice considéré ;
- de désigner Me Cyril BRUGGEMAN comme notaire de la Ville ;
- de préciser que M. et Mme Philippe MICHEL ont également choisi de prendre Me Cyril BRUGGEMAN comme leur notaire pour la vente de leur terrain à la Ville ;
- de classer cette parcelle dès son acquisition dans le domaine public routier communal ;
- d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents afférents à l'achat en l'état du terrain cadastré section AX 420.

**M. BATAIL** : Merci, Paulo. Y a-t-il des questions ? Non ? On le met aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Ne prend pas part au vote ? C'est adopté.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'acquérir cette parcelle cadastrée section AX 420 délaissée de voirie, cédée par les propriétaires M. et Mme Philippe MICHEL ;
- De préciser que les dépenses afférentes seront inscrites au budget de l'exercice considéré ;
- De désigner Me Cyril BRUGGEMAN comme notaire de la Ville ;
- De préciser que M. et Mme Philippe MICHEL ont également choisi de prendre Me Cyril BRUGGEMAN comme leur notaire pour la vente de leur terrain à la Ville ;

- De classer cette parcelle dès son acquisition dans le domaine public routier communal ;
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents afférents à l'achat en l'état du terrain cadastré section AX 420.

**M. BATTAIL** : Le point 2024-040, c'est ce qui concerne les Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables (ZAER). Merci de nous en parler, Ali.

### 30.2024-040 – Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables (ZAER) : définition des modalités de concertation du public

**M. Ali KAMECHE, Adjoint au Maire** : Il s'agit des Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables (ZAER) : définition des modalités de concertation du public.

C'est dans le cadre de la loi Accélération de la Production d'Énergie Renouvelable (APER) qui a été promulguée le 10 mars 2023 qui fait de la planification territoriale des EnR une priorité.

Pour cela, elle réaffirme le rôle crucial des collectivités territoriales et des élus locaux en termes d'aménagement du territoire en leur donnant de nouveaux leviers d'action. Les communes peuvent désormais définir, après concertation avec les administrés, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergie renouvelable s'implanter. Ces zones d'accélération concernent toutes les énergies renouvelables. L'ensemble des territoires sont concernés et pourront personnaliser leurs zones d'accélération en fonction de la réalité de leurs territoires et de leurs potentiels d'énergie renouvelable.

C'est dans cette optique qu'une délibération du Conseil municipal avait été prise le 21 décembre 2023 pour engager la procédure de définition des zones d'accélération des énergies renouvelables, je vais ralentir.

La concertation avec les habitants, objet de la présente délibération, représente une étape importante dans la définition de ces zones.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de décider des modalités de concertation suivante :

- la concertation se déroulera sur une durée de deux semaines, soit du 22 avril au 6 mai inclus, période pendant laquelle les Dammariens seront invités à formuler des observations sur les zones d'accélération des énergies renouvelables en déposant directement sur le registre d'accueil au bâtiment Sertier, par courriel à l'adresse qui est indiquée ou par courrier postal.

Afin de permettre aux Dammariens de s'exprimer en connaissance de cause, les éléments suivants sont mis à leur disposition au service urbanisme et sur le site Internet de la Ville :

- il s'agit d'un certain nombre de fiches explicatives pour les zones ;
- les éléments de contexte de la loi APER consultable sur le site dont vous avez l'URL ;
- la cartographie des zones proposées par la Commune et d'autres liens utiles pour avoir une visibilité sur ce dispositif, à savoir le site de la Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS) - Île-de-France et le portail cartographique EnR géoservice.

Le public pourra formuler ses observations sur les zones d'accélération des énergies renouvelables en les déposant directement selon les modalités qui étaient précisées juste avant.

À l'issue de cette concertation, les contributions seront analysées par la Commune en vue d'une délibération du Conseil municipal présentant le bilan des remarques faites par les Dammariens et définissant les zones d'accélération des énergies renouvelables. Merci.

**M. BATTAIL** : Merci, Ali, pour cette présentation rapide et néanmoins dense.

Y a-t-il des questions ou des interventions ? Je n'en vois pas.

Si, M. SEGERER, je vous en prie.

**M. SEGERER** : On a abordé ce sujet en commission, mais il me semble avoir demandé à ce moment-là si publicité serait faite pour cette consultation dans le *Lys'Mag*. Il semble qu'on m'avait répondu oui. Je n'ai pas vu d'avertissement dans le *Lys'Mag* de ce mois-ci.

**M. BATTAIL** : Ali, as-tu la réponse à cette question ?

**M. KAMECHE** : En fait, ce qu'on a évoqué, ce n'était pas le *Lys'Mag* de ce mois-ci, mais dans le *Lys'Mag* d'après où on allait présenter le dispositif, car les délais étaient trop courts.

**M. SEGERER** : À l'issue de la concertation donc ?

**M. KAMECHE** : Car les délais de consultation étaient trop courts.

**M. SEGERER** : Mais c'est dommage, on aurait pu y penser un mois plus tôt.

**M. BATAIL :** On peut toujours penser plus tôt. Simplement, ces dispositifs-là nous ont été apportés relativement tardivement et ensuite, il faut organiser. Évidemment, le site Internet va pallier un peu de cette difficulté-là, mais je suis d'accord avec vous, il vaudrait mieux, mais après, il y a les impératifs de date.

On va le mettre aux voix.

Y a-t-il des votes contre ? Des abstentions ? Ne prend pas part au vote ? Je vous remercie. Et puis, j'espère qu'on aura le plus possible d'observations.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL DÉCIDE À L'UNANIMITÉ :**

- D'approuver les modalités de concertation proposées pour les ZAER.

**M. BATAIL :** Il me reste à vous souhaiter une bonne soirée et je crois que le timing est à peu près tenu. Bonne soirée.

La séance est levée à 21h17

Le Maire-Conseiller Régional

**Gilles BATAIL**

Le Secrétaire de Séance

**Alain MIRZA**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-043**

**Information du conseil municipal des décisions prises par le Maire dans le cadre de l'article L2122-22 du CGCT**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-043**

**Objet : Information du conseil municipal des décisions prises par le Maire dans le cadre de l'article L2122-22 du CGCT**

Le Conseil Municipal,

VU l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT l'obligation pour le Maire de présenter les décisions prises dans le cadre de sa délégation par le conseil municipal, au titre de l'article susvisé, depuis la dernière séance,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : de prendre acte du tableau récapitulatif ci-annexé présentant les décisions prises par le maire dans le cadre de sa délégation depuis la séance du conseil municipal du 04 avril 2024,

ARTICLE 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |
|---------------------------|----|
| Pour                      | 32 |
| Contre                    | 0  |
| Abstention(s)             | 0  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |

Prend acte

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-14550-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



Monsieur le Maire rend compte à l'Assemblée des décisions prises dans le cadre de sa délégation reçue par la délibération n°2020-014 du conseil municipal du 04 juillet 2020

| N° de suivi | Titre de la décision   |
|-------------|--|
| 2023-109    | Convention d'application locale de dons alimentaires auprès de la ferme pédagogique.   |
| 2024-002    | Signature d'une convention avec la Région Ile de France pour une Résidence d'écrivain  |
| 2024-018    | signature d'une convention de partenariat entre la Ville de Dammarie-lès-Lys et Madame Annaig DOMIN psychologue clinicienne  |
| 2024-019    | Convention de prestation avec l'association Coup de Pouce - Année scolaire 2023/2024   |
| 2024-020    | Acceptation de l'acompte sur indemnité de la compagnie d'assurance suite aux émeutes de juin 2023  |
| 2024-031    | Convention d'honoraires établie avec le cabinet d'avocat LEXSTEP AVOCATS - Contentieux Monsieur Khaled LAOUITI   |
| 2024-032    | Signature d'un contrat spectacle jeune public "Hip-hop, est-ce bien sérieux ?" du 05 au 08-11-2024   |
| 2024-036    | Signature contrat spectacle "Fables" du 18-12-2024   |
| 2024-037    | Acceptation du règlement de l'indemnité de la compagnie d'assurance suite à dégradation et inondation du local technique de la fontaine sèche rue Aristide Briand    |
| 2024-038    | Demande de subvention pour la préservation de l'Abbaye du Lys dans le cadre de l'appel à projet à caractère historique du département de Seine-et-Marne              |
| 2024-039    | Demande de subvention pour la préservation de l'Abbaye du Lys dans le cadre de la DRAC (Direction régionale des Affaires culturelles)                                |
| 2024-040    | Demande de subvention pour la préservation de l'Abbaye du Lys dans le cadre de l'Aide à la restauration du patrimoine immobilier protégé, de la Région Ile de France |
| 2024-041    | Signature contrat spectacle "Dom Sganarelle" du 11-10-2024   |
| 2024-043    | Signature du contrat location longue durée d'un TPE portable de marque MOVE 500 CL pour une durée initiale de 48 mois  |
| 2024-044    | Signature contrat spectacle "J'aurai voulu être astronaute" avec Cyril Garnier du 23-05-2025   |
| 2024-045    | Demande de subvention pour la préservation de l'Abbaye du Lys dans le cadre du fond de concours du PACTE financier et fiscale de la CAMVS                            |
| 2024-046    | Demande de subvention en investissement culturel auprès de la Région Ile-de-France   |

| N° de suivi | Titre de la décision   |
|-------------|--|
| 2024-047    | Demande de subvention pour la rénovation du centre communal d'action sociale dans le cadre du fond de concours du PACTE financier et fiscale de la CAMVS   |
| 2024-048    | Demande de subvention pour la modernisation du parc de l'éclairage public dans le cadre du Fond Vert 2024  |
| 2024-050    | Don de divers équipements informatiques à des associations, fondations ou organismes   |
| 2024-051    | Demande de subvention pour le dispositif réhabiliter au lieu de construire concernant le CCAS  |
| 2024-053    | Demande de subvention dans le cadre des Fonds de soutien aux communes touchées par les émeutes urbaines du département de Seine et Marne   |
| 2024-054    | Signature contrat spectacle jeune public "En l'air" du L.24 au V.28-03-2025  |
| 2024-055    | Action en justice au nom de la Commune devant les juridictions de l'ordre administratif concernant l'installation illégale d'un cirque sur un terrain de la commune - rue de la Résistance (parcelle cadastrée AR1049) |
| 2024-058    | Délégation du droit de préemption à l'Établissement Public Foncier d'Ile de France pour l'acquisition du 11 rue des Frères Thibault  |
| 2024-059    | Demande de subvention pour la mise en accessibilité de l'école Coty de Dammarielès-Lys   |
| 2024-060    | Demande de subvention pour le remplacement des menuiseries extérieures du groupe scolaire WALLON de Dammarielès-Lys  |
| 2024-061    | Demande de subvention concernant les travaux d'accessibilité et de confort thermique à SCHWEITZER  |
| 2024-062    | Signature contrat spectacle "Les vilaines" du 08-03-2025   |
| 2024-067    | Convention d'honoraires établie avec le cabinet d'avocat I. Van Elslande AVOCATS - Contentieux société DACAIVAR  |
| 2024-068    | Convention d'honoraires établie avec le cabinet d'avocat I. Van Elslande AVOCATS - Contentieux MARTINOLI   |
| 2024-069    | Avenant au contrat d'abonnement juridique annuel établie avec le cabinet d'avocat I. VAN ELSLANDE AVOCATS  |
| 2024-070    | Avenant à la convention d'honoraires établie avec le cabinet d'avocat I. VAN ELSLANDE AVOCATS  |
| 2024-072    | Convention d'honoraire établie avec le Cabinet d'avocats I. VAN ELSLANDE AVOCATS - Protection fonctionnelle Messieurs VESTER Jérémie et LIOTTE Dimitri   |
| 2024-075    | Signature contrat spectacle "Je m'appelle Bashir Lazhar" du 17-01-2025   |

| N° de suivi | Titre de la décision  |
|-------------|---|
| 2024-077    | Demande de subvention dans le cadre du Concours particulier en faveur des bibliothèques de lecture publique au sein de la dotation générale de décentralisation |
| 2024-078    | Demande de subvention dans le cadre de l'appel à projet de la Région, à savoir ' Sécurité routière : infrastructure, prévention, passage à niveau '             |
| 2024-079    | Demande de subvention dans le cadre du Budget participatif handicap de la Région Île-de-France  |

Par délibération n° 2020-014 du Conseil Municipal du 04 juillet 2020, la commune de Dammarie-lès-Lys, en application de l'article L. 2122-22 4° du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour prendre certaines décisions en matière de marchés publics.

| Intitulé  | Montants  | Nom et coordonnées du titulaire du marché  | Date de notification | Durée | Recon. | N° de marché |
|---|---|--|----------------------|-------|--------|--------------|
| Travaux d'entretien et fourniture de matériaux pour la voirie, les cours d'écoles et les espaces extérieurs du domaine privé de la Ville  | Montant minimum annuel : 200 000 € HT<br>Montant maximum annuel : 1 100 000 € | TP GOULARD<br>M. Eric LAFOND<br>92 rue Gambetta -<br>CS 80598 - 77215<br>AVON Cedex                                | 14/02/2024           | 1 an  | 3 fois | 2023-19      |
| Fourniture de divers matériaux de plomberie   | Montant minimum annuel : 5 000 € HT<br>Montant maximum annuel : 30 000 €      | CEDEO -<br>DISTRIBUTION<br>SANITAIRE<br>CHAUFFAGE<br>12 place de l'Iris<br>Tour Saint Gobin<br>92400<br>COURBEVOIE | 12/03/2024           | 1 an  | 3 fois | 2023-03      |
| Fourniture et livraison de livres, livres CD, fichiers et manuels scolaires et parascolaires  | Montant minimum : 20 000, 00 € HT<br>Montant maximum : 53 000,00 € HT         | OFFICE<br>GENERAL DE LA<br>DOCUMENTATIO<br>N<br>M. ATTA Ahmed<br>1 rue de Rome,<br>Lot 5<br>77144<br>MONTEVRAIN    | 14/03/2024           | 1 an  | 3 fois | 2023-05      |
| Fourniture et livraison de mobilier urbain  | Montant maximum : 107 500,00 € HT   | EQUIP'URBAIN<br>Madame Sylvie<br>LAVERGNE<br>77400 LAGNY<br>SUR MARNE  | 26/03/2024           | 1 an  | 1 fois | 2023-44      |
| Marché à bon de commande multi-attributaires pour des missions d'ingénierie et maîtrise d'œuvre, d'assistance technique d'urgence et O.P.C en vue de la réalisation d'opérations de travaux neufs ou de réhabilitation dans les bâtiments communaux | Montant maximum : 700 00,00 € HT  | FRERO<br>ARCHITECTURE<br>SAS<br>M. Tanguy<br>RODIER<br>3 rue Paul<br>Tavernier<br>77300<br>FONTAINEBLEAU           | 27/04/2024           | 1 an  | 3 fois | 2024-01      |
|   |   | INGEMA<br>M. Geoffroy<br>BOGDANSKI<br>48 rue Marcel<br>Duthet<br>93600 AULNAY-<br>SOUS-BOIS                        | 29/04/2024           |       |        |              |
|   |   | ROMAIN<br>DESCHEEMAEKE<br>RE CONSEILS  | 29/04/2024           |       |        |              |

| Intitulé   | Montants  | Nom et coordonnées du titulaire du marché   | Date de notification | Durée                | Recon. | N° de marché |
|--|---|---|----------------------|----------------------|--------|--------------|
|  |   | M. Romain<br>DESCHEEMAERE<br>2 bis boulevard<br>Cretté Preignard<br>77130<br>MONTEREAU-<br>FAUT-YONNE             |                      |                      |        |              |
|  |   | C+O IDF<br>ARCHITECTE<br>M. COUTO Pedro<br>94205 IVRY-SUR-<br>SEINE CEDEX   | 26/04/2024           |                      |        |              |
| Fourniture d'aliments et de paille pour les animaux de la ferme pédagogique<br><b>Lot n°1 : Fourniture d'aliments pour les animaux de la ferme pédagogique</b>                           | Montant minimum annuel :<br>1 000,00 €<br><br>Montant maximum annuel :<br>55 000,00 € | AXEREAL<br>ELEVAGE<br>M. Gaël SAVROT<br>32 rue André<br>Bouille - CS 2910<br>41029 BLOIS<br>CEDEX                 | 07/05/2024           | 1 an                 | 1 fois | 2024-03      |
| Fourniture d'aliments et de paille pour les animaux de la ferme pédagogique<br><b>Lot n°2 : Fourniture de fourrage pour les animaux de la ferme pédagogique</b>                          | Montant minimum :<br>1 000,00 €<br><br>Montant maximum :<br>55 000,00 €               | PAILLE SERVICE<br>M. Jean POISSON<br>Ferme de<br>Malvoisine<br>77720<br>CHAMPEAUX                                 | 07/05/2024           | 1 an                 | 1 fois | 2024-03      |
| [RELANCE] Travaux de remplacement du parquet de l'Espace Nino Ferrer   | 36 844,77 € HT<br>44 213,72 € TTC   | PRODESIGN<br>M. Bertrand GINTZ<br>3 rue Eugène<br>Henaff<br>93240 STAINS  | 07/05/2024           | 2 mois et 9 semaines | -      | 2024-04      |
| [RELANCE] Travaux de rénovation énergétique du gymnase Coubertin pour la Ville de Dammarie-lès-Lys   | 599 587,00 € HT<br>632 564,28 €<br>TTC  | SMA BAT<br>M. Louis<br>MARQUES<br>13 boulevard du<br>Champy<br>Richardets<br>93160 NOISY-LE-<br>GRAND             | 13/05/2024           | 1 an                 | 2 fois | 2024-06      |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux<br><b>Lot n°1 : Travaux de maçonnerie, carrelage, menuiseries intérieures et faux plafonds</b> | 300 000,00 € HT   | LA PLURIELLE<br>DU BATIMENT<br>18 allée du<br>Luxembourg<br>ZI La Poudrette<br>93320 LE<br>PAVILLON-SOUS-<br>BOIS | 13/05/2024           | 1 an                 | 2 fois | 2024-02-01   |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux  | 110 000,00 € HT   | JP ENERGIES<br>37 rue Pasteur<br>91280 SAINT-   | 14/05/2024           | 1 an                 | 2 fois | 2024-02-02   |

| Intitulé  | Montants        | Nom et coordonnées du titulaire du marché  | Date de notification | Durée | Recon. | N° de marché |
|---|-----------------|--|----------------------|-------|--------|--------------|
| <b>Lot n°2 : Travaux de plomberie, sanitaires et ventilation</b>  |                 | PIERRE-DU-PERRAY   |                      |       |        |              |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux<br><b>Lot n°3 : Travaux de revêtement, sols souples, parquet, peinture extérieure et intérieure</b> | 290 000,00 € HT | ACORUS-PEINTISOL<br>1 bis dur du Coq<br>Gaulois<br>77170 BRIE-COMTE-ROBERT   | 14/05/2024           | 1 an  | 2 fois | 2024-02-03   |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux<br><b>Lot n°4 : Travaux de menuiseries extérieures, occultation et vitrerie</b>                     | 150 000,00 € HT | VULCAIN<br>36 avenue Hoche<br>75008 PARIS  | 14/05/2024           | 1 an  | 2 fois | 2024-02-04   |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux<br><b>Lot n°5 : Travaux de couverture et charpente</b>  | 150 000,00 € HT | SCHNEIDER ET COMPAGNIE<br>3 rue Pasteur<br>91170 VIRY-CHATILLON  | 14/05/2024           | 1 an  | 2 fois | 2024-02-05   |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux<br><b>Lot n°6 : Travaux d'étanchéité</b>  | 250 000,00 € HT | ECOBAT 77<br>Ets secondaires<br>COUPE - SABATE<br>Zone Industrielle<br>9 rue des<br>Champarts<br>77820 LE CHATELET-EN-BRIE | 16/05/2024           | 1 an  | 2 fois | 2024-02-06   |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux<br><b>Lot n°7 : Travaux de serrurerie, métallerie, volets et stores motorisés</b>                   | 200 000,00 HT   | VULCAIN<br>36 avenue Hoche<br>75008 PARIS  | 14/05/2024           | 1 an  | 2 fois | 2024-02-07   |
| Travaux de réparation et d'entretien et petits travaux neufs dans les bâtiments communaux<br><b>Lot n°8 : Travaux d'électricité, courants faibles, VDI</b>                                    | 200 000,00 € HT | BATHELEC<br>1/3 rue de la Procession<br>93200 LA PLAINE SAINT DENIS  | 13/05/2024           | 1 an  | 2 fois | 2024-02-08   |

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-044**

**Taxe Locale sur la Publicité Extérieure - Actualisation des tarifs**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-044**

**Objet : Taxe Locale sur la Publicité Extérieure - Actualisation des tarifs**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ces articles L2333-6 à L2333-16,

VU le code de l'environnement, et en particulier son article L158-3,

VU la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et notamment son article 171,

VU la délibération n°2023-067 du Conseil Municipal en date du 29 juin 2023 fixant les précédents tarifs de la taxe local sur la publicité extérieure (TLPE),

CONSIDERANT que la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) s'applique à trois catégories de supports à savoir les enseignes, les pré enseignes et la publicité,

CONSIDERANT, en premier lieu, que depuis le 1<sup>ier</sup> janvier 2014, les tarifs appliqués sont relevés chaque année, dans une proportion égale aux taux de croissance de de l'indice des prix à la consommation et qu'en second lieu, afin de limiter les effets des décisions de majoration des tarifs prises par les collectivités, le tarif au m<sup>2</sup> ne pourra pas augmenter de plus de 5 euros par an,

CONSIDERANT que la révision des tarifs continuera de s'appliquer automatiquement en l'absence de nouvelles dispositions législatives,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réviser les tarifs, notamment de façon à inciter les entreprises disposant d'enseignes de dimensions importantes à rationner celles-ci dans un souci de développement durable,

VU l'avis de la commission cadre de vie du 17 juin 2024 ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**  
**DECIDE**

ARTICLE 1 : que les tarifs de la taxe sur la publicité extérieure (TLPE) sont fixés comme suit à compter du 1<sup>ier</sup> janvier 2025 :

| PUBLICITE                                    | TARIFS 2025 €/m <sup>2</sup> |
|--|------------------------------|
| Publicité non numérique                      | 24,42                        |
| Publicité numérique                          | 73,23                        |
| Pré enseigne supérieure à 1,5 m <sup>2</sup> | 24,42                        |
| Pré enseigne inférieure à 1,5m <sup>2</sup>  | 24,42                        |

| ENSEIGNES                                 | TARIFS 2025 €/m <sup>2</sup> |
|---|------------------------------|
| ≤12 m <sup>2</sup> hors scellées au sol   | EXONERATION                  |
| 7 < S ≤ 12 m <sup>2</sup> scellées au sol | 15,06                        |
| 12 < S ≤ 50 m <sup>2</sup>                | 30,12                        |
| S > 50 m <sup>2</sup>                     | 60,24                        |

ARTICLE 2 : La Taxe est payable sur la base d'une déclaration annuelle à la commune avant le 1<sup>ier</sup> mars de l'année d'imposition pour les dispositifs existant au 1<sup>ier</sup> janvier et dans les deux mois à compter de leur installation ou de leur suppression. Le recouvrement de la taxe est opéré par les soins de l'administration de la commune à compter du 1<sup>ier</sup> septembre pour les dispositifs existants au 1<sup>ier</sup> janvier et à réception pour les autres déclarations effectuées notamment du 1<sup>ier</sup> septembre de l'année N au 29 février de l'année N+1.

ARTICLE 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-16005-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-045**

**Complément liste des durées d'amortissement**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-045**

**Objet : Complément liste des durées d'amortissement**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU la délibération 2023-106 du 16 novembre 2023 portant fixation du mode de gestion des amortissements des immobilisations en lien avec le passage à l'instruction comptable M57,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'apporter un complément à la liste des durées d'amortissement,

VU l'avis de la commission des finances du 19 juin 2024 ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : de compléter la liste initiale prévue par délibération 2023-106 du 16 novembre 2023 portant fixation du mode de gestion des amortissements des immobilisations en lien avec le passage à l'instruction comptable M57.

ARTICLE 2 : d'ajouter le 2188 « Divers » avec une durée d'amortissement de 7 ans, le 21534 « Réseaux d'électrification » avec une durée d'amortissement de 20 ans et le 21578 « Autres outillages techniques » avec une durée d'amortissement de 10 ans.

ARTICLE 3 : d'appliquer ces durées d'amortissement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

ARTICLE 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-14977-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-046**

**Admission en créances éteintes non recouvrables**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-046**

**Objet : Admission en créances éteintes non recouvrables**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT la liste des titres communiquée par l'administrateur adjoint des finances publiques, qui n'ont pu être menés à terme, conséquence de décisions de justice.

CONSIDERANT qu'il convient de les apurer.

VU l'avis de la commission des finances du 19 juin 2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : de prononcer l'admission en créances éteintes des titres irrécouvrables dont la liste figure en annexe, pour un montant global de 6 661.23€.

ARTICLE 2 : de reprendre la provision pour créances douteuses à hauteur de 1 787.51€.

ARTICLE 3 : que les crédits sont inscrits au budget de la ville aux comptes 6542 pour les créances éteintes et au 7817 pour la reprise sur provision afin de réaliser les écritures comptables nécessaires.

ARTICLE 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15344A-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



## Liste des titres devant faire l'objet d'une demande d'admission en créances éteintes

| Exercice<br>Pièce    | Référence de<br>la pièce | Montant restant<br>à recouvrer | Motif de la présentation                      | % risque<br>théorique de non<br>recouvrement | Montant reprise<br>s/provision |
|----------------------|--------------------------|--------------------------------|---|--|--------------------------------|
| 2016                 | 4257                     | 83,03 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 100  | 83,03                          |
| 2019                 | 3790                     | 49,60 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 100  | 49,6                           |
| 2020                 | 1626                     | 24,40 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 75   | 18,3                           |
| 2020                 | 2248                     | 15,05 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 75   | 11,2875                        |
| 2020                 | 216                      | 130,20 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 75   | 97,65                          |
| 2020                 | 495                      | 86,80 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 75   | 65,1                           |
| 2020                 | 834                      | 111,60 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 75   | 83,7                           |
| 2020                 | 2304                     | 18,60 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 75   | 13,95                          |
| 2021                 | 134                      | 66,15 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 33,075                         |
| 2021                 | 381                      | 45,50 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 22,75                          |
| 2021                 | 638                      | 77,35 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 38,675                         |
| 2021                 | 911                      | 50,05 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 25,025                         |
| 2021                 | 1175                     | 72,80 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 36,4                           |
| 2021                 | 1424                     | 36,40 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 18,2                           |
| 2021                 | 1603                     | 81,90 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 40,95                          |
| 2021                 | 1763                     | 27,30 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 13,65                          |
| 2021                 | 1988                     | 63,70 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 31,85                          |
| 2021                 | 2588                     | 95,55 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 47,775                         |
| 2021                 | 465                      | 84,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 42                             |
| 2021                 | 731                      | 134,40 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 67,2                           |
| 2021                 | 991                      | 81,20 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 40,6                           |
| 2021                 | 1273                     | 114,80 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 57,4                           |
| 2021                 | 1502                     | 58,80 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 29,4                           |
| 2021                 | 1695                     | 151,20 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 75,6                           |
| 2021                 | 1843                     | 44,80 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 22,4                           |
| 2021                 | 2124                     | 117,60 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 58,8                           |
| 2021                 | 2707                     | 165,20 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 82,6                           |
| 2021                 | 3344                     | 203,10 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 50   | 101,55                         |
| 2022                 | 3729                     | 272,10 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 68,025                         |
| 2022                 | 408                      | 39,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 9,75                           |
| 2022                 | 733                      | 30,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 7,5                            |
| 2022                 | 1466                     | 30,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 7,5                            |
| 2022                 | 1764                     | 45,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 11,25                          |
| 2022                 | 1999                     | 34,05 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 8,5125                         |
| 2022                 | 2441                     | 36,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 9                              |
| 2022                 | 210                      | 177,90 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 44,475                         |
| 2022                 | 513                      | 144,90 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 36,225                         |
| 2022                 | 1010                     | 132,30 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 33,075                         |
| 2022                 | 829                      | 140,10 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 35,025                         |
| 2022                 | 1555                     | 94,50 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 23,625                         |
| 2022                 | 1875                     | 170,10 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 42,525                         |
| 2022                 | 2124                     | 126,00 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 31,5                           |
| 2022                 | 2571                     | 132,30 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 33,075                         |
| 2022                 | 3090                     | 214,20 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 53,55                          |
| 2022                 | 3813                     | 97,50 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 25   | 24,375                         |
| 2023                 | 128                      | 190,20 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 436                      | 206,05 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 714                      | 155,25 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 1154                     | 269,45 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 1472                     | 147,20 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 1916                     | 242,30 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 2252                     | 174,35 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 2475                     | 189,30 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 2908                     | 315,50 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 1005                     | 45,90 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 1443                     | 27,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 1884                     | 43,20 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 216                      | 71,50 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 511                      | 130,00 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 803                      | 78,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 957                      | 104,00 €                       | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| 2023                 | 1544                     | 65,00 €                        | Surendettement (accueil, restauration, étude) | 0  | 0                              |
| <b>TOTAL GENERAL</b> |                          | <b>6 661,23 €</b>              |   |  | <b>1 787,51</b>                |

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-047**

**Admission en créances éteintes non recouvrables Budget annexe Espace  
Pierre Bachelet**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-047**

**Objet : Admission en créances éteintes non recouvrables Budget annexe Espace Pierre Bachelet**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT la liste des titres communiquée par l'administrateur adjoint des finances publiques qui n'ont pu être menés à terme, conséquence de décisions de justice.

CONSIDERANT qu'il convient de les apurer.

VU l'avis de la commission des finances du 19 juin 2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : de prononcer l'admission en créances éteintes des titres irrécouvrables dont la liste figure en annexe, pour un montant global de 17 906.40 €.

ARTICLE 2 : de reprendre la provision pour créances douteuses à hauteur du même montant.

ARTICLE 3 : que les crédits sont inscrits au budget de l'EPB aux comptes 6542 pour les créances éteintes et au 7817 pour la reprise sur provision afin de réaliser les écritures comptables nécessaires.

ARTICLE 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15222-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



Liste des titres devant faire l'objet d'une demande d'admission en créances éteintes

| Exercice Pièce | Référence de la pièce | Montant restant à recouvrer | Motif de la présentation | Montant de la reprise |
|----------------|-----------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|
| 2019           | 33                    | 17 906,40                   | Liquidation judiciaire   | 17 906,40             |
|                |                       |                             |                          |                       |
|                | <b>TOTAL GENERAL</b>  | <b>17 906,40</b>            |                          | <b>17 906,40</b>      |

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-048**

**Admission en non valeur 2024**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-048**

**Objet : Admission en non valeur 2024**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT la liste des titres communiquée par l'administratrice des finances publiques adjointe, Mme CHERFAOUI Dounia, dont les poursuites ont été infructueuses;

CONSIDERANT qu'il convient de les déclarer en admission en non-valeur;

VU l'avis de la commission des finances du 19 juin 2024;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**  
**DECIDE**

ARTICLE 1 : de prononcer l'admission en non-valeur des titres irrécouvrables dont la liste figure en annexe, pour un montant global de 23 588,67 €.

ARTICLE 2 : de reprendre la provision pour créances douteuses à hauteur de 23 318,82 €.

ARTICLE 3 : que les crédits sont inscrits au budget de la ville aux comptes 6541 pour les créances admises en non-valeur et au 7817 pour la reprise sur provision.

ARTICLE 4 : de réaliser les écritures comptables nécessaires :

Un mandat au 6541 d'un montant de 23 588,67 €

Un titre au 7817 d'un montant de 23 318,82 €

ARTICLE 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15951A-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



## Liste des titres devant faire l'objet d'une demande d'admission en non-valeur

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation      | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|-------------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2008           | T-4214          | 7067-212-             | 19,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 19,2                        |
| Particulier      | 2008           | T-5043          | 7067-212-             | 19,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 19,2                        |
| Particulier      | 2008           | T-5773          | 7067-251-             | 24,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 24,5                        |
| Particulier      | 2008           | T-5246          | 7067-212-             | 38,4                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 38,4                        |
| Particulier      | 2008           | T-5246          | 7067-251-             | 52,02               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 52,02                       |
| Particulier      | 2008           | T-5043          | 7067-251-             | 60,48               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 60,48                       |
| Particulier      | 2008           | T-4214          | 7067-251-             | 32,53               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 32,53                       |
| Particulier      | 2009           | T-1976          | 7067-251-             | 26,52               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 26,52                       |
| Particulier      | 2009           | T-1216          | 7067-251-             | 22,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 22,5                        |
| Particulier      | 2009           | T-2373          | 7067-251-             | 39,78               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 39,78                       |
| Particulier      | 2009           | T-303           | 7067-251-             | 44,54               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 44,54                       |
| Particulier      | 2009           | T-4078          | 7067-251-             | 52,42               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 52,42                       |
| Particulier      | 2009           | T-618           | 7067-251-             | 51,96               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 51,96                       |
| Particulier      | 2009           | T-2847          | 7067-251-             | 54,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 54,5                        |
| Particulier      | 2009           | T-3714          | 7067-251-             | 60,48               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 60,48                       |
| Particulier      | 2009           | T-1549          | 7067-251-             | 68,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 68,2                        |
| Particulier      | 2009           | T-3074          | 73681-822-            | 172,5               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 172,5                       |
| Particulier      | 2010           | T-3213          | 73681-822-            | 331,25              | Poursuite sans effet          | 100                                    | 331,25                      |
| Particulier      | 2010           | T-2413          | 7067-251-             | 23,15               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 23,15                       |
| Particulier      | 2010           | T-1559          | 7067-251-             | 35,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 35,5                        |
| Particulier      | 2010           | T-593           | 7067-251-             | 39,87               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 39,87                       |
| Particulier      | 2010           | T-2030          | 7067-251-             | 42,45               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 42,45                       |
| Particulier      | 2010           | T-1073          | 7067-251-             | 55,83               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 55,83                       |
| Particulier      | 2010           | T-3212          | 73681-822-            | 187,5               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 187,5                       |
| Particulier      | 2010           | T-1141          | 7066-64-              | 410,08              | Poursuite sans effet          | 100                                    | 410,08                      |
| Particulier      | 2010           | T-4439          | 70632-421-            | 1,35                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 1,35                        |
| Particulier      | 2010           | T-4045          | 70632-421-            | 19,85               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 19,85                       |
| Particulier      | 2010           | T-3827          | 70632-421-            | 19,7                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 19,7                        |
| Particulier      | 2011           | T-5433          | 7067-251-             | 25                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 25                          |
| Particulier      | 2011           | T-4974          | 7067-251-             | 32,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 32,5                        |
| Particulier      | 2011           | T-5962          | 7067-251-             | 60,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 60,2                        |
| Particulier      | 2011           | T-935           | 7067-251-             | 5,34                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 5,34                        |
| Particulier      | 2011           | T-1514          | 7083-024-             | 132,5               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 132,5                       |
| Particulier      | 2011           | T-5078          | 7067-213-             | 4                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 4                           |
| Particulier      | 2011           | T-6066          | 7067-213-             | 4                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 4                           |
| Particulier      | 2011           | T-6066          | 7067-251-             | 30,1                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 30,1                        |
| Particulier      | 2011           | T-5526          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2011           | T-5078          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2011           | T-5539          | 70632-421-            | 59,32               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 59,32                       |
| Particulier      | 2012           | T-4391          | 7067-251-             | 30,8                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 30,8                        |
| Particulier      | 2012           | T-4391          | 7067-213-             | 50                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2012           | T-3963          | 7067-213-             | 52                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 52                          |
| Particulier      | 2012           | T-4853          | 7067-020-             | 2,75                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 2,75                        |
| Particulier      | 2012           | T-4853          | 70632-421-            | 8,7                 | Poursuite sans effet          | 100                                    | 8,7                         |
| Particulier      | 2012           | T-4853          | 7067-251-             | 35,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 35,2                        |
| Particulier      | 2012           | T-717           | 7067-251-             | 12,9                | RAR inférieur seuil poursuite | 100                                    | 12,9                        |
| Particulier      | 2012           | T-2779          | 70632-421-            | 17,4                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 17,4                        |
| Particulier      | 2012           | T-2779          | 7067-251-             | 22                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 22                          |
| Particulier      | 2012           | T-3724          | 7067-251-             | 24,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 24,2                        |
| Particulier      | 2012           | T-4528          | 7067-251-             | 24,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 24,2                        |
| Particulier      | 2012           | T-4942          | 7067-251-             | 24,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 24,2                        |
| Particulier      | 2012           | T-4528          | 7067-213-             | 50                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2012           | T-4942          | 7067-213-             | 50                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2012           | T-4019          | 7067-213-             | 54                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 54                          |
| Particulier      | 2012           | T-3724          | 70632-421-            | 113,1               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 113,1                       |
| Particulier      | 2012           | T-4019          | 70632-421-            | 121,8               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 121,8                       |
| Particulier      | 2012           | T-3584          | 73681-822-            | 158,56              | Poursuite sans effet          | 100                                    | 158,56                      |
| Particulier      | 2012           | T-310           | 7067-251-             | 34,4                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 34,4                        |
| Particulier      | 2012           | T-1303          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2012           | T-4595          | 7067-251-             | 47,3                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 47,3                        |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2012           | T-2862          | 7067-251-             | 47,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 47,3                        |
| Particulier      | 2012           | T-3326          | 7067-251-             | 55,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 55,9                        |
| Particulier      | 2012           | T-5015          | 7067-251-             | 60,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60,2                        |
| Particulier      | 2012           | T-838           | 7067-251-             | 64,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 64,5                        |
| Particulier      | 2012           | T-2868          | 7067-251-             | 35,75               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 35,75                       |
| Particulier      | 2012           | T-1779          | 7067-251-             | 41,25               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 41,25                       |
| Particulier      | 2012           | T-3332          | 7067-251-             | 50,83               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50,83                       |
| Particulier      | 2012           | T-5024          | 7067-251-             | 65                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 65                          |
| Particulier      | 2012           | T-4600          | 7067-251-             | 70                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 70                          |
| Particulier      | 2012           | T-2244          | 7066-64-              | 33,73               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 33,73                       |
| Particulier      | 2012           | T-3332          | 7066-64-              | 91,73               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 91,73                       |
| Particulier      | 2012           | T-1779          | 7066-64-              | 91,73               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 91,73                       |
| Particulier      | 2012           | T-4050          | 7066-64-              | 117,33              | Poursuite sans effet     | 100                                    | 117,33                      |
| Particulier      | 2012           | T-3526          | 73681-822-            | 225                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 225                         |
| Particulier      | 2012           | T-3813          | 7067-213-             | 4                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 4                           |
| Particulier      | 2012           | T-1885          | 7067-213-             | 4                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 4                           |
| Particulier      | 2012           | T-5117          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2012           | T-4702          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2012           | T-2339          | 7067-251-             | 6,6                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,6                         |
| Particulier      | 2012           | T-1399          | 7067-213-             | 8                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 8                           |
| Particulier      | 2012           | T-2971          | 7067-213-             | 8                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 8                           |
| Particulier      | 2012           | T-2339          | 7067-213-             | 12                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 12                          |
| Particulier      | 2012           | T-402           | 7067-251-             | 17,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 17,6                        |
| Particulier      | 2012           | T-2971          | 7067-251-             | 19,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 19,8                        |
| Particulier      | 2012           | T-1399          | 7067-251-             | 19,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 19,8                        |
| Particulier      | 2012           | T-1885          | 7067-251-             | 26,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26,4                        |
| Particulier      | 2012           | T-963           | 7067-251-             | 28,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 28,6                        |
| Particulier      | 2012           | T-3813          | 7067-251-             | 33                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 33                          |
| Particulier      | 2012           | T-5117          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2012           | T-4702          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2012           | T-3451          | 70632-421-            | 24,75               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 24,75                       |
| Particulier      | 2012           | T-415           | 70632-421-            | 1,06                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 1,06                        |
| Particulier      | 2012           | T-2356          | 70632-421-            | 150                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 150                         |
| Particulier      | 2012           | T-1413          | 70632-421-            | 314,75              | Poursuite sans effet     | 100                                    | 314,75                      |
| Particulier      | 2013           | T-5798          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2013           | T-4514          | 7067-251-             | 6,6                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,6                         |
| Particulier      | 2013           | T-101           | 7067-251-             | 5,59                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5,59                        |
| Particulier      | 2013           | T-5248          | 7067-251-             | 68,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 68,8                        |
| Particulier      | 2013           | T-140           | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2013           | T-140           | 7067-251-             | 31,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 31,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-5880          | 7067-251-             | 25                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25                          |
| Particulier      | 2013           | T-5338          | 7067-251-             | 7,5                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 7,5                         |
| Particulier      | 2013           | T-5886          | 7067-251-             | 6,8                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,8                         |
| Particulier      | 2013           | T-5933          | 7067-251-             | 8,6                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 8,6                         |
| Particulier      | 2013           | T-3932          | 70632-421-            | 20,55               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20,55                       |
| Particulier      | 2013           | T-256           | 7067-251-             | 17,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 17,6                        |
| Particulier      | 2013           | T-5399          | 70632-421-            | 22,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 22,8                        |
| Particulier      | 2013           | T-5399          | 7067-251-             | 13,12               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13,12                       |
| Particulier      | 2013           | T-5399          | 7067-213-             | 50                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2013           | T-4949          | 7067-213-             | 56,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 56,3                        |
| Particulier      | 2013           | T-4949          | 70632-421-            | 104,6               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 104,6                       |
| Particulier      | 2013           | T-5435          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2013           | T-2140          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2013           | T-4658          | 7067-251-             | 6,6                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,6                         |
| Particulier      | 2013           | T-2717          | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2013           | T-2140          | 7067-251-             | 19,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 19,8                        |
| Particulier      | 2013           | T-3396          | 7067-251-             | 26,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26,4                        |
| Particulier      | 2013           | T-294           | 7067-251-             | 26,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26,4                        |
| Particulier      | 2013           | T-758           | 7067-251-             | 26,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26,4                        |
| Particulier      | 2013           | T-4199          | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-4791          | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-29            | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-1412          | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-1886          | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-2311          | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,9                        |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation      | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|-------------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2013           | T-2923          | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-3599          | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-918           | 70323-822-            | 30,9                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 30,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-1651          | 7067-251-             | 33                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 33                          |
| Particulier      | 2013           | T-3975          | 7067-251-             | 33                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 33                          |
| Particulier      | 2013           | T-2717          | 7067-251-             | 33                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 33                          |
| Particulier      | 2013           | T-1188          | 7067-251-             | 33                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 33                          |
| Particulier      | 2013           | T-5435          | 7067-251-             | 64,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 64,5                        |
| Particulier      | 2013           | T-5978          | 7067-251-             | 43                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 43                          |
| Particulier      | 2013           | T-5010          | 7067-213-             | 21,95               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 21,95                       |
| Particulier      | 2013           | T-4032          | 7067-251-             | 55,9                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 55,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-6027          | 70632-421-            | 27,6                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 27,6                        |
| Particulier      | 2013           | T-6027          | 7067-251-             | 34                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 34                          |
| Particulier      | 2013           | T-6027          | 7067-213-             | 52,4                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 52,4                        |
| Particulier      | 2013           | T-361           | 7067-213-             | 50                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2013           | T-361           | 7067-251-             | 52,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 52,5                        |
| Particulier      | 2013           | T-5489          | 7067-251-             | 52,7                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 52,7                        |
| Particulier      | 2013           | T-4041          | 7067-213-             | 47                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 47                          |
| Particulier      | 2013           | T-5489          | 7067-213-             | 73,1                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 73,1                        |
| Particulier      | 2013           | T-6037          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2013           | T-6037          | 7067-251-             | 12,9                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 12,9                        |
| Particulier      | 2013           | T-5524          | 70632-421-            | 13,8                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 13,8                        |
| Particulier      | 2013           | T-6059          | 7067-213-             | 15                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 15                          |
| Particulier      | 2013           | T-6059          | 7067-251-             | 17                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 17                          |
| Particulier      | 2013           | T-5524          | 7067-251-             | 27,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 27,2                        |
| Particulier      | 2013           | T-6062          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2013           | T-6062          | 7067-251-             | 22                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 22                          |
| Particulier      | 2013           | T-4726          | 7067-251-             | 8                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 8                           |
| Particulier      | 2013           | T-4083          | 7067-251-             | 28                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 28                          |
| Particulier      | 2013           | T-6071          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2013           | T-4731          | 7067-251-             | 6,8                 | Poursuite sans effet          | 100                                    | 6,8                         |
| Particulier      | 2013           | T-6076          | 7067-251-             | 18,7                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 18,7                        |
| Particulier      | 2013           | T-4093          | 7067-251-             | 25,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 25,5                        |
| Particulier      | 2013           | T-5544          | 7067-251-             | 25,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 25,5                        |
| Particulier      | 2013           | T-2823          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2013           | T-6078          | 7067-251-             | 13,6                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 13,6                        |
| Particulier      | 2013           | T-3515          | 7067-251-             | 17,52               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 17,52                       |
| Particulier      | 2013           | T-2823          | 7067-251-             | 21,99               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 21,99                       |
| Particulier      | 2013           | T-4098          | 7067-251-             | 23,8                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 23,8                        |
| Particulier      | 2013           | T-422           | 7067-251-             | 4,3                 | RAR inférieur seuil poursuite | 100                                    | 4,3                         |
| Particulier      | 2013           | T-5572          | 7066-64-              | 51,98               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 51,98                       |
| Particulier      | 2013           | T-6106          | 7067-251-             | 32                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 32                          |
| Particulier      | 2013           | T-4168          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2013           | T-5623          | 7067-251-             | 8,6                 | Poursuite sans effet          | 100                                    | 8,6                         |
| Particulier      | 2013           | T-4168          | 7067-251-             | 19,8                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 19,8                        |
| Particulier      | 2014           | T-49            | 7067-251-             | 60,2                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 60,2                        |
| Particulier      | 2014           | T-1951          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet          | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2014           | T-2460          | 7067-251-             | 21,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 21,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-1487          | 7067-251-             | 34,4                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 34,4                        |
| Particulier      | 2014           | T-995           | 7067-251-             | 64,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 64,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-1951          | 7067-251-             | 73,1                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 73,1                        |
| Particulier      | 2014           | T-109           | 70632-421-            | 105                 | Poursuite sans effet          | 100                                    | 105                         |
| Particulier      | 2014           | T-109           | 7067-251-             | 107,5               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 107,5                       |
| Particulier      | 2014           | T-1542          | 7067-251-             | 34,4                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 34,4                        |
| Particulier      | 2014           | T-126           | 7067-251-             | 37,5                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 37,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-1610          | 7067-213-             | 20                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2014           | T-1610          | 7067-251-             | 17,85               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 17,85                       |
| Particulier      | 2014           | T-2105          | 7067-213-             | 62,75               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 62,75                       |
| Particulier      | 2014           | T-2105          | 7067-251-             | 97,65               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 97,65                       |
| Particulier      | 2014           | T-190           | 7067-251-             | 47,6                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 47,6                        |
| Particulier      | 2014           | T-1615          | 7067-251-             | 16                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 16                          |
| Particulier      | 2014           | T-1130          | 70632-421-            | 22,8                | Poursuite sans effet          | 100                                    | 22,8                        |
| Particulier      | 2014           | T-1130          | 7067-251-             | 24                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 24                          |
| Particulier      | 2014           | T-1615          | 70632-421-            | 76                  | Poursuite sans effet          | 100                                    | 76                          |
| Particulier      | 2014           | T-5343          | 7067-213-             | 15,75               | Poursuite sans effet          | 100                                    | 15,75                       |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2014           | T-3220          | 7067-213-             | 15,75               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 15,75                       |
| Particulier      | 2014           | T-3848          | 7067-213-             | 15,75               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 15,75                       |
| Particulier      | 2014           | T-5343          | 7067-251-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2014           | T-1900          | 7067-251-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2014           | T-2649          | 7067-251-             | 22,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 22,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-3220          | 7067-251-             | 30                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30                          |
| Particulier      | 2014           | T-951           | 7067-251-             | 30                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30                          |
| Particulier      | 2014           | T-576           | 7067-251-             | 37,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 37,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-2151          | 7067-251-             | 37,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 37,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-1442          | 7067-251-             | 40                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 40                          |
| Particulier      | 2014           | T-3848          | 7067-251-             | 45                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 45                          |
| Particulier      | 2014           | T-4828          | 7067-213-             | 95                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 95                          |
| Particulier      | 2014           | T-5381          | 7067-251-             | 29                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 29                          |
| Particulier      | 2014           | T-5381          | 7067-213-             | 99,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 99,9                        |
| Particulier      | 2014           | T-4876          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2014           | T-1686          | 7067-251-             | 8,7                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 8,7                         |
| Particulier      | 2014           | T-2195          | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2014           | T-1211          | 7067-251-             | 11,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 11,6                        |
| Particulier      | 2014           | T-798           | 7067-251-             | 13,05               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13,05                       |
| Particulier      | 2014           | T-2195          | 7067-251-             | 17,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 17,4                        |
| Particulier      | 2014           | T-4876          | 7067-251-             | 60,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60,2                        |
| Particulier      | 2014           | T-286           | 70632-421-            | 32,17               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 32,17                       |
| Particulier      | 2014           | T-286           | 7067-251-             | 35,67               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 35,67                       |
| Particulier      | 2014           | T-2207          | 70632-421-            | 21,45               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 21,45                       |
| Particulier      | 2014           | T-1225          | 70632-421-            | 27,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 27,6                        |
| Particulier      | 2014           | T-1225          | 7067-251-             | 39,84               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 39,84                       |
| Particulier      | 2014           | T-2207          | 7067-251-             | 44,91               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 44,91                       |
| Particulier      | 2014           | T-2207          | 7067-213-             | 56,79               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 56,79                       |
| Particulier      | 2014           | T-303           | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2014           | T-1707          | 7067-251-             | 5,1                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5,1                         |
| Particulier      | 2014           | T-1236          | 7067-251-             | 23,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,8                        |
| Particulier      | 2014           | T-303           | 7067-251-             | 25,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,8                        |
| Particulier      | 2014           | T-818           | 7067-251-             | 30,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,1                        |
| Particulier      | 2014           | T-2218          | 7067-251-             | 30,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,6                        |
| Particulier      | 2014           | T-320           | 7067-213-             | 25                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25                          |
| Particulier      | 2014           | T-320           | 7067-251-             | 25,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-325           | 7067-251-             | 28,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 28,6                        |
| Particulier      | 2014           | T-331           | 7067-251-             | 55,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 55,9                        |
| Particulier      | 2014           | T-334           | 70632-421-            | 105                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 105                         |
| Particulier      | 2014           | T-339           | 7067-213-             | 15                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 15                          |
| Particulier      | 2014           | T-339           | 7067-251-             | 25,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,5                        |
| Particulier      | 2014           | T-4942          | 7067-251-             | 53,55               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 53,55                       |
| Particulier      | 2014           | T-345           | 7067-251-             | 13,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13,6                        |
| Particulier      | 2014           | T-849           | 7067-251-             | 17                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 17                          |
| Particulier      | 2014           | T-374           | 7067-251-             | 54                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 54                          |
| Particulier      | 2014           | T-410           | 7067-251-             | 43                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 43                          |
| Particulier      | 2014           | T-1797          | 7067-251-             | 8,6                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 8,6                         |
| Particulier      | 2014           | T-1800          | 7067-251-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2014           | T-2333          | 7067-251-             | 13                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13                          |
| Particulier      | 2014           | T-5517          | 7067-251-             | 68,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 68,8                        |
| Particulier      | 2014           | T-5012          | 7067-251-             | 73,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 73,1                        |
| Particulier      | 2015           | T-39            | 7067-251-             | 60,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60,2                        |
| Particulier      | 2015           | T-627           | 7067-251-             | 25,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,8                        |
| Particulier      | 2015           | T-118           | 7067-251-             | 37,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 37,5                        |
| Particulier      | 2015           | T-3192          | 7066-64-              | 17,94               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 17,94                       |
| Particulier      | 2015           | T-1686          | 7067-251-             | 23,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,2                        |
| Particulier      | 2015           | T-1686          | 7066-64-              | 23,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,4                        |
| Particulier      | 2015           | T-2193          | 7066-64-              | 27,56               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 27,56                       |
| Particulier      | 2015           | T-3192          | 7067-251-             | 30,45               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,45                       |
| Particulier      | 2015           | T-2193          | 7067-251-             | 52,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 52,2                        |
| Particulier      | 2015           | T-2198          | 7067-213-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2015           | T-2673          | 7067-213-             | 26,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26,2                        |
| Particulier      | 2015           | T-165           | 7067-251-             | 64,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 64,5                        |
| Particulier      | 2015           | T-2673          | 70632-421-            | 70                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 70                          |
| Particulier      | 2015           | T-165           | 7067-213-             | 72,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 72,4                        |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2015           | T-2673          | 7067-251-             | 73,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 73,1                        |
| Particulier      | 2015           | T-3199          | 7067-251-             | 111,8               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 111,8                       |
| Particulier      | 2015           | T-3199          | 70632-421-            | 140                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 140                         |
| Particulier      | 2015           | T-165           | 70632-421-            | 140                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 140                         |
| Particulier      | 2015           | T-2198          | 7067-251-             | 146,2               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 146,2                       |
| Particulier      | 2015           | T-3882          | 70632-421-            | 8,7                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 8,7                         |
| Particulier      | 2015           | T-2680          | 70632-421-            | 17,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 17,4                        |
| Particulier      | 2015           | T-2680          | 7067-251-             | 39,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 39,6                        |
| Particulier      | 2015           | T-3205          | 7067-251-             | 57,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 57,2                        |
| Particulier      | 2015           | T-3205          | 70632-421-            | 60,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60,9                        |
| Particulier      | 2015           | T-2205          | 70632-421-            | 69,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 69,6                        |
| Particulier      | 2015           | T-2205          | 7067-251-             | 79,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 79,2                        |
| Particulier      | 2015           | T-3882          | 7067-251-             | 88                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 88                          |
| Particulier      | 2015           | T-181           | 7067-251-             | 86,09               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 86,09                       |
| Particulier      | 2015           | T-2232          | 7067-251-             | 108                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 108                         |
| Particulier      | 2015           | T-725           | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2015           | T-1727          | 7067-251-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2015           | T-725           | 7067-251-             | 30                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30                          |
| Particulier      | 2015           | T-2234          | 7067-251-             | 30,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,6                        |
| Particulier      | 2015           | T-5145          | 7067-251-             | 14,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 14,5                        |
| Particulier      | 2015           | T-4691          | 7067-251-             | 23,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,2                        |
| Particulier      | 2015           | T-3910          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2015           | T-3244          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2015           | T-2239          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2015           | T-1732          | 7067-251-             | 16                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16                          |
| Particulier      | 2015           | T-2713          | 7067-251-             | 18                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 18                          |
| Particulier      | 2015           | T-203           | 7067-213-             | 20,75               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20,75                       |
| Particulier      | 2015           | T-732           | 7067-251-             | 24                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 24                          |
| Particulier      | 2015           | T-3244          | 7067-251-             | 26                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26                          |
| Particulier      | 2015           | T-203           | 7067-251-             | 30                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30                          |
| Particulier      | 2015           | T-2239          | 7067-251-             | 36                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36                          |
| Particulier      | 2015           | T-732           | 7067-213-             | 36,55               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36,55                       |
| Particulier      | 2015           | T-3910          | 7067-251-             | 40                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 40                          |
| Particulier      | 2015           | T-224           | 7067-251-             | 34,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 34,5                        |
| Particulier      | 2015           | T-2269          | 7067-251-             | 55,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 55,9                        |
| Particulier      | 2015           | T-3289          | 7067-251-             | 37,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 37,7                        |
| Particulier      | 2015           | T-246           | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2015           | T-1280          | 7067-251-             | 75,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 75,4                        |
| Particulier      | 2015           | T-3318          | 7067-251-             | 0,3                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 0,3                         |
| Particulier      | 2015           | T-260           | 7067-251-             | 124,7               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 124,7                       |
| Particulier      | 2015           | T-2303          | 7067-251-             | 154,8               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 154,8                       |
| Particulier      | 2015           | T-282           | 7067-251-             | 75                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 75                          |
| Particulier      | 2015           | T-282           | 7067-213-             | 80                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 80                          |
| Particulier      | 2015           | T-1007          | 7067-251-             | 40,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 40,8                        |
| Particulier      | 2015           | T-299           | 7067-251-             | 30                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30                          |
| Particulier      | 2015           | T-3381          | 7067-251-             | 40,95               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 40,95                       |
| Particulier      | 2015           | T-306           | 7067-251-             | 47,25               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 47,25                       |
| Particulier      | 2015           | T-1338          | 7067-251-             | 50,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50,4                        |
| Particulier      | 2015           | T-1340          | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2015           | T-1340          | 7067-251-             | 30,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,1                        |
| Particulier      | 2015           | T-319           | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2015           | T-5297          | 7067-251-             | 24,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 24,3                        |
| Particulier      | 2015           | T-1909          | 7067-251-             | 25,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,8                        |
| Particulier      | 2015           | T-3454          | 7067-251-             | 25,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,8                        |
| Particulier      | 2015           | T-1396          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2015           | T-4852          | 7067-251-             | 78                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 78                          |
| Particulier      | 2015           | T-374           | 7067-213-             | 5                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5                           |
| Particulier      | 2015           | T-2884          | 7067-251-             | 38,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 38,7                        |
| Particulier      | 2015           | T-1915          | 7067-251-             | 55,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 55,9                        |
| Particulier      | 2015           | T-1401          | 7067-251-             | 86                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 86                          |
| Particulier      | 2015           | T-374           | 7067-251-             | 90,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 90,3                        |
| Particulier      | 2015           | T-3459          | 7067-251-             | 98,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 98,9                        |
| Particulier      | 2016           | T-19            | 7067-251-             | 64,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 64,4                        |
| Particulier      | 2016           | T-496           | 7067-251-             | 50,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50,6                        |
| Particulier      | 2016           | T-33            | 7067-251-             | 78,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 78,2                        |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2016           | T-982           | 7067-251-             | 11,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 11,6                        |
| Particulier      | 2016           | T-3462          | 7067-251-             | 34,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 34,5                        |
| Particulier      | 2016           | T-1971          | 7066-64-              | 6,72                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,72                        |
| Particulier      | 2016           | T-3497          | 7066-64-              | 8,4                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 8,4                         |
| Particulier      | 2016           | T-388           | 7067-251-             | 20,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20,7                        |
| Particulier      | 2016           | T-1096          | 7067-251-             | 23,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,2                        |
| Particulier      | 2016           | T-584           | 7067-251-             | 48,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 48,3                        |
| Particulier      | 2016           | T-1040          | 7067-251-             | 66,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 66,7                        |
| Particulier      | 2016           | T-127           | 7067-251-             | 75,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 75,9                        |
| Particulier      | 2016           | T-585           | 7067-213-             | 40                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 40                          |
| Particulier      | 2016           | T-1042          | 7067-251-             | 48                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 48                          |
| Particulier      | 2016           | T-1042          | 7067-213-             | 50                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2016           | T-129           | 7067-251-             | 60                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60                          |
| Particulier      | 2016           | T-585           | 7067-251-             | 66                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 66                          |
| Particulier      | 2016           | T-1046          | 7067-213-             | 30                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30                          |
| Particulier      | 2016           | T-1046          | 7067-251-             | 36,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36,8                        |
| Particulier      | 2016           | T-621           | 7067-251-             | 62,35               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 62,35                       |
| Particulier      | 2016           | T-1073          | 7067-251-             | 89,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 89,9                        |
| Particulier      | 2016           | T-162           | 7067-251-             | 98,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 98,6                        |
| Particulier      | 2016           | T-2262          | 7067-251-             | 27,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 27,6                        |
| Particulier      | 2016           | T-637           | 7067-251-             | 13,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13,8                        |
| Particulier      | 2016           | T-1089          | 7067-251-             | 16,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16,1                        |
| Particulier      | 2016           | T-179           | 7067-251-             | 4,2                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 4,2                         |
| Particulier      | 2016           | T-1091          | 7067-251-             | 24                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 24                          |
| Particulier      | 2016           | T-185           | 7067-213-             | 40                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 40                          |
| Particulier      | 2016           | T-1098          | 7067-251-             | 44,95               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 44,95                       |
| Particulier      | 2016           | T-185           | 7067-251-             | 3,75                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 3,75                        |
| Particulier      | 2016           | T-195           | 7067-251-             | 90                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 90                          |
| Particulier      | 2016           | T-654           | 7067-251-             | 37,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 37,9                        |
| Particulier      | 2016           | T-4536          | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2016           | T-4536          | 7067-251-             | 18,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 18,2                        |
| Particulier      | 2016           | T-657           | 7067-213-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2016           | T-657           | 7067-251-             | 30,45               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,45                       |
| Particulier      | 2016           | T-657           | 7067-212-             | 50                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2016           | T-658           | 7067-251-             | 66                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 66                          |
| Particulier      | 2016           | T-199           | 7067-251-             | 102                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 102                         |
| Particulier      | 2016           | T-2526          | 7067-251-             | 13,05               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13,05                       |
| Particulier      | 2016           | T-1593          | 7067-251-             | 14,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 14,5                        |
| Particulier      | 2016           | T-662           | 7067-251-             | 15,95               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 15,95                       |
| Particulier      | 2016           | T-2058          | 7067-251-             | 20,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20,3                        |
| Particulier      | 2016           | T-3075          | 7067-251-             | 21,75               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 21,75                       |
| Particulier      | 2016           | T-1115          | 7067-251-             | 23,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,2                        |
| Particulier      | 2016           | T-204           | 7067-251-             | 23,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,2                        |
| Particulier      | 2016           | T-3592          | 7067-251-             | 26,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26,1                        |
| Particulier      | 2016           | T-686           | 7067-251-             | 33                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 33                          |
| Particulier      | 2016           | T-1618          | 7067-251-             | 36                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36                          |
| Particulier      | 2016           | T-2084          | 7067-251-             | 42                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 42                          |
| Particulier      | 2016           | T-1143          | 7067-251-             | 31,15               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 31,15                       |
| Particulier      | 2016           | T-229           | 7067-251-             | 15,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 15,9                        |
| Particulier      | 2016           | T-849           | 7067-251-             | 16                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16                          |
| Particulier      | 2016           | T-847           | 7067-251-             | 16                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16                          |
| Particulier      | 2016           | T-851           | 7067-251-             | 16,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16,1                        |
| Particulier      | 2016           | T-848           | 7067-251-             | 19                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 19                          |
| Particulier      | 2016           | T-846           | 7067-251-             | 26                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26                          |
| Particulier      | 2016           | T-850           | 7067-251-             | 31                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 31                          |
| Particulier      | 2016           | T-845           | 7067-251-             | 33                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 33                          |
| Particulier      | 2016           | T-846           | 7067-213-             | 40                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 40                          |
| Particulier      | 2016           | T-848           | 7067-213-             | 45                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 45                          |
| Particulier      | 2016           | T-847           | 7067-213-             | 60                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60                          |
| Particulier      | 2016           | T-849           | 7067-213-             | 70                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 70                          |
| Particulier      | 2016           | T-845           | 7067-213-             | 73,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 73,1                        |
| Particulier      | 2016           | T-854           | 7067-251-             | 90,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 90,3                        |
| Particulier      | 2016           | T-853           | 7067-251-             | 116,1               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 116,1                       |
| Particulier      | 2016           | T-852           | 7067-213-             | 130                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 130                         |
| Particulier      | 2016           | T-852           | 7067-251-             | 133,3               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 133,3                       |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2016           | T-243           | 7067-251-             | 137,7               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 137,7                       |
| Particulier      | 2016           | T-854           | 7067-213-             | 140                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 140                         |
| Particulier      | 2016           | T-853           | 7067-213-             | 140                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 140                         |
| Particulier      | 2016           | T-850           | 7067-213-             | 150                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 150                         |
| Particulier      | 2016           | T-703           | 7066-64-              | 22,05               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 22,05                       |
| Particulier      | 2016           | T-703           | 7067-212-             | 50                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2016           | T-703           | 7067-251-             | 41,95               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 41,95                       |
| Particulier      | 2016           | T-4609          | 7067-251-             | 22,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 22,5                        |
| Particulier      | 2016           | T-4609          | 7067-213-             | 44,45               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 44,45                       |
| Particulier      | 2016           | T-733           | 7067-251-             | 114                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 114                         |
| Particulier      | 2016           | T-3720          | 7067-251-             | 102                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 102                         |
| Particulier      | 2016           | T-302           | 7067-251-             | 90                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 90                          |
| Particulier      | 2016           | T-4627          | 7067-251-             | 4,9                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 4,9                         |
| Particulier      | 2016           | T-467           | 7067-213-             | 60                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60                          |
| Particulier      | 2016           | T-467           | 7067-251-             | 144                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 144                         |
| Particulier      | 2016           | T-754           | 7067-251-             | 25,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,3                        |
| Particulier      | 2016           | T-3719          | 7067-251-             | 135,7               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 135,7                       |
| Particulier      | 2016           | T-765           | 7067-251-             | 25,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,3                        |
| Particulier      | 2016           | T-775           | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2016           | T-775           | 7067-251-             | 14,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 14,5                        |
| Particulier      | 2016           | T-1227          | 7067-251-             | 6                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6                           |
| Particulier      | 2016           | T-4657          | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2016           | T-4657          | 7067-251-             | 27                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 27                          |
| Particulier      | 2016           | T-4255          | 7088-321-             | 14,99               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 14,99                       |
| Particulier      | 2016           | T-364           | 7067-251-             | 51                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 51                          |
| Particulier      | 2016           | T-2424          | 7067-251-             | 20,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20,7                        |
| Particulier      | 2016           | T-556           | 7067-251-             | 25,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 25,3                        |
| Particulier      | 2016           | T-1493          | 7067-251-             | 27,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 27,6                        |
| Particulier      | 2016           | T-1020          | 7067-251-             | 36,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36,8                        |
| Particulier      | 2016           | T-101           | 7067-251-             | 39,1                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 39,1                        |
| Particulier      | 2016           | T-3465          | 7067-251-             | 43,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 43,7                        |
| Particulier      | 2016           | T-556           | 7067-212-             | 50                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 50                          |
| Particulier      | 2016           | T-369           | 7067-251-             | 36,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36,8                        |
| Particulier      | 2016           | T-3806          | 7067-251-             | 36                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36                          |
| Particulier      | 2016           | T-3248          | 7067-251-             | 54                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 54                          |
| Particulier      | 2016           | T-370           | 7067-251-             | 72                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 72                          |
| Particulier      | 2016           | T-470           | 7067-251-             | 6                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6                           |
| Particulier      | 2016           | T-470           | 7066-64-              | 182,58              | Poursuite sans effet     | 100                                    | 182,58                      |
| Particulier      | 2016           | T-375           | 7067-251-             | 96                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 96                          |
| Particulier      | 2016           | T-829           | 7067-251-             | 126                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 126                         |
| Particulier      | 2017           | T-3100          | 7067-251-             | 82,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 82,5                        |
| Particulier      | 2017           | T-13            | 7067-251-             | 23,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 23,5                        |
| Particulier      | 2017           | T-3108          | 7067-251-             | 32,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 32,9                        |
| Particulier      | 2017           | T-3117          | 7067-251-             | 53,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 53,3                        |
| Particulier      | 2017           | T-1808          | 7067-251-             | 9,15                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 9,15                        |
| Particulier      | 2017           | T-477           | 7067-251-             | 0,6                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 0,6                         |
| Particulier      | 2017           | T-107           | 7067-251-             | 4                   | Poursuite sans effet     | 100                                    | 4                           |
| Particulier      | 2017           | T-3206          | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2017           | T-3206          | 7067-251-             | 30,55               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,55                       |
| Particulier      | 2017           | T-1842          | 7067-251-             | 16,45               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16,45                       |
| Particulier      | 2017           | T-2617          | 7067-251-             | 39,95               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 39,95                       |
| Particulier      | 2017           | T-3249          | 7067-213-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2017           | T-3249          | 7067-251-             | 30,55               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,55                       |
| Particulier      | 2017           | T-2769          | 7067-251-             | 24,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 24,6                        |
| Particulier      | 2017           | T-3277          | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2017           | T-3277          | 7067-251-             | 46,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 46,5                        |
| Particulier      | 2017           | T-2823          | 7067-251-             | 21,35               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 21,35                       |
| Particulier      | 2017           | T-3345          | 7067-251-             | 36,23               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36,23                       |
| Particulier      | 2017           | T-4564          | 7066-64-              | 64,06               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 64,06                       |
| Particulier      | 2017           | T-2630          | 7067-213-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2017           | T-277           | 7067-251-             | 13,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13,5                        |
| Particulier      | 2017           | T-1126          | 7067-251-             | 13,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 13,5                        |
| Particulier      | 2017           | T-1126          | 7067-213-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2017           | T-684           | 7067-251-             | 22,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 22,5                        |
| Particulier      | 2017           | T-4574          | 7067-251-             | 24,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 24,7                        |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprise s/provision |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2017           | T-277           | 7067-213-             | 44,45               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 44,45                       |
| Particulier      | 2017           | T-4574          | 7067-213-             | 72,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 72,5                        |
| Particulier      | 2017           | T-299           | 7067-251-             | 6,1                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,1                         |
| Particulier      | 2017           | T-2033          | 7067-251-             | 6,1                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,1                         |
| Particulier      | 2017           | T-1151          | 7067-251-             | 61                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 61                          |
| Particulier      | 2017           | T-707           | 7067-251-             | 103,7               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 103,7                       |
| Particulier      | 2017           | T-302           | 7067-251-             | 109,8               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 109,8                       |
| Particulier      | 2017           | T-179           | 7067-251-             | 18,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 18,8                        |
| Particulier      | 2017           | T-569           | 7067-251-             | 32,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 32,9                        |
| Particulier      | 2017           | T-738           | 7067-251-             | 6,1                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,1                         |
| Particulier      | 2017           | T-1617          | 7067-251-             | 6,1                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,1                         |
| Particulier      | 2017           | T-2931          | 7067-251-             | 28,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 28,7                        |
| Particulier      | 2017           | T-1232          | 7067-213-             | 20                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 20                          |
| Particulier      | 2017           | T-1232          | 7067-251-             | 42,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 42,7                        |
| Particulier      | 2018           | T-3539          | 7067-213-             | 0,05                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 0,05                        |
| Particulier      | 2018           | T-13            | 7067-251-             | 0,02                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 0,02                        |
| Particulier      | 2018           | T-3556          | 7067-251-             | 73,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 73,2                        |
| Particulier      | 2018           | T-25            | 7067-251-             | 0,6                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 0,6                         |
| Particulier      | 2018           | T-3570          | 7067-251-             | 77,9                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 77,9                        |
| Particulier      | 2018           | T-3017          | 7067-251-             | 73,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 73,2                        |
| Particulier      | 2018           | T-842           | 7067-251-             | 79,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 79,3                        |
| Particulier      | 2018           | T-458           | 7067-251-             | 85,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 85,4                        |
| Particulier      | 2018           | T-45            | 7067-251-             | 128,1               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 128,1                       |
| Particulier      | 2018           | T-3347          | 7088-321-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2018           | T-345           | 7088-321-             | 6,5                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,5                         |
| Particulier      | 2018           | T-335           | 7088-321-             | 6,44                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 6,44                        |
| Particulier      | 2018           | T-3628          | 7067-213-             | 12,44               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 12,44                       |
| Particulier      | 2018           | T-3628          | 7067-251-             | 98,06               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 98,06                       |
| Particulier      | 2018           | T-1674          | 7067-251-             | 15                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 15                          |
| Particulier      | 2018           | T-3066          | 7067-251-             | 16,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16,5                        |
| Particulier      | 2018           | T-1277          | 7067-251-             | 30,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,5                        |
| Particulier      | 2018           | T-2001          | 7067-251-             | 21                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 21                          |
| Particulier      | 2018           | T-352           | 7088-321-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Société          | 2018           | T-555           | 7788-01-              | 15,49               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 15,49                       |
| Particulier      | 2018           | T-724           | 7067-251-             | 97,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 97,6                        |
| Particulier      | 2018           | T-1116          | 7067-251-             | 128,1               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 128,1                       |
| Particulier      | 2018           | T-139           | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2018           | T-139           | 7067-251-             | 12,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 12,2                        |
| Particulier      | 2018           | T-565           | 7067-251-             | 5,75                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 5,75                        |
| Particulier      | 2018           | T-357           | 7088-321-             | 70,35               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 70,35                       |
| Particulier      | 2018           | T-173           | 7067-251-             | 146,4               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 146,4                       |
| Particulier      | 2018           | T-593           | 7067-251-             | 57                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 57                          |
| Particulier      | 2018           | T-593           | 7067-213-             | 120                 | Poursuite sans effet     | 100                                    | 120                         |
| Particulier      | 2018           | T-1001          | 7067-251-             | 24,4                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 24,4                        |
| Particulier      | 2018           | T-1786          | 7067-251-             | 36,6                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 36,6                        |
| Particulier      | 2018           | T-2228          | 7067-251-             | 48,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 48,8                        |
| Particulier      | 2018           | T-3187          | 7067-251-             | 48,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 48,8                        |
| Particulier      | 2018           | T-1376          | 7067-251-             | 79,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 79,3                        |
| Particulier      | 2018           | T-361           | 7088-321-             | 78,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 78,8                        |
| Particulier      | 2018           | T-1389          | 7067-251-             | 35,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 35,5                        |
| Particulier      | 2018           | T-4168          | 7066-64-              | 54,5                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 54,5                        |
| Particulier      | 2018           | T-1399          | 7067-251-             | 21                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 21                          |
| Particulier      | 2018           | T-634           | 7066-64-              | 67,36               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 67,36                       |
| Particulier      | 2018           | T-2262          | 7067-251-             | 28,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 28,2                        |
| Particulier      | 2018           | T-368           | 7088-321-             | 16,94               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 16,94                       |
| Particulier      | 2018           | T-227           | 7067-251-             | 22,8                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 22,8                        |
| Particulier      | 2018           | T-227           | 7067-213-             | 60                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 60                          |
| Particulier      | 2018           | T-4171          | 7066-64-              | 19,72               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 19,72                       |
| Particulier      | 2018           | T-4173          | 7067-020-             | 95                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 95                          |
| Particulier      | 2018           | T-1074          | 7067-251-             | 2,39                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 2,39                        |
| Particulier      | 2018           | T-679           | 7067-251-             | 11,99               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 11,99                       |
| Particulier      | 2018           | T-1074          | 7067-213-             | 26,65               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 26,65                       |
| Particulier      | 2018           | T-679           | 7067-213-             | 58,63               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 58,63                       |
| Particulier      | 2018           | T-3293          | 7067-213-             | 10                  | Poursuite sans effet     | 100                                    | 10                          |
| Particulier      | 2018           | T-283           | 7067-213-             | 30,3                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 30,3                        |

| Nature Juridique | Exercice Pièce | Référence pièce | Imputation budgétaire | Montant à recouvrer | Motif de la présentation | % risque théorique de non recouvrement | Montant reprises/provisions |
|------------------|----------------|-----------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Particulier      | 2018           | T-283           | 7067-251-             | 33,55               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 33,55                       |
| Particulier      | 2018           | T-3293          | 7067-251-             | 42,7                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 42,7                        |
| Particulier      | 2018           | T-302           | 7067-251-             | 90,2                | Poursuite sans effet     | 100                                    | 90,2                        |
| Particulier      | 2018           | T-385           | 7088-321-             | 103,4               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 103,4                       |
| Particulier      | 2018           | T-373           | 7088-321-             | 45,95               | Poursuite sans effet     | 100                                    | 45,95                       |
| Particulier      | 2020           | T-89            | 7067-251-             | 0,9                 | Poursuite sans effet     | 75                                     | 0,675                       |
| Particulier      | 2020           | T-122           | 7067-213-             | 26,4                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 19,8                        |
| Particulier      | 2020           | T-122           | 7067-251-             | 68,2                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 51,15                       |
| Particulier      | 2020           | T-133           | 7067-251-             | 87,15               | Poursuite sans effet     | 75                                     | 65,3625                     |
| Particulier      | 2020           | T-158           | 7067-251-             | 20,9                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 15,675                      |
| Particulier      | 2020           | T-161           | 7067-251-             | 20,9                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 15,675                      |
| Particulier      | 2020           | T-165           | 7067-213-             | 17,35               | Poursuite sans effet     | 75                                     | 13,0125                     |
| Particulier      | 2020           | T-165           | 7067-251-             | 79,2                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 59,4                        |
| Particulier      | 2020           | T-200           | 7067-251-             | 68,2                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 51,15                       |
| Particulier      | 2020           | T-208           | 7067-251-             | 24,8                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 18,6                        |
| Particulier      | 2020           | T-210           | 7067-251-             | 186                 | Poursuite sans effet     | 75                                     | 139,5                       |
| Particulier      | 2020           | T-220           | 7067-212-             | 11                  | Poursuite sans effet     | 75                                     | 8,25                        |
| Particulier      | 2020           | T-220           | 7067-251-             | 68,2                | Poursuite sans effet     | 75                                     | 51,15                       |
| Particulier      | 2021           | T-1617          | 7067-251-             | 144,9               | Poursuite sans effet     | 50                                     | 72,45                       |
| Particulier      | 2023           | T-3570          | 7067-212-             | 27,6                | Poursuite sans effet     | 0                                      | 0                           |
|                  |                |                 |                       | <b>23 588,67</b>    |                          |  | <b>23 318,82</b>            |

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-049**

**Décision modificative n° 1 de la ville**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-049**

**Objet : Décision modificative n° 1 de la ville**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'ajuster, de transférer et d'ajouter aux inscriptions budgétaires initialement prévues au budget primitif 2024

VU l'avis de la commission des finances du 19 juin 2024 ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : de procéder aux ajustements budgétaires selon le détail joint en annexe. L'équilibre du budget s'opère de la façon suivante :

|                 | <b>Fonctionnement</b> | <b>Investissement</b> |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>Dépenses</b> | + 41 822 €            | + 313 774 €           |
| <b>Recettes</b> | + 41 822 €            | + 313 774 €           |

ARTICLE 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| <b>Résultat des votes</b>        |    |               |
|----------------------------------|----|---------------|
| <b>Pour</b>                      | 31 | A la majorité |
| <b>Contre</b>                    | 1  |               |
| <b>Abstention(s)</b>             | 0  |               |
| <b>Ne prend pas part au vote</b> | 0  |               |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15902-BF-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-050**

**Constitution d'une provision pour créances douteuses Budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-050**

**Objet : Constitution d'une provision pour créances douteuses Budget annexe de l'Espace Pierre Bachelet**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU l'état des restes à recouvrer au 31 décembre 2023 transmis par le trésorier

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer une provision en fonction du risque financier encouru par la collectivité,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'adopter les conditions de constitution de celle-ci,

VU l'avis de la commission des finances du 19 juin 2024 ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : De compléter la provision existante 15 424,58 € en vue des risques financiers encourus, d'un montant de 12 983,86 €, arrondi à 13 000 €. Les crédits sont inscrits au 6817 « Dotation aux provisions / dépréciations des actifs circulants » du budget primitif 2024 de l'EPB;

ARTICLE 2 : D'appliquer la méthode de pourcentage selon l'ancienneté de la créance pour la constater :

|       |   |
|-------|---|
| 25 %  | Restes à recouvrer exercice N-1               |
| 50 %  | Restes à recouvrer exercice N-2               |
| 75 %  | Restes à recouvrer exercice N-3               |
| 100 % | Restes à recouvrer exercice N-4 et antérieurs |

ARTICLE 3 : De fixer le montant selon les éléments transmis par le trésorier soit 28 408,44 € au 31/12/2023 ;

ARTICLE 4 : D'inscrire le cas échéant une reprise de provision au vu du montant des admissions en non-valeur constaté par délibération ;

ARTICLE 5 : D'actualiser annuellement le calcul et à inscrire au budget annexe cette provision pour les prochains exercices ;

ARTICLE 6 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-16190-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-051**

**Cession à la ville par Trois Moulin Habitat de délaissés de voirie (145m<sup>2</sup>) au  
38-54-80 Rue Antonio Vivaldi**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-051**

**Objet : Cession à la ville par Trois Moulin Habitat de délaissés de voirie (145m<sup>2</sup>) au 38-54-80 Rue Antonio Vivaldi**

Le Conseil Municipal,

VU le code Général des Collectivités locales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et particulièrement l'article L3112-1 ;

CONSIDERANT que par courriel du 17 octobre 2023 la société TROIS MOULIN HABITAT a sollicité la Ville de Dammarie les Lys dans le cadre d'une rétrocession foncière suite aux travaux de résidentialisation de l'ensemble immobilier situé 38-54-80 Rue Antonio Vivaldi.

CONSIDERANT que par délibération du 16 avril 2024 la société TROIS MOULIN HABITAT a approuvé la cession à la commune de deux emprises foncières (pour une superficie totale de 145m<sup>2</sup>) à l'euro symbolique.

VU l'avis de la commission cadre de vie du 18 juin 2024,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : De valider l'acquisition par la ville des parcelles cadastrées AS n°687 (71m<sup>2</sup>) et AS n°688 (74m<sup>2</sup>) situées 38-54-80 Rue Antonio Vivaldi composées d'espaces vert et de trottoir.

ARTICLE 2 : Que l'ensemble des frais liés à ces cessions foncières sont à la charge exclusive de la société Trois Moulin Habitat.

ARTICLE 3 : De désigner Maître Cyril BRUGGEMAN comme notaire de la Ville et de préciser que la société Trois Moulin Habitat a choisi de prendre Maître GUENOT comme leur notaire pour les représenter.

ARTICLE 4 : De classer ces parcelles dès leur acquisition dans le domaine public routier communal.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à acquérir à l'euro symbolique les parcelles cadastrée AS n°687 (71m<sup>2</sup>) et AS n°688 (74m<sup>2</sup>) et de signer les documents nécessaires et se rapportant à ces acquisitions.

ARTICLE 6 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15999-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



# PLAN DE LOCALISATION

## Parcelles cadastrées AS n°687 et 688

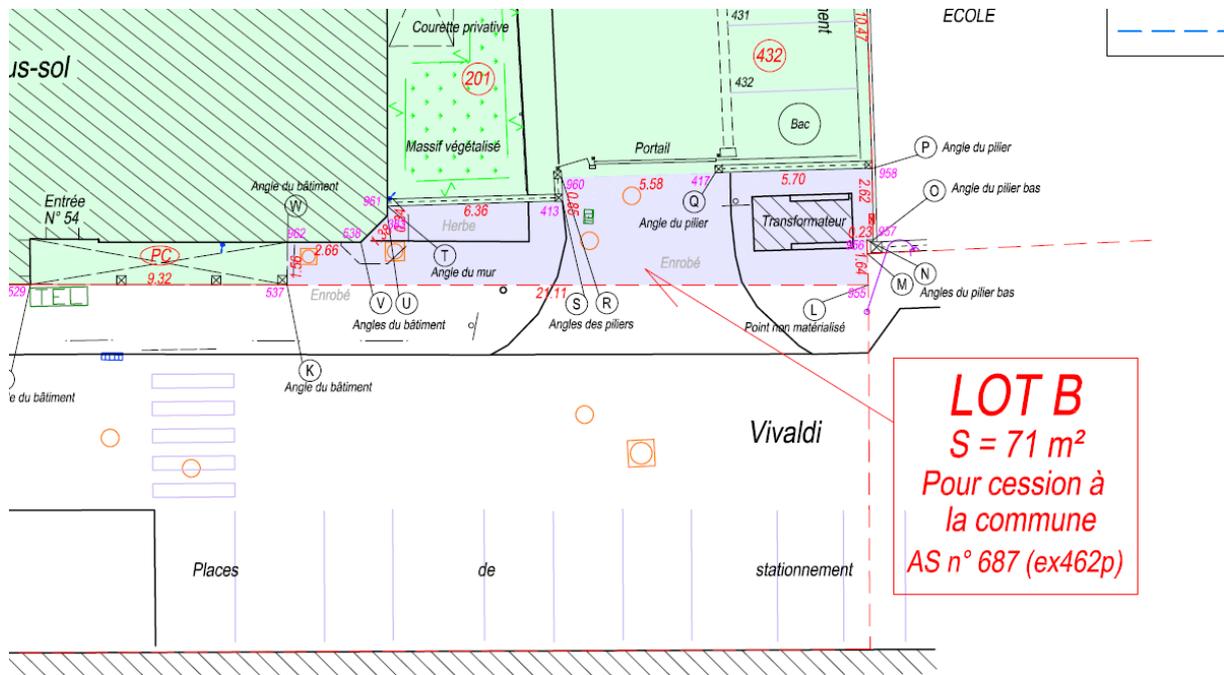
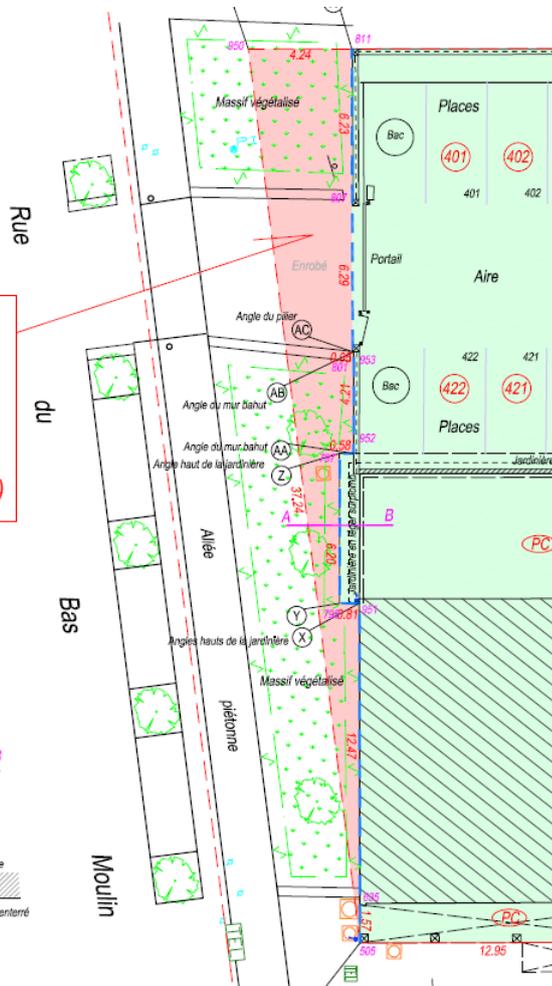
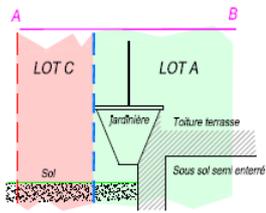
38-54-80 Rue Antonio Vivaldi



Emprises foncières en nature d'espace vert et trottoir

**LOT C**  
 S = 74 m<sup>2</sup>  
 Pour cession à  
 la commune  
 AS n° 688 (ex462p)

COUPE DE PRINCIPE



**LOT B**  
 S = 71 m<sup>2</sup>  
 Pour cession à  
 la commune  
 AS n° 687 (ex462p)

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-052**

**Acquisition par la commune de la parcelle cadastrée AH n°102, terrain situé en zone naturelle inconstructible, sise chemin des Rôles**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-052**

**Objet : Acquisition par la commune de la parcelle cadastrée AH n°102, terrain situé en zone naturelle inconstructible, sise chemin des Rôles**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

CONSIDERANT que par courrier du 26 septembre 2023, Madame CHAPPARD Pascale, a fait part de son intention de procéder à une cession au profit de la Ville de la parcelle AH n°102, terrain nu situé en zone naturelle inconstructible d'une superficie de 1004m<sup>2</sup>.

CONSIDERANT que la commune souhaite protéger ses espaces agricoles, naturels et forestiers qui font partie intégrante de son patrimoine et que des acquisitions foncières au sein de ces espaces sont de nature à en préserver durablement leur vocation telle que définie dans les documents d'urbanisme.

CONSIDERANT qu'il s'agit pour la Ville de maintenir le caractère boisé de ces espaces, d'éviter tout mitage (implantation de cabanes, déboisement illégal, etc.).

CONSIDERANT la délibération n° 2023-090 du 28 septembre 2023, autorisant la Ville à acquérir 20 parcelles situées dans le bois de la Buvette, d'une superficie cadastrale de 6748m<sup>2</sup> pour un montant de 4,76€ par m<sup>2</sup>.

CONSIDERANT la saisie en date du 29 novembre 2023 de Monsieur LIS Gilles, seul propriétaire des parcelles contiguës AH 101 et AH 103, conformément à l'article L331-19 du Code Forestier sur le droit de préférence restée sans réponse.

CONSIDERANT l'accord des propriétaires indivis Madame CHAPPARD Pascale, Monsieur JOLY Pierre et Madame JOLY Marianne en date du 26 mars 2024 de céder cette parcelle et ce à un prix de 4,76€ par m<sup>2</sup>, soit 4780€ pour une surface cadastrale de 1004 m<sup>2</sup>.

VU l'avis de la commission cadre de vie du 17 juin 2024.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : De l'acquisition de la parcelle cadastrée section AH n°102 d'une superficie globale de 1004 m<sup>2</sup>, terrain nu, cédé par la propriétaire Madame CHAPPARD Pascale, demeurant 5 Résidence Péguy-31 rue Ravon à BOURG-LA-REINE, Monsieur JOLY Pierre demeurant 173 rue de Fontenay à VINCENNES et Madame JOLY Marianne demeurant 145 rue Pelleport à PARIS pour un montant fixé à 4,76€ par m<sup>2</sup>, soit 4780€.

ARTICLE 2 : Que les frais liés à ladite acquisition seront à la charge exclusive de la Ville.

ARTICLE 3 : De préciser que les dépenses afférentes 4780€ plus les frais liés à l'acte seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

ARTICLE 4 : De désigner Maître Cyril BRUGGEMAN comme notaire de la Ville et de préciser que Madame CHAPPARD Pascale a également choisi de prendre Maître Cyril BRUGGEMAN comme son notaire pour la vente de son terrain à la Ville.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous les documents afférents à l'achat en l'état du terrain cadastré section AH n°102.

ARTICLE 6 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-16002-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL





**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-053**

**Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAER) : bilan de la concertation et arrêt des ZAER**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-053**

**Objet : Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAER) : bilan de la concertation et arrêt des ZAER**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme,

VU le code de l'environnement et en particulier son article L123-19-1 qui définit les conditions et limites dans lesquelles le principe de participation du public, prévu dans l'article 7 de la Charte de l'environnement, est applicable aux décisions des autorités publiques ayant une incidence sur l'environnement lorsque celles-ci ne sont pas soumises, par les dispositions législatives qui leur sont applicables, à une procédure particulière organisant la participation du public à leur élaboration,

VU le code de l'énergie et en particulier son article L141-5-3 relatif à la définition des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables ainsi que de leurs ouvrages connexes,

VU la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables,

VU le décret n° 2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie,

VU le schéma régional climat air énergie de la région Ile-de-France approuvé par le conseil régional Ile-de-France le 23 novembre 2012 et arrêté par le Préfet de la région Ile-de-France le 14 décembre 2012,

VU la délibération n°2017.2.5.15 du conseil communautaire en date du 23 janvier 2017, adoptant le Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2023-070 du 29 juin 2023 portant approbation du classement de réseau de chaleur Géodalys sur la commune de Dammarie-les-Lys,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2023-125 du jeudi 21 décembre 2023 relative à l'engagement de la procédure de définition des zones d'accélération des énergies renouvelables,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2024-024 du 04 avril 2024 définissant les modalités de concertation du public dans le cadre d'identification des Zone d'Accélération des Énergies Renouvelables (ZAER) sur la commune de Dammarie-les-Lys,

VU le dossier d'information sur les ZAER et le registre de concertation qui ont été consultables du 22 avril au 06 mai 2024 inclus en Mairie (ainsi que sur le site internet de la Ville) pour permettre au public de formuler des observations,

VU l'avis de la commission cadre de vie du 17 juin 2024,

CONSIDERANT que les zones d'accélération des énergies renouvelables doivent être définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée,

CONSIDERANT que les zones d'accélération des énergies renouvelables doivent être définies dans l'objectif de prévenir et de maîtriser les dangers ou les inconvénients qui résulteraient de l'implantation d'installations de production d'énergies,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

ARTICLE 1 : Rappelle que la Commune a procédé à l'approbation du classement du réseau de chaleur Géodalys le 29 juin 2023 ;

ARTICLE 2 : Précise qu'à l'issue de la concertation, sont ainsi définies les Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables (ZAER) sur la commune de Dammarie-les-Lys (voir Annexe 1) :

• **Potentiel solaire :**

**Ombrières photovoltaïques sur parking :**

- Parking de la Cartonnerie : 824, Avenue du Lys,
- Parking de la zone Chamlys : 70 Rue Paul Hérault

**Panneaux photovoltaïques sur toitures :**

L'ensemble du tissu urbain peut être retenu comme ZAER pour l'installation des panneaux de production d'énergie solaire et spécifiquement les bâtiments dont la superficie des toitures est importante à savoir : les locaux de zone Chamlys, les bâtiments de la Cartonnerie, Laboratoire pharmaceutique Vernin et Laboratoire Guinot - Mary Cohr.

• **Potentiel méthanisable :**

Le projet de station de méthanisation de la SEM BIMETHA accordé en date du 08 décembre 2023 pour l'implantation d'une unité de méthanisation à double filière : industrielle et agricole le long de la rue de Seine.

ARTICLE 3 : Précise que la présente délibération définissant les ZAER de la commune, sera transmise à la Communauté d'Agglomération de Melun Val de Seine ainsi qu'au référent préfectoral dans le Département, pour l'organisation d'un débat au sein du conseil communautaire ;

ARTICLE 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| <b>Résultat des votes</b>        |    |                  |
|----------------------------------|----|------------------|
| <b>Pour</b>                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| <b>Contre</b>                    | 0  |                  |
| <b>Abstention(s)</b>             | 0  |                  |
| <b>Ne prend pas part au vote</b> | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15996-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

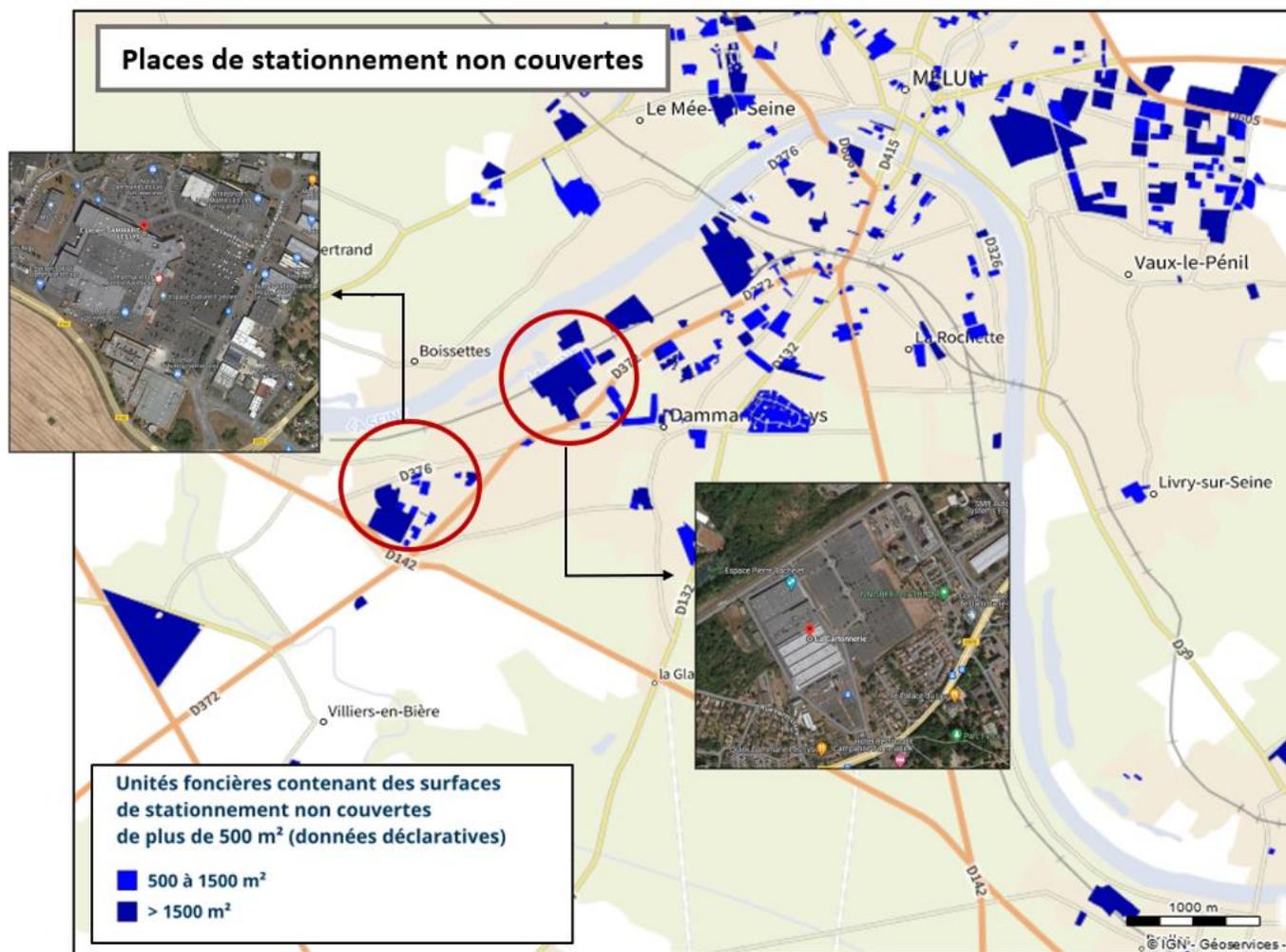
Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATAIL



# ANNEXES

## Annexe 1 : Potentiels d'accélération des énergies renouvelables sur la commune de Dammarie-les-Lys :

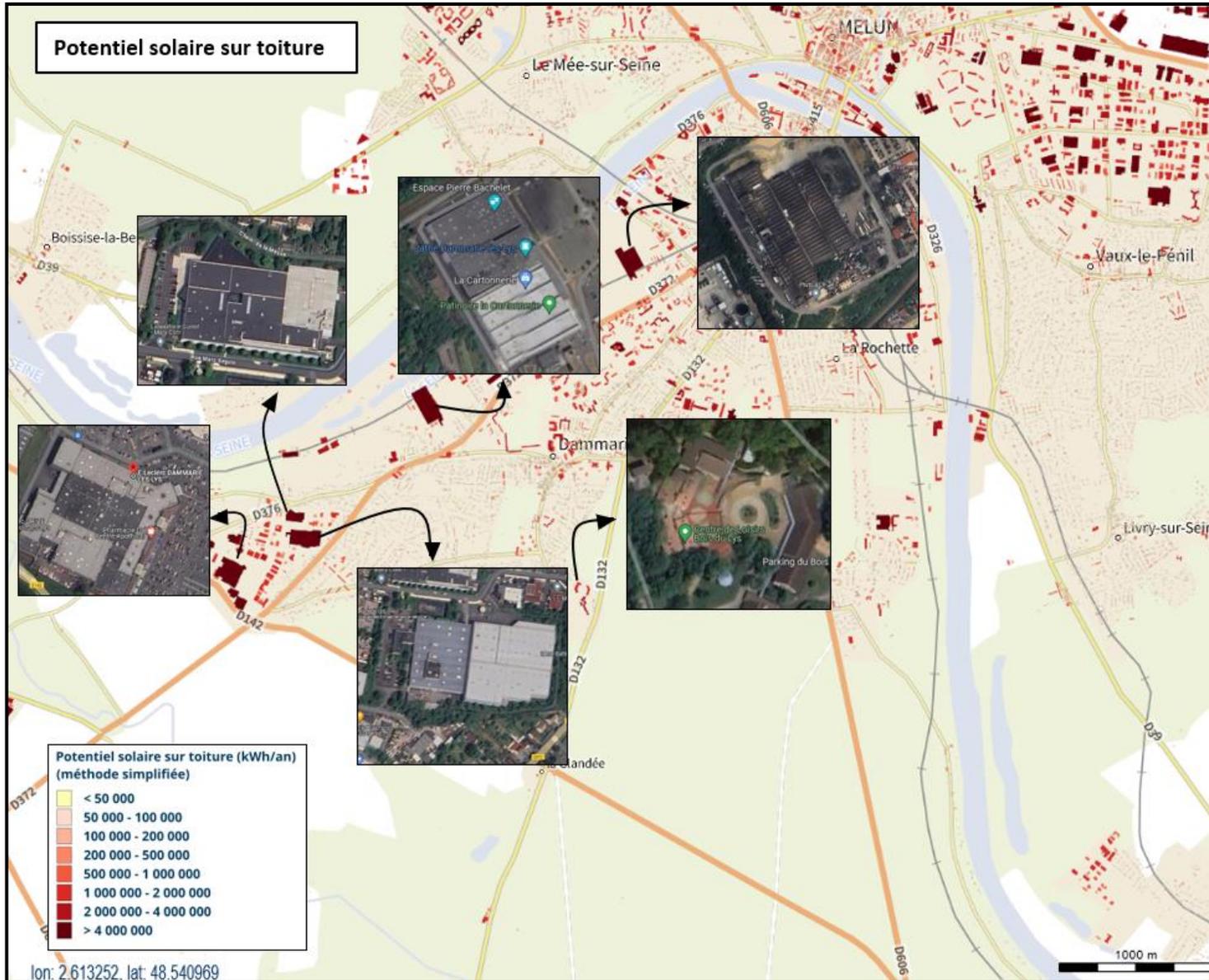
- **Potentiel solaire :**



La carte représente les unités foncières contenant des surfaces de stationnement non couvertes déclarées fiscalement et d'une superficie minimale de 500m<sup>2</sup>.

Le potentiel solaire sur ombrières photovoltaïques peut générer beaucoup d'énergie.

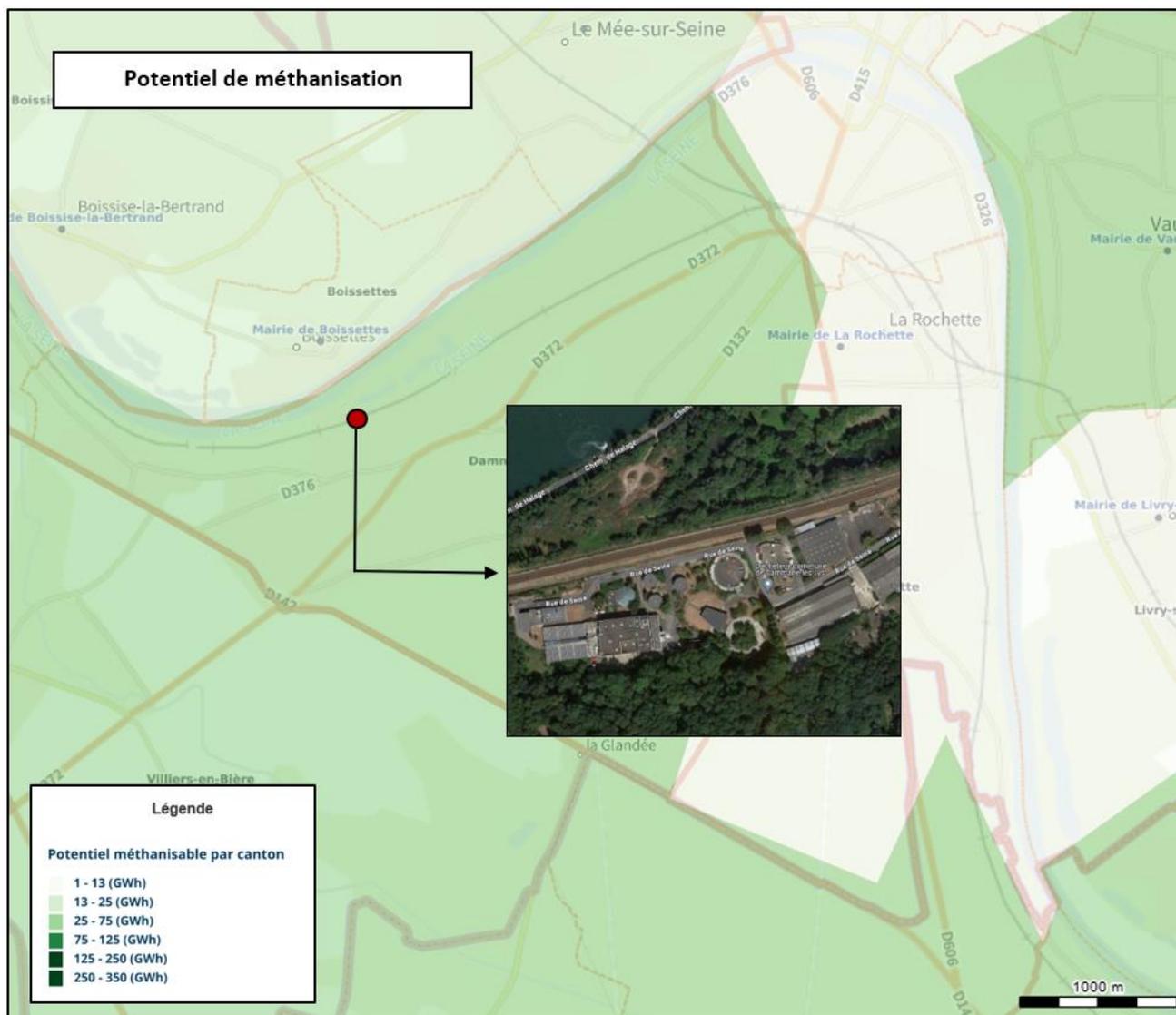
Sur la commune deux zones sont susceptibles d'accueillir ce type d'EnR, il s'agit du parking de la ZAE Chamlys et du parking de la Cartonnerie.



En se basant sur la couche du bâti produite par l'IGN, les valeurs fournies en kWh/an au niveau de la carte représentent une estimation de l'énergie solaire reçue sur des panneaux photovoltaïques qui seraient installés sur toitures.

L'ensemble du tissu urbain peut être retenu comme ZAER pour l'installation de productions d'énergie solaire sur toiture et spécifiquement les bâtiments de la zone Chamlys et la Cartonnerie.

- **Potentiel méthanisable**



La méthanisation constitue une vraie alternative dans le traitement des déchets et les transformer en biogaz.

Sur la commune, un projet de station de méthanisation est validé ; c'est le PC 22.5 de la SEM BIMETHA accordé en date 08 décembre 2023.

Il s'agit d'une unité de méthanisation à double filière : industrielle et agricole qui sera implanter le long de la rue de Seine. Le biogaz produit sera entièrement valorisé par réinjection dans le réseau de gaz de la ville (GRDF).

**La production de biogaz attendue de ce projet est estimée à environ 12462 Nm<sup>3</sup> /J.**

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-054**

**Classes transplantées 2024 - Attribution de subventions aux coopératives des écoles élémentaires de la ville**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-054**

**Objet : Classes transplantées 2024 - Attribution de subventions aux coopératives des écoles élémentaires de la ville**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT les projets de classes transplantées que les écoles publiques élémentaires de Dammarie-Lès-Lys présentent chaque année,

CONSIDERANT que la Municipalité souhaite contribuer, au titre de l'année 2024, au financement des séjours en classe de découvertes,

VU l'avis favorable de la commission qualité de vie du 17 juin 2024;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : D'attribuer, dans le cadre des classes transplantées, une subvention d'un montant de 4 000 euros à l'école élémentaire François De Tesson de la ville de Dammarie-Les-Lys.

ARTICLE 2 : De verser les subventions correspondantes sur le compte des coopératives scolaires après retour de la validation du projet par les services de l'Education Nationale et à l'issue du séjour sur présentation de justificatifs financiers : factures acquittées et participation des familles.

ARTICLE 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-16151-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-055**

**Attribution de chèques cadeaux aux agent de la ville de Dammarie-les-Lys à l'occasion des fêtes de fin d'année**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-055**

**Objet : Attribution de chèques cadeaux aux agent de la ville de Dammarie-les-Lys à l'occasion des fêtes de fin d'année**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L 731-1 à L 731-5,

VU les règlements URSSAF en matière d'action sociale,

CONSIDERANT qu'une collectivité territoriale peut faire bénéficier à ses employés d'un avantage sous forme de chèque cadeau, à l'occasion des fêtes de fin d'année, qui, dans la limite d'un plafond annuel (5% du plafond mensuel de la sécurité sociale), n'est pas assujetti aux cotisations sociales et n'est pas assimilable à un complément de rémunération,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer le montant et les modalités de mise en œuvre pour l'attribution de chèque cadeau,

CONSIDERANT que le Maire souhaite offrir un chèque cadeau de 70 euros à l'occasion des fêtes de fin d'année aux agents.

CONSIDERANT qu'un chèque cadeau supplémentaire et exceptionnel pourra être attribué, en fin d'année, en fonction des crédits disponibles et sur la base des mêmes critères,

Vu l'avis de la commission Qualité de vie du 17 juin 2024,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1<sup>er</sup> – Une fois par an, à l'occasion des fêtes de fin d'année, un chèque cadeaux est attribué aux agents de la ville de Dammarie-lès-Lys pour un montant de 70 euros

Ce dispositif est reconductible tous les ans.

ARTICLE 2 – Un chèque cadeaux supplémentaire et exceptionnel pourra être attribué aux agents travaillant au sein de la ville de Dammarie-lès-Lys en fin d'année, dont le montant sera fixé en fonction des crédits disponibles au chapitre 012 du budget et sur la base des mêmes critères fixés ci-dessus,

ARTICLE 3 – Pour l'application des articles 1<sup>er</sup> et 2, les conditions d'éligibilité sont établies comme suit :

- Être en position d'activité ou en congé parental de moins de 6 mois
- Être fonctionnaire titulaire ou stagiaire
- Être contractuel sur un poste permanent de droit public avec une durée minimale du contrat de six mois ou ayant bénéficié d'un contrat reconduit successivement depuis au moins quatre mois et avoir effectués au moins 803 h de temps de travail
- Être présent dans les effectifs de la collectivité au moment de la date officielle de la

manifestation organisant la remise du chèque cadeau,

Ce dispositif est reconductible tous les ans.

Les critères doivent être remplis au jour de la distribution des chèques cadeaux aux agents de la collectivité,

Les agents n'ayant pas récupéré leur chèque cadeau le jour de la manifestation de remise auront un délai supplémentaire de 2 mois pour les demander auprès de la DRH. Au-delà de ce délai, le bénéfice de ce chèque cadeau sera perdu et aucune réclamation ne sera acceptée.

ARTICLE 4 – Sont exclus de l'attribution des chèques cadeaux, prévus aux articles 1<sup>er</sup> et 2 :

- Le personnel en cumul d'activités
- Les apprentis
- Les contrats aidés
- Les stagiaires gratifiés
- Les agents en congé de longue maladie, longue durée, en disponibilité d'office pour maladie en accident de travail, de plus de 6 mois

ARTICLE 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15891-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-056**

**Modification du tableau des effectifs**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**du 27 juin 2024**

**2024-056**

**Objet : Modification du tableau des effectifs**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le code général de la fonction publique, notamment son article L313-1

VU le tableau des effectifs existant,

CONSIDERANT que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité

CONSIDERANT qu'il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

CONSIDERANT que le piratage informatique de 2020, le tableau n'avait pu être que partiellement reconstitué.

CONSIDERANT que l'audit RH avait souligné la multiplicité, le manque de cohérence et de lisibilité des strates et des intitulés de postes.

CONSIDERANT qu'au vu de ce constat, il est nécessaire de remettre à plat ce tableau des effectifs qui va permettre l'uniformisation des intitulés pour chacun des métiers présents au sein de la collectivité et donnera une image plus fidèle des postes pourvus et non pourvus,

VU l'avis du Comité Social Territorial du 6 juin 2024

VU l'avis de la commission qualité de vie du 17 juin 2024.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**  
**DECIDE**

ARTICLE 1 : de supprimer l'ensemble des postes de la ville tels qu'ils sont présentés en annexe du budget primitif de la ville 2024.

ARTICLE 2 : de recréer tous les postes selon la situation réelle des effectifs de la collectivité et des recrutements en cours (effectifs au 1<sup>er</sup> juillet 2024) conformément à l'annexe jointe à la présente délibération,

ARTICLE 3 : d'uniformiser les intitulés pour chacun des métiers présents au sein de la collectivité

ARTICLE 4 : Ces emplois sont ouverts aux fonctionnaires. Ils pourront être occupés par un agent contractuel en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du code général de la fonction publique.

ARTICLE 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 26 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 6  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-15916-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



|   |           |
|---|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   | <b>IV</b> |
| <b>ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N</b> | <b>B9</b> |

**B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

| GRADES OU EMPLOIS (1)                                | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3)            |  |               | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) |                       |               |
|--|----------------|------------------------------------|--|---------------|---|-----------------------|---------------|
|  |                | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL         | AGENTS TITULAIRES                                     | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL         |
| <b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>                      |                | <b>3,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>3,00</b>   | <b>2,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>2,00</b>   |
| Directeur général des services                       |                | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Directeur général adjoint des services               | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Directeur général des services techniques            | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Directeur départemental - SDIS                       |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Directeur départemental adjoint - SDIS               |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>                    |                | <b>121,00</b>                      | <b>0,00</b>                            | <b>121,00</b> | <b>63,00</b>  | <b>16,80</b>          | <b>79,80</b>  |
| Adjoint administratif pal 1 cl                       | C              | 30,00                              | 0,00                                   | 30,00         | 27,80   | 0,00                  | 27,80         |
| Adjoint administratif pal 2 cl                       | C              | 23,00                              | 0,00                                   | 23,00         | 21,60   | 0,00                  | 21,60         |
| Adjoint administratif terr.                          | C              | 29,00                              | 0,00                                   | 29,00         | 6,60  | 7,00                  | 13,60         |
| Attaché  | A              | 17,00                              | 0,00                                   | 17,00         | 1,00  | 6,80                  | 7,80          |
| Attaché principal                                    | A              | 5,00                               | 0,00                                   | 5,00          | 1,00  | 1,00                  | 2,00          |
| Rédacteur  | B              | 9,00                               | 0,00                                   | 9,00          | 3,00  | 1,00                  | 4,00          |
| Rédacteur principal 1 cl                             | B              | 6,00                               | 0,00                                   | 6,00          | 2,00  | 1,00                  | 3,00          |
| Rédacteur principal 2 cl                             | B              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| <b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>                         |                | <b>259,00</b>                      | <b>0,50</b>                            | <b>259,50</b> | <b>156,20</b>   | <b>30,80</b>          | <b>187,00</b> |
| Adjoint technique pal 1 cl                           | C              | 43,00                              | 0,00                                   | 43,00         | 41,80   | 0,00                  | 41,80         |
| Adjoint technique pal 2 cl                           | C              | 51,00                              | 0,50                                   | 51,50         | 46,60   | 1,00                  | 47,60         |
| Adjoint technique territorial                        | C              | 107,00                             | 0,00                                   | 107,00        | 32,80   | 25,80                 | 58,60         |
| Agent de maîtrise                                    | C              | 18,00                              | 0,00                                   | 18,00         | 5,00  | 1,00                  | 6,00          |
| Agent de maîtrise principal                          | C              | 21,00                              | 0,00                                   | 21,00         | 20,00   | 0,00                  | 20,00         |
| Ingénieur  | A              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Ingénieur principal                                  | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Technicien   | B              | 9,00                               | 0,00                                   | 9,00          | 6,00  | 3,00                  | 9,00          |
| Technicien principal de 1 cl                         | B              | 4,00                               | 0,00                                   | 4,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Technicien principal de 2 cl                         | B              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 2,00  | 0,00                  | 2,00          |
| <b>FILIERE SOCIALE (d)</b>                           |                | <b>39,00</b>                       | <b>0,00</b>                            | <b>39,00</b>  | <b>17,20</b>  | <b>1,00</b>           | <b>18,20</b>  |
| Agent social   | C              | 4,00                               | 0,00                                   | 4,00          | 2,00  | 1,00                  | 3,00          |
| Agent social principal 1 cl                          | C              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Agent spéc pal écoles mat 1 cl                       | C              | 10,00                              | 0,00                                   | 10,00         | 9,60  | 0,00                  | 9,60          |
| Agent spéc pal écoles mat 2 cl                       | C              | 14,00                              | 0,00                                   | 14,00         | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Educateur de jeunes enf. cl ex                       | A              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 2,80  | 0,00                  | 2,80          |
| Educateur ter. jeunes enfants                        | A              | 7,00                               | 0,00                                   | 7,00          | 1,80  | 0,00                  | 1,80          |
| <b>FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)</b>                    |                | <b>8,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>8,00</b>   | <b>3,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>3,00</b>   |

VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BUDGET VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BP - 2024

| GRADES OU EMPLOIS (1)  | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3)            |  |               | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) |                       |               |
|--|----------------|------------------------------------|--|---------------|---|-----------------------|---------------|
|  |                | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL         | AGENTS TITULAIRES                                     | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL         |
| Auxiliaire puériculture cl. nl                                   | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Auxiliaire puériculture cl.sup                                   | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Infirmier de classe normale                                      | A              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Infirmier en soins généraux                                      | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Puéricultrice classe normale                                     | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Puéricultrice de classe sup                                      | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Puéricultrice hors classe  | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| <b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>                              |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>   |
| <b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>                                      |                | <b>15,00</b>                       | <b>0,00</b>                            | <b>15,00</b>  | <b>8,00</b>   | <b>1,00</b>           | <b>9,00</b>   |
| Educateur A.P.S pal 1er cl                                       | B              | 8,00                               | 0,00                                   | 8,00          | 7,00  | 1,00                  | 8,00          |
| Educateur A.P.S pal 2cl  | B              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Educateur territorial A.P.S                                      | B              | 5,00                               | 0,00                                   | 5,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| <b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>                                    |                | <b>16,00</b>                       | <b>0,00</b>                            | <b>16,00</b>  | <b>3,70</b>   | <b>1,00</b>           | <b>4,70</b>   |
| Adjoint du patrimoine pal 1 cl                                   | C              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Adjoint du patrimoine pal 2 cl                                   | C              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 0,80  | 0,00                  | 0,80          |
| Adjoint territorial patrimoine                                   | C              | 8,00                               | 0,00                                   | 8,00          | 0,00  | 1,00                  | 1,00          |
| Assistant conservation pal 1c                                    | B              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 0,90  | 0,00                  | 0,90          |
| Assistant de conservation  | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Attaché cons.  | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| <b>FILIERE ANIMATION (i)</b>                                     |                | <b>31,00</b>                       | <b>3,37</b>                            | <b>34,37</b>  | <b>18,40</b>  | <b>10,37</b>          | <b>28,77</b>  |
| Adjoint d'animation pal 1 cl                                     | C              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 1,80  | 0,00                  | 1,80          |
| Adjoint d'animation pal 2 cl                                     | C              | 9,00                               | 0,00                                   | 9,00          | 7,00  | 0,00                  | 7,00          |
| Adjoint territorial animation                                    | C              | 13,00                              | 3,37                                   | 16,37         | 5,80  | 10,37                 | 16,17         |
| Animateur  | B              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Animateur principal de 1ère cl                                   | B              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 1,80  | 0,00                  | 1,80          |
| Animateur principal de 2ème cl                                   | B              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| <b>FILIERE POLICE (j)</b>  |                | <b>12,00</b>                       | <b>0,00</b>                            | <b>12,00</b>  | <b>8,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>8,00</b>   |
| Brigadier-chef principal   | C              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 3,00  | 0,00                  | 3,00          |
| Chef service de police pal 1cl                                   | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Chef service de police pal 2cl                                   | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Gardien-brigadier  | C              | 7,00                               | 0,00                                   | 7,00          | 5,00  | 0,00                  | 5,00          |
| <b>FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)</b>                              |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>   |
| <b>EMPLOIS NON CITES (l) (5)</b>                                 |                | <b>88,00</b>                       | <b>0,00</b>                            | <b>88,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>   |
| Sans Grade   |                | 88,00                              | 0,00                                   | 88,00         | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| <b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)</b> |                | <b>589,00</b>                      | <b>3,87</b>                            | <b>592,87</b> | <b>277,50</b>   | <b>60,97</b>          | <b>338,47</b> |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

## VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BUDGET VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BP - 2024

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT ( $0,8 * 6 / 12$ ).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.



VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BUDGET VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BP - 2024

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N       | CATEGORIES<br>(1) | SECTEUR<br>(2) | REMUNERATION (3) |                   | CONTRAT                  |                       |
|--|-------------------|----------------|------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------|
|  |                   |                | Indice (8)       | Euros             | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial animation                      | C                 | ANIM           | 366              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Adjoint territorial patrimoine                     | C                 | CULT           | 366              | 0,00              | 332-8-2°                 | CDD                   |
| Agent de maîtrise                                  | C                 | TECH           | 369              | 0,00              | 332-23-1°                | CDD                   |
| Agent social                                       | C                 | S              | 367              | 0,00              | 332-10                   | CDI                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 821              | 0,00              | 332-10                   | CDI                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 435              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 532              | 0,00              | 332-10                   | CDI                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 390              | 0,00              | 332-8-2°                 | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 505              | 0,00              | 332-10                   | CDI                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 480              | 0,00              | 332-8-2°                 | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 620              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Attaché principal                                  | A                 | ADM            | 793              | 0,00              | 332-10                   | CDI                   |
| Educateur A.P.S pal 1er cl                         | B                 | SP             | 484              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Rédacteur  | B                 | ADM            | 513              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Rédacteur principal 1 cl                           | B                 | ADM            | 534              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Technicien   | B                 | TECH           | 503              | 0,00              | 332-14                   | CDD                   |
| Technicien   | B                 | TECH           | 396              | 0,00              | 332-8-2°                 | CDD                   |
| Technicien   | B                 | TECH           | 366              | 0,00              | 332-8-2°                 | CDD                   |
| <b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b> |                   |                |                  | <b>398 680,00</b> |                          |                       |
| Apprenti   |                   | OTR            | 0                | 13 358,00         | A                        | A                     |
| Apprenti   |                   | OTR            | 0                | 12 298,00         | A                        | A                     |
| Sans Grade   |                   | OTR            | 0                | 373 024,00        | 332-23-1°                | CDD                   |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                               |                   |                |                  | <b>398 680,00</b> |                          |                       |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel.  
 ANIM : Animation.  
 POL : Police.  
 POMP : Sapeurs-pompiers.  
 X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :  
 332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.  
 332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.  
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans  
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.  
 332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.  
 332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.  
 332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.  
 332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.  
 332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.

## VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BUDGET VILLE DE DAMMARIE LES LYS - BP - 2024

327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.  
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.  
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.  
326\_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).  
343-1\_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).  
333-1\_333-10 : Collaborateurs de cabinet.  
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.  
A : Autres

- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

**TABLEAU DES EFFECTIFS  
(1er JUILLET 2024)**

| FILIERE/GRADE/CATEGORIE   | POURVU      |                    |           |           | Total<br>POURVU | VACANT      |                    |           | Total<br>VACANT | Total<br>général |
|---|-------------|--------------------|-----------|-----------|-----------------|-------------|--------------------|-----------|-----------------|------------------|
|   | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | STAGIAIRE | TITULAIRE |                 | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | TITULAIRE |                 |                  |
| <b>ADMINISTRATIVE</b>   | <b>16</b>   | <b>4</b>           | <b>2</b>  | <b>68</b> | <b>90</b>       | <b>1</b>    |                    | <b>10</b> | <b>11</b>       | <b>101</b>       |
| <b>A</b>  | <b>3</b>    | <b>4</b>           |           | <b>4</b>  | <b>11</b>       |             |                    |           |                 | <b>11</b>        |
| <b>Attaché principal</b>  |             | <b>1</b>           |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS CITOYENNES                                  |             | <b>1</b>           |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| <b>Attaché</b>  | <b>3</b>    | <b>3</b>           |           | <b>4</b>  | <b>10</b>       |             |                    |           |                 | <b>10</b>        |
| CHEF DE SERVICE COMMUNICATION EVENEMENTIEL  | <b>1</b>    |                    |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DGA   |             | <b>1</b>           |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DE LA CITOYENNETE  |             | <b>1</b>           |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DE L'ACCUEIL DU CITOYEN ET DE L'USAGER   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DE L'EDUCATION   |             | <b>1</b>           |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DES AFFAIRES JURIDIQUES ,DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE | <b>1</b>    |                    |           | <b>1</b>  | <b>2</b>        |             |                    |           |                 | <b>2</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DES RESSOURCES HUMAINES  |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| JURISTE   | <b>1</b>    |                    |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DE L'ESPACE SCHWEITZER   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| <b>B</b>  | <b>2</b>    |                    |           | <b>7</b>  | <b>9</b>        |             |                    | <b>5</b>  | <b>5</b>        | <b>14</b>        |
| <b>Rédacteur principal de 1ère classe</b>   | <b>1</b>    |                    |           | <b>2</b>  | <b>3</b>        |             |                    |           |                 | <b>3</b>         |
| CHARGE(E) DE COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL  | <b>1</b>    |                    |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) DES FINANCES   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| MAQUETTISTE PAO/ ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| <b>Rédacteur</b>  | <b>1</b>    |                    |           | <b>5</b>  | <b>6</b>        |             |                    | <b>5</b>  | <b>5</b>        | <b>11</b>        |
| CHEF DE SERVICE   |             |                    |           |           |                 |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>1</b>         |
| CONTROLEUR DE GESTION   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| COORDINATEUR(TRICE) ADMINISTRATIF-COMPTABLE-TECHNIQUE   | <b>1</b>    |                    |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| COORDINATEUR(TRICE) DEMOCRATIE PARTICIPATIVE  |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| COORDINATEUR(TRICE) GESTION COMPTABLE   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| COORDINATEUR(TRICE) GUICHET ET REGIE UNIQUE   |             |                    |           |           |                 |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>1</b>         |
| COORDINATEUR(TRICE) NUMERIQUE   |             |                    |           |           |                 |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>1</b>         |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) DES RESSOURCES HUMAINES   |             |                    |           |           |                 |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>1</b>         |
| GESTIONNAIRE MARCHE PUBLIC  |             |                    |           |           |                 |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>1</b>         |
| GESTIONNAIRE URBANISME  |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| JOURNALISTE CHARGE DE COMMUNICATION   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| <b>C</b>  | <b>11</b>   |                    | <b>2</b>  | <b>57</b> | <b>70</b>       | <b>1</b>    |                    | <b>5</b>  | <b>6</b>        | <b>76</b>        |
| <b>Adjoint administratif principal 1ère classe</b>  |             |                    |           | <b>30</b> | <b>30</b>       |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>31</b>        |
| AGENT D'ACCUEIL   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| AGENT DE LA REGIE ET DU GUICHET UNIQUE  |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| AGENT DES FORMALITES ADMINISTRATIVES  |             |                    |           | <b>4</b>  | <b>4</b>        |             |                    |           |                 | <b>4</b>         |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE - REGISSEUR   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE  |             |                    |           | <b>11</b> | <b>11</b>       |             |                    |           |                 | <b>11</b>        |
| ASSISTANTE DE DIRECTION   |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| CHARGE(E) DE PROJETS CITOYENNETE  |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| CHARGE(E) DE RECRUTEMENT  |             |                    |           |           |                 |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>1</b>         |

**TABLEAU DES EFFECTIFS  
(1er JUILLET 2024)**

| FILIERE/GRADE/CATEGORIE                                     | POURVU      |                    |           |           | Total<br>POURVU | VACANT      |                    |           | Total<br>VACANT | Total<br>général |
|---|-------------|--------------------|-----------|-----------|-----------------|-------------|--------------------|-----------|-----------------|------------------|
|   | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | STAGIAIRE | TITULAIRE |                 | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | TITULAIRE |                 |                  |
| CHEF DE SERVICE DES ESPACES PUBLICS                         |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE CARRIERE-PAIE                                  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE COURRIER                                       |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE FINANCES                                       |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE HYGIENE ET SALUBRITE                           |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE URBANISME                                      |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| REGISSEUR REGIE UNIQUE                                      |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| REPROGRAPHE   |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHEF DU SERVICE DES MARCHES PUBLICS                         |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint administratif principal 2ème classe</b>          | <b>2</b>    |                    |           | <b>21</b> | <b>23</b>       |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>24</b>        |
| AGENT D'ACCUEIL   |             |                    |           | 4         | 4               |             |                    |           |                 | 4                |
| AGENT DE LA REGIE ET DU GUICHET UNIQUE                      |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE                      |             |                    |           | 6         | 6               |             |                    |           |                 | 6                |
| ASSISTANTE DE DIRECTION                                     |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ASSISTANTE MARCHÉ PUBLIC                                    |             |                    |           |           |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) DE L'ACCUEIL GÉNÉRALE                   |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) DES RESSOURCES HUMAINES         |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) DU CSE                                     |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE CARRIERE-PAIE                                  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE COURRIER                                       |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE FINANCES                                       |             |                    |           | 3         | 3               |             |                    |           |                 | 3                |
| GESTIONNAIRE FORMATION PREVENTION                           | 2           |                    |           |           | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| GESTIONNAIRE MARCHÉ PUBLIC                                  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint administratif territorial</b>                    | <b>9</b>    |                    | <b>2</b>  | <b>6</b>  | <b>17</b>       | <b>1</b>    |                    | <b>3</b>  | <b>4</b>        | <b>21</b>        |
| AGENT D'ACCUEIL   | 2           |                    |           | 1         | 3               | 1           |                    |           | 1               | 4                |
| AGENT DE LA REGIE ET DU GUICHET UNIQUE                      |             |                    |           |           |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| AGENT DES FORMALITES ADMINISTRATIVES                        |             |                    | 1         |           | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE                      | 5           |                    |           |           | 5               |             |                    |           |                 | 5                |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE-MUTUALISEE           |             |                    |           |           |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| ASVP  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHARGE(E) DE PROJETS URBANISME ET MOBILITES                 | 1           |                    |           |           | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) INTENDANCE RESTAURATION                 |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE CARRIERE-PAIE                                  |             |                    | 1         | 1         | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| GESTIONNAIRE MARCHÉ PUBLIC                                  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE URBANISME                                      |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| REGISSEUR REGIE UNIQUE                                      |             |                    |           |           |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| AGENT RESSOURCES COURRIER                                   | 1           |                    |           |           | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>ANIMATION</b>  | <b>13</b>   |                    |           | <b>19</b> | <b>32</b>       |             | <b>1</b>           | <b>7</b>  | <b>8</b>        | <b>40</b>        |
| <b>B</b>  |             |                    |           | <b>4</b>  | <b>4</b>        |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>5</b>         |
| <b>Animateur principal de 1ère classe</b>                   |             |                    |           | 2         | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| ASSISTANTE DE DIRECTION                                     |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE              |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Animateur principal de 2ème classe</b>                   |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHARGE(E) DE MISSION- PROJET TRANSVERSES ET POLITIQUE VILLE |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Animateur territorial</b>                                |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    | 1         | 1               | 2                |
| COORDINATEUR(TRICE) INFORMATION JEUNESSE                    |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |

**TABLEAU DES EFFECTIFS  
(1er JUILLET 2024)**

| FILIERE/GRADE/CATEGORIE                                   | POURVU      |                    |           |           | Total<br>POURVU | VACANT      |                    |           | Total<br>VACANT | Total<br>général |
|---|-------------|--------------------|-----------|-----------|-----------------|-------------|--------------------|-----------|-----------------|------------------|
|   | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | STAGIAIRE | TITULAIRE |                 | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | TITULAIRE |                 |                  |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE |             |                    |           |           |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| <b>C</b>  | <b>13</b>   |                    |           | <b>15</b> | <b>28</b>       |             | <b>1</b>           | <b>6</b>  | <b>7</b>        | <b>35</b>        |
| <b>Adjoint d'animation principal de 1ère classe</b>       |             |                    |           | 2         | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE                    |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) ATSEM                                 |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint d'animation principal de 2ème classe</b>       |             |                    |           | 7         | 7               |             |                    | 1         | 1               | 8                |
| ANIMATEUR(TRICE)  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ASSISTANT ANIMATION GLOBALE                               |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ATSEM   |             |                    |           | 2         | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHARGE(E) D'INFORMATION JEUNESSE                          |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    | 1         | 1               | 2                |
| COORDINATEUR(TRICE) ANIMATION GLOBALE ET REFERENT FAMILLE |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE ERP  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint territorial d'animation</b>                    | <b>13</b>   |                    |           | <b>6</b>  | <b>19</b>       |             | <b>1</b>           | <b>5</b>  | <b>6</b>        | <b>25</b>        |
| AGENT D'ACCUEIL   |             |                    |           |           |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| ANIMATEUR(TRICE)  | 13          |                    |           | 3         | 16              |             | 1                  | 4         | 5               | 21               |
| COORDINATRICE(TRICE) ANIMATION GLOBALE                    |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| MEDIATEUR(TRICE)  |             |                    |           | 2         | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| <b>CULTURELLE</b>   | <b>1</b>    |                    |           | <b>4</b>  | <b>5</b>        |             |                    |           |                 | <b>5</b>         |
| <b>A</b>  |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| <b>Attaché territorial de conservation (patrimoine)</b>   |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) D'EQUIPEMENT                             |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>B</b>  |             |                    |           | <b>1</b>  | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| <b>Assistant de conservation principal de 1ère classe</b> |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| REFERENT POLE ADULTE ET MULTIMEDIA                        |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>C</b>  | <b>1</b>    |                    |           | <b>2</b>  | <b>3</b>        |             |                    |           |                 | <b>3</b>         |
| <b>Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe</b>     |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| AGENT D'ACCUEIL   |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe</b>     |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| REFERENT POLE JEUNESSE                                    |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint territorial du patrimoine</b>                  | <b>1</b>    |                    |           |           | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| MEDIATEUR(TRICE) CULTURELLE                               | 1           |                    |           |           | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>MEDICO-SOCIALE</b>                                     |             | <b>1</b>           |           | <b>20</b> | <b>21</b>       |             |                    |           |                 | <b>21</b>        |
| <b>A</b>  |             |                    |           | <b>7</b>  | <b>7</b>        |             |                    |           |                 | <b>7</b>         |
| <b>Puéricultrice hors classe</b>                          |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) D'EQUIPEMENT                             |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Infirmier en soins généraux</b>                        |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) D'EQUIPEMENT                  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>EJE de classe exceptionnelle</b>                       |             |                    |           | 3         | 3               |             |                    |           |                 | 3                |
| DIRECTEUR(TRICE) D'EQUIPEMENT                             |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) D'EQUIPEMENT                             |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| EDUCATEUR(TRICE) DE JEUNES ENFANTS                        |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Educateur de jeunes enfants</b>                        |             |                    |           | 2         | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) D'EQUIPEMENT                  |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| EDUCATEUR(TRICE) DE JEUNES ENFANTS                        |             |                    |           | 1         | 1               |             |                    |           |                 | 1                |

**TABLEAU DES EFFECTIFS  
(1er JUILLET 2024)**

| FILIERE/GRADE/CATEGORIE                                     | POURVU      |                    |           |            | Total<br>POURVU | VACANT      |                    |           | Total<br>VACANT | Total<br>général |
|---|-------------|--------------------|-----------|------------|-----------------|-------------|--------------------|-----------|-----------------|------------------|
|   | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | STAGIAIRE | TITULAIRE  |                 | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | TITULAIRE |                 |                  |
| <b>B</b>  |             |                    |           | <b>1</b>   | <b>1</b>        |             |                    |           |                 | <b>1</b>         |
| <b>Auxiliaire de puériculture de classe supérieur</b>       |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| AUXILIAIRE DE PUERICULTURE                                  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>C</b>  |             | <b>1</b>           |           | <b>12</b>  | <b>13</b>       |             |                    |           |                 | <b>13</b>        |
| <b>ATSEM principal de 1ère classe</b>                       |             |                    |           | 10         | 10              |             |                    |           |                 | 10               |
| ATSEM   |             |                    |           | 10         | 10              |             |                    |           |                 | 10               |
| <b>ATSEM principal de 2ème classe</b>                       |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ATSEM   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Agent social</b>   |             | 1                  |           | 1          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| AGENT RESSOURCES INTENDANCE-RESTAURATION                    |             | 1                  |           | 1          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| <b>POLICE MUNICIPALE</b>                                    |             |                    |           | <b>9</b>   | <b>9</b>        |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>10</b>        |
| <b>C</b>  |             |                    |           | <b>9</b>   | <b>9</b>        |             |                    | <b>1</b>  | <b>1</b>        | <b>10</b>        |
| <b>Brigadier Chef Principal</b>                             |             |                    |           | 3          | 3               |             |                    |           |                 | 3                |
| CHEF DE LA POLICE MUNICIPALE                                |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| POLICIER MUNICIPAL  |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| <b>Gardien-brigadier</b>                                    |             |                    |           | 6          | 6               |             |                    | 1         | 1               | 7                |
| CHEF ADJOINT DE LA POLICE MUNICIPALE                        |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| POLICIER MUNICIPAL  |             |                    |           | 5          | 5               |             |                    | 1         | 1               | 6                |
| <b>SPORTIVE</b>   | <b>2</b>    |                    |           | <b>8</b>   | <b>10</b>       |             |                    |           |                 | <b>10</b>        |
| <b>B</b>  | <b>2</b>    |                    |           | <b>8</b>   | <b>10</b>       |             |                    |           |                 | <b>10</b>        |
| <b>Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère cl</b> | 2           |                    |           | 7          | 9               |             |                    |           |                 | 9                |
| CHEF DU SERVICE DES SPORTS                                  | 1           |                    |           |            | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) DES APS                                 | 1           |                    |           |            | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) D'EQUIPEMENT                    |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) D'EQUIPEMENT                               |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| EDUCATEUR(TRICE) SPORTIF                                    |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| MAITRE NAGEUR SAUVETEUR                                     |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| <b>Educateur territorial des A.P.S</b>                      |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| MAITRE NAGEUR SAUVETEUR                                     |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>TECHNIQUE</b>  | <b>34</b>   | <b>1</b>           |           | <b>159</b> | <b>194</b>      | <b>2</b>    | <b>1</b>           | <b>6</b>  | <b>9</b>        | <b>203</b>       |
| <b>A</b>  |             |                    |           | <b>2</b>   | <b>2</b>        |             |                    |           |                 | <b>2</b>         |
| <b>Ingénieur hors classe</b>                                |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR SERVICE TECHNIQUE                                 |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Ingénieur</b>  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) DES SERVICES TECHNIQUE          |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>B</b>  | <b>3</b>    |                    |           | <b>9</b>   | <b>12</b>       |             |                    |           |                 | <b>12</b>        |
| <b>Technicien principal de 1ère classe</b>                  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E) DES SERVICES INFORMATIQUES      |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Technicien principal de 2ème classe</b>                  |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHEF DE SERVICE URBANISME                                   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| DIRECTEUR(TRICE) DES SERVICES INFORMATIQUES                 |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Technicien</b>   | 3           |                    |           | 6          | 9               |             |                    |           |                 | 9                |

**TABLEAU DES EFFECTIFS**  
**(1er JUILLET 2024)**

| FILIERE/GRADE/CATEGORIE                                  | POURVU      |                    |           |            | Total<br>POURVU | VACANT      |                    |           | Total<br>VACANT | Total<br>général |
|--|-------------|--------------------|-----------|------------|-----------------|-------------|--------------------|-----------|-----------------|------------------|
|  | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | STAGIAIRE | TITULAIRE  |                 | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | TITULAIRE |                 |                  |
| AGENT DES FORMALITES ADMINISTRATIVES                     |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE                   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHARGE(E) D'OPERATION BATIMENTS                          |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHEF DE SERVICE ADJOINT DES ESPACES PUBLICS              |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHEF DE SERVIE ADJOINT PATRIMOINE BATI                   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| REGISSEUR SON LUMIERE                                    |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| TECHNICIEN(NE) BUREAUTIQUE APPLICATION METIER            | 1           |                    |           |            | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| TECHNICIEN(NE) CHARGE DES FLUIDES                        | 1           |                    |           |            | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| TECHNICIEN(NE) SUPPORT INFORMATIQUE                      | 1           |                    |           |            | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>C</b>   | <b>31</b>   | <b>1</b>           |           | <b>148</b> | <b>180</b>      | <b>2</b>    | <b>1</b>           | <b>6</b>  | <b>9</b>        | <b>189</b>       |
| <b>Agent de maîtrise principal</b>                       |             |                    |           | 19         | 19              |             |                    | 1         | 1               | 20               |
| AGENT RESSOURCES ESPACES PUBLICS                         |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHEF DE SERVICE DES ACHATS                               |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHEF D'EQUIPE DES SPORTS                                 |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHEF D'EQUIPE ESPACES PUBLICS                            |             |                    |           | 6          | 6               |             |                    |           |                 | 6                |
| CHEF D'EQUIPE INTENDANCE - RESTAURATION                  |             |                    |           | 4          | 4               |             |                    |           |                 | 4                |
| CHEF D'EQUIPE PATRIMOINE BATI ERP                        |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) CONTROLEUR DE TRAVAUX                |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) DE LA LOGISTIQUE ET DU MATERIEL      |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) INTENDANCE RESTAURATION GARDIENS     |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE PREVENTION DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITE |             |                    |           |            |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| <b>Agent de maîtrise</b>                                 |             |                    |           | 5          | 5               |             |                    | 1         | 1               | 6                |
| CHEF D'EQUIPE DES SPORTS                                 |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHEF D'EQUIPE ESPACES PUBLICS                            |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    | 1         | 1               | 2                |
| CHEF D'EQUIPE INTENDANCE - RESTAURATION                  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| TECHNICIEN(NE) REGISSEUR LUMIERE                         |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint technique principal de 1ère classe</b>        | 1           |                    |           | 42         | 43              |             |                    |           |                 | 43               |
| AGENT D'ACCUEIL, DE CAISSE ET TECHNIQUE                  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| AGENT RESSOURCES ACHATS                                  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| AGENT RESSOURCES DES SPORTS                              |             |                    |           | 3          | 3               |             |                    |           |                 | 3                |
| AGENT RESSOURCES ESPACES PUBLICS                         |             |                    |           | 18         | 18              |             |                    |           |                 | 18               |
| AGENT RESSOURCES INTENDANCE-RESTAURATION                 |             |                    |           | 8          | 8               |             |                    |           |                 | 8                |
| AGENT RESSOURCES PATRIMOINE BATI                         |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| ATSEM  |             |                    |           | 4          | 4               |             |                    |           |                 | 4                |
| CHEF D'EQUIPE  |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHEF D'EQUIPE AU PATRIMOINE BATI ET ERP                  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHEF D'EQUIPE ESPACES PUBLICS                            | 1           |                    |           |            | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) REGISSEUR PRINCIPAL                  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GESTIONNAIRE ACHATS                                      |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Adjoint technique principal de 2ème classe</b>        |             |                    |           | 50         | 50              |             |                    | 2         | 2               | 52               |
| AGENT D'ACCUEIL  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| AGENT RESSOURCES DES SPORTS                              |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| AGENT RESSOURCES EPB                                     |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| AGENT RESSOURCES ESPACES PUBLICS                         |             |                    |           | 9          | 9               |             |                    |           |                 | 9                |
| AGENT RESSOURCES INTENDANCE-RESTAURATION                 |             |                    |           | 12         | 12              |             |                    |           |                 | 12               |
| AGENT RESSOURCES PATRIMOINE BATI                         |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    | 1         | 1               | 3                |

**TABLEAU DES EFFECTIFS  
(1er JUILLET 2024)**

| FILIERE/GRADE/CATEGORIE                                   | POURVU      |                    |           |            | Total<br>POURVU | VACANT      |                    |           | Total<br>VACANT | Total<br>général |
|---|-------------|--------------------|-----------|------------|-----------------|-------------|--------------------|-----------|-----------------|------------------|
|   | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | STAGIAIRE | TITULAIRE  |                 | CONTRACTUEL | CONTRACTUEL<br>CDI | TITULAIRE |                 |                  |
| ANIMATEUR(TRICE)  |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| ASSISTANTE ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE                    |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ATSEM   |             |                    |           | 12         | 12              |             |                    |           |                 | 12               |
| CHEF D'EQUIPE   |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHEF D'EQUIPE ADJOINT                                     |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| CHEF D'EQUIPE INTENDANCE - RESTAURATION                   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) DE L'ACTION CULTURELLE                |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| COORDINATEUR(TRICE) PROJETS ET DEPLOIEMENT DES EVENEMENTS |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| GARDIEN   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| REGISSEUR SPECTACLES                                      |             |                    |           |            |                 |             |                    | 1         | 1               | 1                |
| <b>Adjoint technique territorial</b>                      | <b>30</b>   | <b>1</b>           |           | <b>32</b>  | <b>63</b>       | <b>2</b>    | <b>1</b>           | <b>2</b>  | <b>5</b>        | <b>68</b>        |
| AGENT D'ACCUEIL   |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| AGENT D'ACCUEIL, DE CAISSE ET TECHNIQUE                   |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| AGENT RESSOURCES COMMUNICATION EVENEMENTIEL               | 1           |                    |           |            | 1               | 2           |                    |           | 2               | 3                |
| AGENT RESSOURCES DES SPORTS                               |             |                    |           | 2          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| AGENT RESSOURCES ESPACES PUBLICS                          | 6           |                    |           | 8          | 14              |             |                    |           |                 | 14               |
| AGENT RESSOURCES INTENDANCE-RESTAURATION                  | 9           | 1                  |           | 9          | 19              |             | 1                  |           | 1               | 20               |
| AGENT RESSOURCES PATRIMOINE BATI                          |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    | 2         | 2               | 3                |
| ASVP  |             |                    |           | 1          | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| ATSEM   | 7           |                    |           | 2          | 9               |             |                    |           |                 | 9                |
| AUXILIAIRE DE PUERICULTURE                                | 3           |                    |           | 2          | 5               |             |                    |           |                 | 5                |
| CHEF D'EQUIPE INTENDANCE - RESTAURATION                   | 1           |                    |           | 1          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| CHEF D'EQUIPE PATRIMOINE BATI ERP                         | 1           |                    |           | 1          | 2               |             |                    |           |                 | 2                |
| GARDIEN   | 1           |                    |           | 2          | 3               |             |                    |           |                 | 3                |
| REGISSEUR   | 1           |                    |           |            | 1               |             |                    |           |                 | 1                |
| <b>Total général</b>                                      | <b>66</b>   | <b>6</b>           | <b>2</b>  | <b>287</b> | <b>361</b>      | <b>3</b>    | <b>2</b>           | <b>24</b> | <b>29</b>       | <b>390</b>       |

| EMPLOI DE DIRECTION - Cat A | POURVU   | VACANT   | TOTAL    |
|-----------------------------|----------|----------|----------|
| <b>Emploi fonctionnel *</b> | <b>2</b> | <b>3</b> | <b>5</b> |
| DGA                         |          | 1        | 1        |
| DGA                         |          | 1        | 1        |
| DGS                         |          | 1        | 1        |
| DST                         | 1        |          | 1        |
| DGA                         | 1        |          | 1        |

*\*Les fonctionnaires détachés sur un emploi fonctionnel sont comptabilisés dans le tableau des effectifs sur leurs carrière principale*

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-057**

**Convention cadre de mise à disposition de personnel contractuel par le service  
intérim territorial du Centre de Gestion de Seine et Marne**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-057**

**Objet : Convention cadre de mise à disposition de personnel contractuel par le service intérim territorial du Centre de Gestion de Seine et Marne**

Le Conseil Municipal,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L334-3, L.452-30 et L.452-44

VU le code du travail l'article L.1251-1

CONSIDERANT que le centre de gestion de Seine et Marne propose, via une convention définissant notamment les modalités de financement, la mise à disposition de personnels intérimaires aux collectivités et établissements publics qui le demandent,

CONSIDERANT que ce dispositif peut s'avérer intéressant pour assurer des remplacements ponctuels et de courte durée ou pour renforcer les équipes sur des événements organisés par la ville notamment dans le cas :

- d'un accroissement temporaire et saisonnier d'activité ;
- d'un remplacement d'agents territoriaux momentanément indisponibles ;
- d'une vacance temporaire d'un emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire

CONSIDERANT que, pour assurer la continuité du service public, l'autorité territoriale propose d'adhérer au service intérim territorial mis en place par le centre départemental de gestion d seine et marne.

VU l'avis de la commission qualité de vie du 17 juin 2024 ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**  
**DECIDE**

ARTICLE 1 : d'autoriser le maire ou son représentant à signer la convention cadre d'adhésion au service intérim territorial du centre départemental de gestion de seine et marne, ainsi que les documents y afférents, notamment ses avenants éventuels.

ARTICLE 2 : d'autoriser le maire ou son représentant à faire appel, en fonction des nécessités de service, au service intérim territorial du centre départemental de gestion de seine et marne.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses nécessaires, liées aux mises à dispositions du personnel par le service intérim territorial du centre départemental de gestion de seine et marne, seront autorisées après avoir été prévues au budget.

ARTICLE 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir

devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat. :

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-16057-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL





Le présent document est un modèle communiqué à titre d'information.

Dès réception de votre délibération adoptant la convention cadre de mise à disposition, la mission intérim territorial se chargera de rédiger la présente convention et de vous la retourner pour signature de l'Autorité territoriale.

## **Convention cadre de mise à disposition de personnel dans le cadre de la mission intérim territorial du Centre départemental de gestion de Seine-et-Marne**

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles :

- L. 334-3 autorisant les collectivités et les établissements publics à avoir recours au service des entreprises mentionnées à l'article L. 1251-1 du code du travail uniquement lorsque le centre de gestion dont ils relèvent n'est pas en mesure d'assurer la mission de remplacement d'agents prévue à l'article L. 452-44 du Code Général de la Fonction Publique ;
- L. 452-44 autorisant les centres de gestion à recruter des agents en vue de les mettre à disposition auprès des collectivités et établissements publics pour remplacer des agents territoriaux momentanément indisponibles, effectuer des missions dans le cadre d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, de pourvoir un emploi vacant dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire ;
- L. 452-30 prévoyant le financement par les collectivités ou établissements, affiliés ou non, des dépenses supportées par les centres de gestion dans ce cadre ;

Vu la délibération n° 22/20 en date du 19 mai 2022 portant création du service Intérim territorial ;  
Vu la délibération n° XXXXX de la collectivité/l'établissement/syndicat de XXXXX en date du XXXXX adoptant la convention cadre de mise à disposition de personnel dans le cadre de la mission Intérim territorial ;

Vu la délibération n° XXXXX de la collectivité/l'établissement/syndicat de XXXXX en date du XXXXX autorisant l'Autorité territoriale à signer la convention cadre de mise à disposition de personnel contractuel par la mission Intérim territorial du Centre départemental de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne.

ENTRE

Le Centre départemental de gestion de la Fonction Publique Territoriale de Seine-et-Marne, 10 Points de Vue - CS 40056 - 77564 Lieusaint Cedex, représenté par Madame Anne THIBAUT, sa Présidente,

Ci-après dénommé « le Centre départemental de gestion »,

ET

Le/la Nom de l'établissement, Adresse, représenté(e) par son/sa Maire/Président(e), Monsieur/Madame Prénom NOM,

Ci-après dénommé « la collectivité/l'établissement »,

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La mission intérim territorial a pour objectif de répondre aux besoins des collectivités dans le cadre de l'accroissement de leur activité et pour le remplacement d'agents de catégorie A, B et C, en palliant leurs difficultés de recrutement et en les assistant sur les formalités administratives.

Les cas de recours à la mission intérim territorial concernent l'ensemble des filières (à l'exception de la filière sécurité) et les motifs suivants :

- accroissement temporaire et saisonnier d'activité ;
- remplacement d'agents territoriaux momentanément indisponibles ;
- vacance temporaire d'un emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

La collectivité/l'établissement adhérent(e) décide de pouvoir recourir, en fonction de ses besoins, à la mission proposée par le Centre départemental de gestion.

Le Centre départemental de gestion accompagne la collectivité/l'établissement en recherchant des profils adaptés à sa demande et en portant administrativement le contrat de travail à durée déterminée de l'agent ainsi recruté.

L'agent est ensuite mis à disposition par le Centre départemental de gestion auprès de la collectivité/l'établissement.

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales de mise en œuvre de la mise à disposition de personnel contractuel par la mission Intérim territorial du Centre départemental de gestion et de simplifier les démarches par une adhésion de principe.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT ET RESPONSABILITÉ DES PARTIES À LA CONVENTION CADRE**

### **La collectivité/l'établissement :**

La collectivité/l'établissement s'engage à ne pas communiquer les coordonnées des candidats à d'autres employeurs publics ou privés.

L'agent mis à disposition est placé, pour l'exercice de ses fonctions, sous l'autorité fonctionnelle de l'Autorité territoriale de la collectivité/l'établissement.

Les conditions de travail de l'agent mis à disposition sont arrêtées par la collectivité/l'établissement. Le cas échéant, l'Autorité territoriale adresse au(x) responsable(s) du (des) service(s) au sein duquel l'agent intérimaire réalise sa mission les instructions nécessaires à l'exécution des tâches.

Les conditions d'exercice des fonctions de l'agent mis à disposition de la collectivité/l'établissement sont établies par elle/lui.

Les congés (congés annuels, autorisations d'absences...) sont régis par le Centre départemental de gestion dans les conditions prévues à l'article 7 de la présente convention.

A ce titre, la collectivité/l'établissement :

- contrôle l'exécution des missions définies dans la demande d'intervention ;
- est tenu(e) de mettre en œuvre, sous sa responsabilité, les règles d'hygiène et de sécurité applicables à l'agent mis à disposition et d'en assurer le respect. Le Centre départemental de gestion est déchargé de toute responsabilité en cas de non-respect de ces règles.

Par conséquent, la collectivité/l'établissement s'engage à fournir à l'agent mis à disposition du matériel (engins motorisé ou non motorisé, outils, matériaux...) et des équipements de protection individuels (combinaison et chaussures de sécurité, gants, casques, lunettes, écran facial, vêtements réfléchissants...) répondant aux normes de sécurité en vigueur.

La collectivité/l'établissement s'engage à informer la mission intérim territorial de tout problème éventuel survenant dans le cadre de la mission de l'agent, notamment en cas d'absence, de retards récurrents, de comportement inadapté ou d'insuffisance et/ou d'incompétence de l'agent mis à disposition.

### **Le Centre départemental de gestion :**

Le Centre départemental de gestion s'engage à rechercher un ou plusieurs agents correspondant à la demande (profil, grade, compétences, qualifications, expérience...) dans les meilleurs délais afin de mettre à disposition de l'établissement des agents qualifiés ayant un profil adapté aux missions relevant de l'emploi à pourvoir.

Pour cela, le Centre départemental de gestion constitue, après sélection, un vivier de candidats à l'intérim prêts à réaliser des missions temporaires au sein des collectivités et établissements publics du département.

Ce vivier est constitué au moyen notamment de plusieurs campagnes de recrutement annuelles, de sourcing sur le Site Emploi Territorial et de partenariats avec les acteurs de l'emploi (Pôle emploi, Apec, missions locales, écoles, centres de formation et universités), selon les profils suivants :

- agents titulaires en position de disponibilité ;
- agents territoriaux à temps non complet ;
- lauréats de concours ;
- demandeurs d'emploi ;
- jeunes diplômés ;
- retraités.

En cas de carence de profil, le Centre départemental de gestion s'engage à fournir à la collectivité/l'établissement une attestation obligatoire de carence de profils pour qu'elle/il puisse saisir une entreprise de travail temporaire, et ce, conformément à l'article L.334-3 du code général de la fonction publique.

La Présidente du Centre départemental de gestion est l'autorité hiérarchique.

À ce titre, elle continue de gérer la situation administrative de l'agent mis à disposition.

Par ailleurs, la Présidente du Centre départemental de gestion, par sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Elle est saisie au besoin par la collectivité/l'établissement qui s'engage à établir un rapport précis et écrit.

En tant que collectivité d'origine, le centre départemental de gestion met en œuvre l'ensemble de la procédure disciplinaire.

### **ARTICLE 3 : DEMANDE DE MISE A DISPOSITION POUR UNE MISSION D'INTERIM**

Dans le cadre de l'article L.452-44 du code général de la fonction publique, le Centre départemental de gestion met à disposition de la collectivité/l'établissement un ou plusieurs agents de sa mission intérim suite à une demande formulée par l'Autorité territoriale de la collectivité/l'établissement.

Chaque demande de mission d'intérim est obligatoirement formulée depuis l'espace Andjaro <https://cdg77.andjaro.com>.

Il précise notamment : le poste à pourvoir, le cadre d'emplois, le lieu précis de l'emploi, le motif de la demande, la date de début et de fin de la mission, le profil du poste, les modalités de temps de travail, le nom du référent/du responsable hiérarchique de l'agent, l'option de tarification, etc...

Le planning d'intervention de l'agent mis à disposition doit obligatoirement être renseigné dans l'espace Andjaro au moment de la formulation du besoin.

La précision du besoin de la collectivité/l'établissement permet à la mission intérim territorial d'affiner ses recherches et de proposer le(s) profil(s) les plus adaptés dans les meilleurs délais.

Le formulaire de demande de mise à disposition, téléchargeable depuis l'espace Andjaro (annexe 1), doit être dûment complété et signé par l'Autorité territoriale, puis retourné à la mission intérim

territorial par mail ([interim-territorial@cdg77.fr](mailto:interim-territorial@cdg77.fr)) au plus tard 5 jours avant le début de la mission intérim.

#### **ARTICLE 4 : RECHERCHE DE PROFILS PAR LE CENTRE DÉPARTEMENTAL DE GESTION**

A réception de la demande de mise à disposition, la mission intérim territorial recherche les candidats disponibles ayant le profil le plus adapté au besoin dans un secteur géographique proche.

La mission intérim territorial adresse à la collectivité/l'établissement le ou les profils retenus afin de lui permettre d'opérer un choix.

La collectivité/l'établissement peut annuler un besoin en cours directement depuis l'espace Andjaro, tant que celui-ci n'a pas été validé par la mission intérim territorial.

#### **ARTICLE 5 : PORTAGE DU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINÉE PAR LE CENTRE DÉPARTEMENTAL DE GESTION**

Après validation du candidat retenu par la collectivité/l'établissement, le Centre départemental de gestion établit le contrat de travail.

L'agent mis à disposition par la mission intérim territorial du Centre départemental de gestion est soumis à une période d'essai, conformément à la réglementation en vigueur applicable aux contrats de droit public (décret n°88-145 du 15 février 1988).

La collectivité/l'établissement souhaitant mettre fin à la mission en cours de période d'essai ou à l'issue de cette dernière, s'engage à prévenir la mission intérim territorial au plus tard 5 jours avant la fin de la période d'essai en adressant une demande de fin de mission par mail ([interim-territorial@cdg77.fr](mailto:interim-territorial@cdg77.fr)).

Par ailleurs, les obligations afférentes au cumul d'activité dans la Fonction Publique pendant la durée de la mission en intérim seront rappelées dans le contrat de travail de l'agent mis à disposition.

#### **ARTICLE 6 : CONDITIONS DE RÉMUNÉRATION**

##### **La détermination du niveau de rémunération :**

Le niveau de rémunération est fixé par le Centre départemental de gestion en fonction de la catégorie de l'emploi sur lequel l'agent est mis à disposition pour la mission intérim (A, B ou C).

Le choix de la catégorie de l'emploi est laissé libre à la collectivité/l'établissement qui s'engage à ce que le poste occupé corresponde aux missions prévues par le statut particulier du cadre d'emplois choisi.

Le Centre départemental de gestion assure le versement de la rémunération de l'agent mis à disposition sur la base de la fiche de liaison dans les conditions prévues à l'article 10 de la présente convention.

La collectivité/l'établissement s'engage à ne verser aucun complément de rémunération à l'agent mis à disposition.

Par conséquent, l'agent mis à disposition ne peut se prévaloir de conditions plus favorables prévues au sein de la collectivité/l'établissement d'accueil le cas échéant.

##### **Le calendrier des payes :**

Compte-tenu des impératifs inhérents au train des payes, les salaires sont établis le 10 de chaque mois. Par conséquent :

- pour les missions d'intérim débutant avant le 10 du mois de travail en cours, le salaire de l'agent mis à disposition est versé avant la fin du mois considéré ;

- pour les missions d'intérim débutant à compter du 10 du mois de travail en cours, le salaire de l'agent mis à disposition est versé le mois suivant.

#### **Les éléments variables :**

Les éléments variables (heures complémentaires, heures supplémentaires) doivent être transmis par la collectivité/l'établissement à la mission intérim territorial par le biais de la fiche de liaison.

La fiche de liaison, dûment complétée et signée par l'Autorité territoriale, est un document indispensable pour l'établissement du bulletin de salaire de l'agent mis à disposition.

Elle doit être transmise par mail à la mission intérim territorial ([interim-territorial@cdg77.fr](mailto:interim-territorial@cdg77.fr)) au plus tard le 1<sup>er</sup> de chaque mois.

En cas de transmission au-delà de cette échéance, les éléments variables seront pris en compte sur le salaire du mois suivant.

#### **La tarification :**

La mise à disposition au profit de la collectivité/l'établissement donne lieu à une tarification à la journée ou au mois.

Si des heures supplémentaires venaient à être effectuées par l'agent mis à disposition, celles-ci seraient facturées.

La tarification est votée par le conseil d'administration du Centre départemental de gestion.

Cette tarification tient compte du montant de la rémunération fixé en fonction de la catégorie de l'emploi sur lequel l'agent est mis à disposition (A, B ou C), de l'indemnité compensatrice de congés payés (ICCP), de l'indemnité de fin de contrat (prime de précarité), des charges patronales et des frais d'assurance du personnel supportés par le Centre départemental de gestion.

Les heures supplémentaires effectuées font l'objet d'une tarification supplémentaire sur la base d'un forfait horaire en fonction de la catégorie de l'emploi sur lequel l'agent est mis à disposition (A, B ou C).

A la fin de chaque mission, la collectivité/l'établissement transmet la fiche de liaison dans les conditions prévues à l'article 10 de la présente convention.

Cette fiche de liaison permet de fixer le montant de la tarification en fonction de la catégorie d'emploi de l'agent mis à disposition, de la durée de la mission et des éventuels événements pouvant impacter la rémunération (heures complémentaires, heures supplémentaires, prise ou non des congés annuels, absences...).

Le service finances du Centre départemental de gestion transmet à la collectivité/l'établissement le titre de recettes correspondant au montant tarifé.

Par ailleurs, un coût forfaitaire de 300 euros est appliqué en cas de recrutement au cours de la mission d'intérim, par l'établissement, de l'agent mis à disposition.

### **ARTICLE 7 : CONGÉS**

#### **Les congés annuels :**

Les agents mis à disposition par la mission intérim territorial du Centre départemental de gestion pour une durée inférieure ou égale à 1 mois ne bénéficient pas de jours de congés.

Ceux-ci font l'objet du versement de l'indemnité compensatrice de congés payés (ICCP). Cette indemnité est versée à la fin du contrat.

Pour les missions d'une durée supérieure à 1 mois, les congés légaux sont à prendre en accord avec l'établissement ou à défaut indemnisés en fin de mission intérim par le Centre départemental de gestion.

Les jours de congés légaux posés en cours de mission sont déduits de la tarification initialement fixée. La rémunération de l'agent mis à disposition est alors intégralement à la charge du Centre départemental de gestion.

#### **Les autorisations d'absence pour évènements familiaux :**

Les agents mis à disposition peuvent bénéficier d'autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux, dans les conditions fixées par le Centre départemental de gestion.

Pour chaque situation, la collectivité/l'établissement adresse une demande par mail à la mission intérim territorial pour connaître les droits applicables en la matière et les modalités de mise en œuvre.

La demande d'autorisation d'absence est formulée par mail à la mission intérim territorial, préalablement à l'absence si l'évènement est prévisible ou dans les 48 heures si l'évènement est non prévisible.

Les jours d'absence liés à une autorisation spéciale d'absence expressément autorisée par le Centre départemental de gestion sont déduits de la tarification initialement fixée.

#### **Les congés maladie, maternité, paternité et accident du travail :**

En fonction de l'ancienneté de l'agent mis à disposition, les dépenses afférentes aux journées d'absence pour congé de maladie, maternité, paternité et accident de travail sont tout ou partie prises en charge par le Centre départemental de gestion.

En cas de maladie ordinaire, l'agent mis à disposition doit informer sans délai la collectivité/l'établissement et la mission intérim territorial, puis transmettre le volet 3 de l'avis de l'arrêt maladie à la mission intérim territorial dans les 48 heures qui suivent l'absence.

En cas d'accident de trajet ou de service, le formulaire de déclaration d'accident de travail (annexe 2), dûment complété et signé par l'Autorité territoriale de la collectivité/l'établissement et l'agent mis à disposition, doit être transmis à la mission intérim territorial sous 24 heures afin que le centre départemental de gestion puisse se charger de l'instruction de la demande.

### **ARTICLE 8 : DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES**

La mission intérim territorial peut être amené à proposer aux agents mis à disposition des formations du catalogue du CNFPT, des réunions thématiques, ainsi que des formations ou ateliers internes destinés à renforcer l'expertise, etc...

Seul le Centre départemental de gestion est habilité à effectuer l'inscription de l'agent mis à disposition à une action de formation et en aucun cas la collectivité/l'établissement.

Les éventuels droits d'inscription à supporter sont pris en charge par le Centre départemental de gestion.

Les jours de formations intervenant en cours de mission au sein de la collectivité/l'établissement sont déduits de la tarification initialement fixée. La rémunération de l'agent mis à disposition est alors intégralement à la charge du Centre départemental de gestion.

### **ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA MISSION EN COURS DE MISE À DISPOSITION**

Dès lors que la collectivité/l'établissement envisage une modification de la mission en cours de mise à disposition, quelle qu'elle soit, elle contacte la mission intérim territorial qui lui précisera les modalités applicables, certains motifs pouvant conduire à établir un nouveau contrat et d'autres à un avenant au contrat en cours (notamment dans le cadre d'une modification substantielle du contrat).

### **Modifications de planning en cours de mission :**

Toute modification permanente ou temporaire du planning d'intervention doit être signalée à la mission intérim territorial par la collectivité/l'établissement via le formulaire de modification du planning d'intervention (annexe3).

Ce formulaire, dûment complété et signé par l'Autorité territoriale de la collectivité/l'établissement et l'agent mis à disposition, doit être transmis par mail à la mission intérim territorial préalablement à la modification.

La responsabilité du Centre départemental de gestion ne saurait être engagée en cas d'accident sur des jours ou des heures qui ne dépendraient pas du planning habituel de l'agent mis à disposition et pour lesquels aucune information préalable n'aurait été adressée à la mission intérim territorial via le formulaire dédié.

### **ARTICLE 10 : FIN DE LA MISSION**

#### **Fin de la mission à échéance**

Lorsque la mission d'intérim prend fin et qu'aucune prolongation n'est prévue, la collectivité/l'établissement transmet par mail à la mission intérim territorial ([interim-territorial@cdg77.fr](mailto:interim-territorial@cdg77.fr)) :

- la fiche de liaison correspondant au dernier mois travaillé, dûment complétée et signée par l'Autorité territoriale (annexe 4).

Cette fiche de liaison, document indispensable pour la collectivité/l'établissement du bulletin de salaire de l'agent mis à disposition, doit être transmise à la mission intérim sans délai et au plus tard le 1<sup>er</sup> du mois suivant fin de la mission.

- La fiche d'évaluation de l'agent mis à disposition (annexe 5).

La mission intérim territorial se charge de transmettre à l'agent le certificat de travail ainsi qu'une attestation employeur destinée à Pôle emploi.

#### **Fin anticipée de la mission**

La fin anticipée de la mission ne peut se faire que :

- Par la rupture du contrat en cours ou au terme de la période d'essai, dans les conditions réglementaires applicables ;

Dans cette hypothèse, l'établissement s'engage à prévenir la mission intérim territorial au plus tard 5 jours avant la fin de la période d'essai en adressant une demande de fin de mission par mail ([interim-territorial@cdg77.fr](mailto:interim-territorial@cdg77.fr)). Lorsque la période d'essai est inférieure à 1 semaine, la collectivité/l'établissement s'engage à prévenir la mission intérim territorial au plus tôt et à minima 48h avant la fin de la période d'essai.

- Par la mise en œuvre de la procédure de licenciement pour raison disciplinaire, dans les conditions réglementaires applicables.

Dans cette hypothèse, la collectivité/l'établissement adresse une demande à la mission intérim territorial par mail ([interim-territorial@cdg77.fr](mailto:interim-territorial@cdg77.fr)), accompagnée d'un rapport précis et motivé.

- Par démission de l'agent mis à disposition dans les conditions réglementaires applicables.

Dans les deux derniers cas, les parties à l'initiative de la cessation anticipée de la mission devront respecter les délais de préavis déterminés réglementairement.

Lorsque la fin anticipée de la mission est justifiée par la mise en œuvre d'une procédure de licenciement ou une démission, et dans ce cas, la tarification initialement prévue est recalculée afin de s'appliquer jusqu'à la date effective de fin de contrat.

En revanche, si la fin anticipée ne répond pas aux conditions justifiant la mise en œuvre d'une procédure de licenciement ou d'une démission, la tarification s'applique jusqu'à la date d'échéance du contrat initialement prévue.

#### **ARTICLE 11 : PROLONGATION DE LA MISSION**

Toute mission peut être prolongée sur demande en ligne depuis l'espace Andjaro <http://www.cdg77.andjaro.com>.

Un nouveau contrat est alors établi par le Centre départemental de gestion.

La collectivité/l'établissement doit informer, au plus tard 8 jours avant la fin de la mission en cours, la mission intérim territorial de son souhait de poursuivre la mission.

Les demandes adressées en deçà de ce délai ne pourront garantir le renouvellement de la mission.

#### **ARTICLE 12 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et prendra fin le 31 décembre 2026. Elle ne peut être renouvelée que par reconduction expresse.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige persistant résultant de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable.

A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal administratif de Melun.

Le présent acte sera transmis :

- au représentant de l'Etat ;
- au comptable du Centre départemental de gestion ;
- à l'Autorité territoriale de l'établissement signataire de la présente convention.

Le

Fait à Lieusaint

**Pour la collectivité/l'établissement**  
Le/la Maire/Président(e),

**Pour le Centre départemental de gestion**  
La Présidente,  
Maire d'Arville,

Prénom NOM  
(Cachet et signature)

Anne THIBAULT,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Étaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-058**

**Renouvellement des contrats de protection sociale complémentaire des agents  
de la ville et du CCAS - Prévoyance et complémentaire santé**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-058**

**Objet : Renouvellement des contrats de protection sociale complémentaire des agents de la ville et du CCAS - Prévoyance et complémentaire santé**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 portant mise en place de conventions de participation pour la protection sociale complémentaire des agents,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 4 avril 2024 portant autorisation de signature de la convention constitutive du groupement de commandes relatif à la protection sociale complémentaires des agents pour la ville et le CCAS,

CONSIDERANT que les conventions de protection sociale complémentaire des agents de la ville et du CCAS prennent fin le 30 juin 2024,

CONSIDERANT qu'il convient de renouveler ces conventions,

CONSIDERANT que lesdites conventions sont conclues pour une durée de 5 ans ½ à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, soit jusqu'au 31 décembre 2029,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 6 juin 2024,

VU l'avis de la commission Qualité de vie du 18 juin 2024,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de participation prévoyance auprès de la Compagnie TERRITORIA MUTUELLE, ainsi que tout document qui s'y rapportant, notamment la convention de participation et les avenants éventuels au contrat.

ARTICLE 2 : De rappeler que le montant de la participation mensuelle de la collectivité à la prévoyance est fixé à 16 euros.

ARTICLE 3 : D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention de participation

complémentaire santé auprès du groupement Cabinet WILLIS TOWER WATSON / Compagnie MGEFI, ainsi que tout document s'y rapportant, notamment ses avenants éventuels.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2024.

ARTICLE 5 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

|  |
|--|
| Accusé de réception en préfecture<br>077-217701523-20240627-16059-DE-1-1<br>Date de télétransmission : 28 juin 2024<br>Date de réception préfecture : 28 juin 2024 |
|--|

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



# VILLE DE DAMMARIE LES LYS

## ASSURANCE PREVOYANCE

### LOT N° 1 CONVENTION DE PARTICIPATION PREVOYANCE

#### **DOSSIER DE CONSULTATION**

Le présent dossier comporte :

1 / Acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières

2 / Annexe n° 1 à l'acte d'engagement « attestation de l'assureur »

3 / Annexe n° 2 à l'acte d'engagement « convention de gestion »

4 / Cahier des clauses techniques particulières

5 / Dossier technique

# VILLE DE DAMMARIE LES LYS

## ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### ASSURANCE PREVOYANCE

**Mise en place d'une convention de participation  
en application du décret 2011-1474 du 8 novembre 2011**

**Marché n° : .....**

**Nom du candidat : TERRITORIA Mutuelle**

**N° tél. : 07 61 64 17 03**

**N° fax : .....**

**Courriel : [souscription@territoria-mutuelle.fr](mailto:souscription@territoria-mutuelle.fr)**

**Le pouvoir adjudicateur**

VILLE DE DAMMARIE LES LYS coordinateur du groupement de commandes entre le Ville et le Centre Communal d'Action Sociale.

**La personne habilitée à signer le marché**

LE MAIRE DE LA VILLE DE DAMMARIE LES LYS,

autorisé en application de la délibération n° 2020-014 du 4 juillet 2020 lui donnant délégation pour signature du présent marché.

**L'ordonnateur**

LE MAIRE DE LA VILLE DE DAMMARIE LES LYS

**Le comptable public assignataire des paiements**

LE PAYEUR DE LA VILLE DE DAMMARIE LES LYS

**ARTICLE 2 / CONTRACTANT(S)**

Je soussigné,

NOM et PRENOM : M. CHICHE Robert

à compléter **selon la forme de la candidature** :

**agissant (cocher la case correspondante) :**



**en candidat unique pour le compte de : TERRITORIA Mutuelle**

- identification : Mutuelle soumise au Livre II du Code de la mutualité

- adresse du siège social : 54 rue de Gabiel

**CS76016**

**79185 CHAURAY Cedex**

**N° DE SIRET : 483 041 307 00107**



**comme mandataire du groupement constitué des membres suivants pour lesquels doivent être précisés :**

- intitulé social complet : .....
- adresse du siège social : .....
- .....
- .....
- intitulé social complet : .....
- adresse du siège social : .....
- .....
- .....
- intitulé social complet : .....
- adresse du siège social : .....
- .....
- .....

- après avoir pris connaissance du cahier des charges assurance « **prévoyance** » et des documents qui y sont mentionnés,
  - et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations exigés aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du Code de la commande publique,
- m'engage, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.



## ARTICLE 6 / OFFRE FINANCIERE

Les prix de la présente convention sont des prix unitaires non révisables.

La réponse à toutes les garanties est obligatoire.

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Le taux de prime est exprimé en pour cent (%) de l'assiette de prime prévisionnelle constituée par le montant des salaires : **9 152 909 € pour la ville et le CCAS (TBI + NBI + régime indemnitaire).**

La tarification devra être différenciée selon les garanties suivantes :

- Garantie 1 : maintien de salaire, invalidité
- Garantie 2 : perte de retraite suite à invalidité
- Garantie 3 : décès

La souscription à la garantie 1 est obligatoire.

La souscription aux garanties 2 et 3 est un choix individuel de chaque agent.

| Garanties                                | Taux TTC en % unique (ville et CCAS) |
|--|--------------------------------------|
| 1 : Maintien de salaire, Invalidité      | <b>2.60%</b>                         |
| 2 : Perte de retraite suite à invalidité | <b>0.63%</b>                         |
| 3 : Décès                                | <b>0.57%</b>                         |

## ARTICLE 7 / ENGAGEMENT DU PLACEMENT DE LA TOTALITE DU CONTRAT

Le signataire de la présente proposition certifie avoir placé aux conditions ci-avant l'intégralité du contrat (100 % de la co-assurance) à la date de remise de son offre.

En cas de proposition en coassurance qui ne couvre qu'une part du risque, l'offre sera considérée comme irrégulière au sens de l'article L. 2152-2 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 8 / OBSERVATIONS - AMENDEMENTS

Rappel : le cahier des clauses techniques particulières, composé des conditions particulières et des conditions générales PROTECTAS, a pour objet de définir les garanties du contrat, et ce, par dérogation à toute autre stipulation contraire ou restrictive.

Le candidat souhaite-t-il émettre des observations, amendements, réserves ou commentaires aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières ?

OUI

NON

**Cocher la case « Non » manifestera l'acceptation intégrale par l'assureur des stipulations du cahier des charges.**

Dans cette hypothèse, le contrat émis par l'assureur sera composé, par ordre de prévalence décroissant, des pièces suivantes :

- l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « attestation compagnie d'assurance » et « convention de gestion »,
- le cahier des charges composé des conditions particulières et des conditions générales PROTECTAS

**Si le candidat coche la case « Oui », il doit préciser le nombre d'observations :**

2

**Les observations éventuelles doivent être énumérées précisément et exhaustivement dans une annexe au présent acte d'engagement. *Cf. RESERVES - DAMMARIE LES LYS***

Attention : Indiquer qu'un projet se substitue à tout le cahier des charges ou à une partie substantielle de celui-ci n'est pas une observation. Dans cette hypothèse, il conviendra de lister, en qualité de réserves ou amendements, toutes les stipulations de ce projet dérogeant au cahier des clauses techniques particulières ou le complétant. Le non-respect de cette règle entraînera l'irrégularité de l'offre.

**Lors de l'émission du contrat, le cahier des charges ne pourra être complété ou modifié que des seuls amendements, observations, réserves et commentaires mentionnés au présent article et acceptés par l'acheteur.**

Ainsi, le contrat émis par l'assureur sera composé, par ordre de prévalence décroissant, des pièces suivantes :

1. l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « attestation compagnie d'assurance » et « convention de gestion »,
2. les observations, amendements, réserves ou commentaires aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières éventuellement formulés par le candidat,
3. le cahier des charges composé des conditions particulières et des conditions générales PROTECTAS.

## ARTICLE 9 / ENGAGEMENT SUR LA SITUATION JURIDIQUE ET FISCALE

Le candidat retenu s'engage à fournir à l'acheteur, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'au terme du marché, les documents prévus à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et à l'article R. 1263-12 du Code du travail.

L'acheteur pourra résilier le marché aux torts de l'assureur si ce dernier refuse de produire ces pièces, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois.

Par ailleurs, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du candidat retenu au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, il lui enjoindra conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail d'apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités dans un délai de deux mois, le contrat pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

## ARTICLE 10 / PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire du marché et l'acheteur s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Le titulaire du marché devra apporter à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à :

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou en exécution d'une obligation légale ou avec l'accord explicite de l'acheteur,
- collecter et traiter les données conformément aux instructions données par l'acheteur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire du marché est aussi tenu à une obligation d'assistance, d'alerte et de conseil. Ainsi, si pour le titulaire, une instruction de l'acheteur constitue une violation des règles en matière de protection des données, il devra immédiatement l'en informer.

Si le titulaire envisage de faire appel à un sous-traitant, il devra obtenir l'autorisation écrite de l'acheteur. Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que celles prévues au présent contrat. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations, le titulaire est pleinement responsable vis-à-vis de l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire du marché devra également :

- mettre à disposition de l'acheteur, à sa demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD,
- communiquer à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du RGPD.

## ARTICLE 11 / NOTE DE COUVERTURE - CONTRAT DEFINITIF

L'assureur retenu devra remettre :

- avant le **01/07/2024**, une note de couverture, sur le modèle établi par la société PROTECTAS, faisant référence aux garanties prévues au cahier des charges et justifiant d'un placement à 100 %.
- avant le **01/10/2024**, le contrat définitif conforme au cahier des charges et à l'acte d'engagement valant CCAP tel que complété par l'assureur.

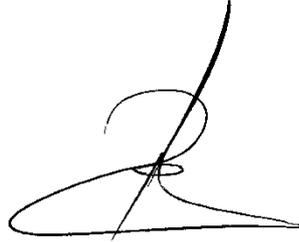
## ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original,

A Chauray, le 21/05/2024

Signature du candidat  
(Précédée de la mention « lu et approuvé »)

*lu et approuvé*



Cachet commercial

**TERRITORIA MUTUELLE**

54, rue de Gabiel - CS 76016

79185 CHAURAY CEDEX

**05 49 33 76 51**

Mutuelle régie par le Code de la mutualité  
SIREN N°483 041 307

**En cas de groupement, la signature du mandataire engage tous les membres du groupement.**

## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour les membres du groupement de commandes constitué de la Ville de Dammarie-lès-Lys et du Centre Communal d'Action Social pour valoir acte d'engagement, selon les conditions tarifaires prévues à l'article 5.

A ....., le ..... / ..... / .....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur coordonnateur du groupement de commandes,

**Date d'effet du marché : 01/07/2024**

# ANNEXE N° 1 À L'ACTE D'ENGAGEMENT ATTESTATION DE L'ASSUREUR

L'entreprise d'assurance / mutuelle / institution de prévoyance TERRITORIA MUTUELLE dont le siège social est situé à 54 rue de Gabiel – CS 76016 – 79185 Chauray Cedex, reconnaît avoir reçu l'intégralité du cahier des charges correspondant à la convention de participation n° 1 - Assurance « **prévoyance** » de la Ville de Dammarie les Lys comportant :

- 1 / Acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières
- 2 / Annexe n° 1 à l'acte d'engagement « attestation de l'assureur »
- 3 / Annexe n° 2 à l'acte d'engagement « convention de gestion »
- 4 / Cahier des charges
- 5 / Dossier technique

**L'entreprise d'assurance / mutuelle / institution de prévoyance précitée atteste qu'elle dispose des agréments administratifs relatifs aux branches concernées par la présente assurance conformément au Code des assurances, au Code de la mutualité ou au Code de la sécurité sociale.**

Nom et signature du responsable du dossier

A Chauray,

le 21 05 2024

M. Robert CHICHE,  
Président de TERRITORIA Mutuelle



## ANNEXE N° 2 À L'ACTE D'ENGAGEMENT CONVENTION DE GESTION

**Le candidat rayera les mentions inutiles et complètera les champs en pointillés. Le nombre de points attribué pour chaque question est indiqué dans la colonne de droite. Pour les questions comportant plus de deux choix de réponse, le nombre de points correspondant est indiqué sous chaque réponse.**

|                            |   |  |   |   |      |
|----------------------------|---|--|---|---|------|
| Mise en place du contrat   | Le candidat s'engage à préparer les lettres de résiliation des contrats en cours pour les agents qui souhaiteront adhérer au nouveau contrat.   | OUI  |   |   | 0,15 |
|                            | Le candidat s'engage à diffuser aux adhérents potentiels une information sur l'intérêt de la convention de participation, ses caractéristiques et avantages.                              | OUI  |   |   | 0,10 |
|                            | Le candidat s'engage à animer des réunions d'informations avec les adhérents potentiels sur l'intérêt du contrat, ses caractéristiques et avantages.                                      | OUI  |   |   | 0,10 |
|                            | Nombre de réunions / nombre de sites  | <i>Au minimum<br/>1 réunion avec le<br/>service RH</i> | <i>Au minimum<br/>2 Réunions avec<br/>les responsables<br/>sur différents sites</i> | <i>Au minimum<br/>5 réunions<br/>d'information pour<br/>les agents sur<br/>différents sites</i> | 0,10 |
| Outil informatique         | Le candidat met à disposition un site extranet.   | OUI  |   |   | 0,25 |
|                            | Si OUI, ce site extranet permet :<br>(Si NON, 0 point pour chaque élément)  | Saisie des sinistres                                   | OUI   |   | 0,15 |
|                            |   | Accès aux sinistres en cours                           | OUI   |   | 0,15 |
|                            |   | Consultation des statistiques                          | OUI   |   | 0,15 |
|                            | La direction des ressources humaines aura également accès à ce site (demande de mouvement de personnel, consultation d'informations relatives au contrat, modification de données, etc.). | OUI  |   |   | 0,10 |
| Formation des utilisateurs | OUI   |  |   | 0,10  |      |

|                                     |  |         |                         |      |
|-------------------------------------|--|---------|-------------------------|------|
|                                     | Le candidat met gratuitement à disposition du souscripteur une assistance informatique permettant de répondre aux difficultés rencontrées dans le cadre de la gestion dématérialisée des dossiers. | OUI     |                         | 0,10 |
|                                     | Si NON, coût pour le souscripteur (pas de point pour cette question)   | ..... € |                         | 0,00 |
| Contrôles médicaux                  | Le candidat propose à titre gratuit une prestation de contrôle médicaux  | OUI     |                         | 0,50 |
|                                     | Si NON, coût pour le souscripteur (pas de point pour cette question)   | ..... € |                         | 0,00 |
|                                     | Si OUI, délai maximum de réalisation des contrôles médicaux à compter de la demande du souscripteur :  |         | De 5 à 15 jours<br>0,25 | 0,50 |
|                                     | Contrôles réalisés uniquement à la demande ou avec l'accord du souscripteur  | OUI     |                         | 1,50 |
| Adhésions                           | Le candidat acceptera les adhésions, sans questionnaire médical, après la période initiale de 6 mois de mise en place du contrat.  | OUI     |                         | 1,00 |
|                                     | Si OUI, ces entrées sans questionnaire médical seront acceptées sans majoration.   | OUI     |                         | 0,50 |
|                                     | S'il y a une majoration, de combien sera-t-elle ? (à détailler, pas de point pour cette question)  |         |                         | 0,00 |
| Amélioration délais d'indemnisation | Maintien de salaire, à compter de la complétude du dossier :   |         | De 3 à 8 jours<br>0,25  | 0,50 |
|                                     | Invalidité, à compter de la complétude du dossier :  |         | De 3 à 8 jours<br>0,25  | 0,50 |
|                                     | Décès, à compter de la complétude du dossier :   |         | De 3 à 8 jours<br>0,25  | 0,50 |
| Handicap                            | Travaux d'aménagement du domicile  | OUI     |                         | 0,05 |
|                                     | Travaux d'aménagement du véhicule  |         | NON                     | 0,05 |

|                        |   |                    |                    |                    |      |                    |
|------------------------|---|--------------------|--------------------|--------------------|------|--------------------|
|                        | Séances d'ergothérapie  | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Financement de matériels spécifiques  |                    |                    | NON                | 0,05 |                    |
|                        | Frais de transport  | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
| Autres prestations     | Le candidat met à disposition des permanences physiques.  | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Le candidat met à la disposition du souscripteur une assistance technique et juridique (questions liées au statut).   | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Le candidat propose un accompagnement psychologique aux personnels en difficulté.   | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Allocation obsèques   | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Le candidat s'engage à mettre en œuvre des opérations de prévention.  | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Le candidat propose un accompagnement au retour à l'emploi.   | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Caution pour location d'un logement principal :   |                    |                    | NON                | 0,05 |                    |
|                        | Assistance à domicile (aide-ménagère, portage de repas, etc.) :   | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
|                        | Accompagnement en coaching, formation et médiation :  | OUI                |                    |                    | 0,05 |                    |
| Engagements financiers | Le candidat renonce à sa faculté de résiliation pour la durée du marché (1,50)  | OUI                |                    |                    | 1,50 |                    |
|                        | Si NON, le candidat peut-il renoncer à sa faculté de résiliation :  | Pour 2 ans<br>0,30 | Pour 3 ans<br>0,60 | Pour 4 ans<br>0,90 |      | Pour 5 ans<br>1,20 |
|                        | Le candidat s'engage à une stabilité des tarifs, hors augmentation réglementaire, sur les 3 premières années du contrat.  | OUI                |                    |                    |      | 0,50               |
|                        | Si OUI, le candidat peut-il s'engager sur une durée plus élevée ?<br>Si NON à la question précédente, 0 point.  | NON<br>0,00        |                    |                    |      | 0,35               |
|                        | Si le candidat ne s'engage pas sur une durée plus élevée, la majoration ne pourra pas être supérieure à 5 % pour une année, hors augmentation réglementaire, sur les années suivantes (maxi 0,10 point) |                    |                    |                    | NON  |                    |

**Le candidat fournira les documents prévus par l'arrêté 8 novembre 2011 relatif aux critères de choix des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant dans le cas d'une convention de participation.**

Fait à Chauray, le 21 05 2024

**Signature du candidat**

M. Robert CHICHE,  
Président de TERRITORIA Mutuelle

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. Chiche', written over the printed name of the candidate.

# VILLE DE DAMMARIE LES LYS

## ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE SANTE

### CONVENTION DE PARTICIPATION N° 2

#### DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier comporte :

- 1 / Acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières
- 2 / Annexe n° 1 à l'acte d'engagement « attestation de l'assureur »
- 3 / Annexe n° 2 à l'acte d'engagement « convention de gestion »
- 4 / Cahier des clauses techniques particulières
- 5 / Dossier technique

# VILLE DE DAMMARIE LES LYS

## ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### ASSURANCE COMPLEMENTAIRE SANTE

**Mise en place d'une convention de participation  
en application du décret 2011-1474 du 8 novembre 2011**

**Marché n° : .....**

**Nom du candidat : WILLIS TOWERS WATSON**

**N° tél. : 01 41 43 67 52**

**N° fax : /**

**Courriel : [fr.collocs.puteaux@wtwco.com](mailto:fr.collocs.puteaux@wtwco.com)**

**Le pouvoir adjudicateur**

VILLE DE DAMMARIE LES LYS coordinateur du groupement de commandes entre le Ville et le Centre Communal d'Action Sociale.

**La personne habilitée à signer le marché**

LE MAIRE DE LA VILLE DE DAMMARIE LES LYS,

autorisé en application de la délibération n° ..... du ..... lui donnant délégation pour signature du présent marché.

**L'ordonnateur**

LE MAIRE DE LA VILLE DE DAMMARIE LES LYS

**Le comptable public assignataire des paiements**

LE PAYEUR DE LA VILLE DE DAMMARIE LES LYS

**ARTICLE 2 / CONTRACTANT(S)**

Je soussigné,

NOM et PRENOM **VOLABEL-GOMES Sophie**

à compléter **selon la forme de la candidature** :

**agissant (cocher la case correspondante) :**

**en candidat unique pour le compte de :**

- *identification* : .....
- *adresse du siège social* : .....
- .....
- .....

**comme mandataire du groupement constitué des membres suivants pour lesquels doivent être précisés :**

- *intitulé social complet* : **WILLIS TOWERS WATSON**
- *adresse du siège social* : **Tour HEKLA - 52 Avenue du Général de Gaulle - CS 10427  
92094 La Défense Cedex**
  
- *intitulé social complet* : **Mutuelle Générale de l'Economie des Finances et de l'industrie**
- *adresse du siège social* : **4 rue Bouchardon - 75010 PARIS**

- après avoir pris connaissance du cahier des charges assurance « **complémentaire santé** » et des documents qui y sont mentionnés,
  - et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations exigés aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du Code de la commande publique,
- m'engage, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de **6 mois** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

### ARTICLE 3 / DUREE DU MARCHÉ

Le contrat est conclu pour une durée de **5 ans et 6 mois** à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2024** avec possibilité de résiliation annuelle du contrat par l'assureur sous préavis de **6 mois** avant l'échéance du **1<sup>er</sup> janvier** et par le souscripteur, après un an de souscription, sous préavis **d'un mois** à tout moment.

Elle pourra être prorogée pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder 1 an et se terminera au plus tard, le 31 décembre 2029.

### ARTICLE 4 / PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées au cahier des clauses techniques particulières.

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit : (joindre un RIB ou un RIP)

- du compte ouvert au nom de **WILLIS TOWERS WATSON FRANC DIVERS**
- sous le numéro **03521095103**
- code banque **14707** code guichet **00035** clé **96**
- à **Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne**



## RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

DOMICILIATION : CAE METZ

| CODE BANQUE | CODE GUICHET | NUMERO DE COMPTE | CLE RIB |
|-------------|--------------|------------------|---------|
| 14707       | 00035        | 03521095103      | 96      |

IBAN : FR76 1470 7000 3503 5210 9510 396  
Adresse SWIFT (BIC) : CCBPFRPPMTZ

TITULAIRE DU COMPTE : WILLIS TOWERS WATSON FRANC DIVERS

ADRESSE : 5 ENTREE SERPENOISE  
BP 44109  
57041 METZ CEDEX 01

N° SIRET du candidat qui sera utilisé pour déposer la facture dans Chorus Pro :

**311 248 637 01208**

L'unité monétaire d'exécution des prestations et de tous les actes qui en découlent est l'euro.

Le paiement s'effectuera par virement administratif et selon les dispositions spécifiques propres au Code des assurances et prévues au cahier des clauses techniques particulières.

Le candidat déclare (\*) :

Renoncer à percevoir l'avance  Accepter de percevoir l'avance

Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance prévu à l'article L. 113-3 du Code des assurances n'est pas considéré comme étant une avance.

(\*) *Cocher la case correspondant à votre situation*

## ARTICLE 5 / PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

### Pièces particulières

1. L'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « attestation de l'assureur » et « convention de gestion »,
2. Les observations, amendements, réserves ou commentaires aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières éventuellement formulés par le candidat,
3. Le cahier des charges composé des conditions particulières et des conditions générales PROTECTAS.

### Pièces générales

1. Le Code des assurances, code de la mutualité ou code de la sécurité sociale
2. Le Code de la commande publique
3. Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011

Les prix de la présente convention sont des prix forfaitaires révisables en fonction du Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale (PMSS) selon la formule prévue au cahier des charges

La réponse à tous les niveaux de garantie est obligatoire.

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

#### 6.1- MODALITES DE TARIFICATION

La prime est exprimée en forfait par mois.

Le tarif appliqué pour chaque adhérent prend en compte :

- la situation familiale avec :
  - un tarif adulte
  - un tarif enfant
  - un tarif famille : les garanties étendues à tous les membres de la famille de l'assuré (conjoint, enfants à charge au sens de la Sécurité Sociale). Lorsque la famille comporte 3 enfants et plus, c'est le tarif famille qui s'applique. **Le tarif « famille » s'applique chaque fois qu'il est le plus avantageux pour l'adhérent.**
- l'âge atteint des adhérents et leur situation :
  - adhérents en activité de moins de 35 ans au 1<sup>er</sup> janvier,
  - adhérents en activité de plus de 36 ans à 55 ans au 1<sup>er</sup> janvier,
  - adhérents en activité de plus de 55 ans au 1<sup>er</sup> janvier,
  - adhérents retraités
- les différents niveaux de garanties.

La solidarité intergénérationnelle s'applique dans le principe d'un écart maximum de 1 à 3 entre les taux et cotisations des agents de plus de 30 ans et les plus âgés, y compris les retraités.

Toutefois, le prestataire pourra proposer un tarif qui pourra être inférieur à 3 tout en maintenant les solidarités intergénérationnelles. Ce rapport s'entend à charge de famille identique et pour une option de garantie identique, et compte tenu des éventuelles pénalisations en cas d'adhésion tardive, et sans tenir compte du montant de participation versé par la collectivité.

Les cotisations ne pourront être fixées en tenant compte de l'état de santé des bénéficiaires, du sexe, de la nature de l'emploi de la collectivité ou de toute autre discrimination, quelle qu'elle soit.

Les contrats ne doivent pas fixer un âge maximal d'adhésion.

## 6.2- TABLEAUX DE TARIFICATION

**Les candidats doivent impérativement compléter toutes les demandes de tarification exprimées en € ci-après.**

| Catégorie                 | Solution SOCLE |         |          | Solution OPTION MEDIANE |         |          | Solution OPTION PLUS |         |          |
|---------------------------|----------------|---------|----------|-------------------------|---------|----------|----------------------|---------|----------|
|                           | Adulte         | Enfant  | Famille  | Adulte                  | Enfant  | Famille  | Adulte               | Enfant  | Famille  |
| • Adhérent de - de 35 ans | 45,21 €        | 32,08 € | 140,51 € | 53,99 €                 | 36,22 € | 160,60 € | 63,12 €              | 42,86 € | 188,76 € |
| • Adhérent de 36 à 55 ans | 68,61 €        | 32,69 € | 163,68 € | 83,75 €                 | 36,83 € | 192,60 € | 99,00 €              | 43,48 € | 227,23 € |
| • Adhérent de + de 55 ans | 80,51 €        | 32,81 € | 177,56 € | 100,24 €                | 36,95 € | 209,64 € | 119,13 €             | 43,61 € | 248,12 € |
| • Adhérent retraité       | 86,80 €        | 32,81 € | 177,56 € | 107,91 €                | 36,95 € | 209,64 € | 128,16 €             | 43,61 € | 248,12 € |

### ARTICLE 7 / ENGAGEMENT DU PLACEMENT DE LA TOTALITE DU CONTRAT

Le signataire de la présente proposition certifie avoir placé aux conditions ci-avant l'intégralité du contrat (100 % de la co-assurance) à la date de remise de son offre.

En cas de proposition en coassurance qui ne couvre qu'une part du risque, l'offre sera considérée comme irrégulière au sens de l'article L. 2152-2 du Code de la commande publique.

### ARTICLE 8 / OBSERVATIONS - AMENDEMENTS

Rappel : le cahier des charges, composé des conditions particulières et des conditions générales PROTECTAS, a pour objet de définir les garanties du contrat, et ce, par dérogation à toute autre stipulation contraire ou restrictive.

Le candidat souhaite-t-il émettre des observations, amendements, réserves ou commentaires aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières ?

OUI

NON

**Cocher la case « Non » manifestera l'acceptation intégrale par l'assureur des stipulations du cahier des clauses techniques particulières.**

Dans cette hypothèse, le contrat émis par l'assureur sera composé, par ordre de prévalence décroissant, des pièces suivantes :

- l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « attestation de l'assureur » et « convention de gestion »,
- le cahier des charges composé des conditions particulières et des conditions générales PROTECTAS

**Si le candidat coche la case « Oui », il doit préciser le nombre d'observations :**

**Les observations éventuelles doivent être énumérées précisément et exhaustivement dans une annexe au présent acte d'engagement.**

Attention : Indiquer qu'un projet se substitue à tout le cahier des charges ou à une partie substantielle de celui-ci n'est pas une observation. Dans cette hypothèse, il conviendra de lister, en qualité de réserves ou amendements, toutes les stipulations de ce projet dérogeant au cahier des clauses techniques particulières ou le complétant. Le non-respect de cette règle entraînera l'irrégularité de l'offre.

**Lors de l'émission du contrat, le cahier des charges ~~clauses techniques particulières~~ ne pourra être complété ou modifié que des seuls amendements, observations, réserves et commentaires mentionnés au présent article et acceptés par l'acheteur.**

Ainsi, le contrat émis par l'assureur sera composé, par ordre de prévalence décroissant, des pièces suivantes :

1. l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières et ses annexes « attestation de l'assureur » et « convention de gestion »,
2. les observations, amendements, réserves ou commentaires aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières éventuellement formulés par le candidat,
3. le cahier des charges composé des conditions particulières et des conditions générales PROTECTAS.

## ARTICLE 9 / ENGAGEMENT SUR LA SITUATION JURIDIQUE ET FISCALE

Le candidat retenu s'engage à fournir à l'acheteur, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'au terme du marché, les documents prévus à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 et à l'article R. 1263-12 du Code du travail.

L'acheteur pourra résilier le marché aux torts de l'assureur si ce dernier refuse de produire ces pièces, après mise en demeure d'un délai minimum d'un mois.

Par ailleurs, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du candidat retenu au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, il lui enjoindra conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail d'apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités dans un délai de deux mois, le contrat pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

## ARTICLE 10 / PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire du marché et l'acheteur s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Le titulaire du marché devra apporter à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à :

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou en exécution d'une obligation légale ou avec l'accord explicite de l'acheteur,
- collecter et traiter les données conformément aux instructions données par l'acheteur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire du marché est aussi tenu à une obligation d'assistance, d'alerte et de conseil. Ainsi, si pour le titulaire, une instruction de l'acheteur constitue une violation des règles en matière de protection des données, il devra immédiatement l'en informer.

Si le titulaire envisage de faire appel à un sous-traitant, il devra obtenir l'autorisation écrite de l'acheteur. Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que celles prévues au présent contrat. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations, le titulaire est pleinement responsable vis-à-vis de l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire du marché devra également :

- mettre à disposition de l'acheteur, à sa demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD,
- communiquer à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du RGPD.

## ARTICLE 11 / NOTE DE COUVERTURE - CONTRAT DEFINITIF

L'assureur retenu devra remettre :

- avant le **01/07/2024**, une note de couverture, sur le modèle établi par la société PROTECTAS, faisant référence aux garanties prévues au cahier des charges et justifiant d'un placement à 100 %.
- avant le **01/10/2024**, le contrat définitif conforme au cahier des charges et à l'acte d'engagement valant CCAP tel que complété par l'assureur.

## ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original,

A La Défense, le 15/05/2024

Signature du candidat  
(Précédée de la mention « lu et approuvé »)  
Cachet commercial

" lu et approuvé "

**Willis Towers Watson France**  
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1 432 600 Euros  
52 Avenue du Général de Gaulle - CS 10427  
92094 La Défense Cedex  
☎ 01 41 42 50 00 - Télécopie 01 41 42 55 55  
ORIAS : n° 07 001 707  
311 248 637 R.C.S. NANTERRE

**En cas de groupement, la signature du mandataire engage tous les membres du groupement.**

## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour les membres du groupement de commandes constitué de la Ville de Dammarie-lès-Lys et du Centre Communal d'Action Social pour valoir acte d'engagement, selon les conditions tarifaires prévues à l'article 6.

A ....., le ..... / ..... / .....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur coordonnateur du groupement de commandes,

**Date d'effet du marché : 01/07/2024**

# ANNEXE N° 1 À L'ACTE D'ENGAGEMENT ATTESTATION DE L'ASSUREUR

La mutuelle **Mutuelle Générale de l'Economie des Finances et de l'industrie**

dont le siège social est situé à **6 rue Bouchardon - 75010 PARIS**

reconnait avoir reçu l'intégralité du cahier des charges correspondant à la convention de participation n° 2 - Assurance « **complémentaire santé** » de la Ville de Dammarie les Lys comportant :

- 1 / Acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières
- 2 / Annexe n° 1 à l'acte d'engagement « attestation de l'assureur »
- 3 / Annexe n° 2 à l'acte d'engagement « convention de gestion »
- 4 / Cahier des charges clauses techniques particulières
- 5 / Dossier technique

**L'entreprise d'assurance / mutuelle / institution de prévoyance précitée atteste qu'elle dispose des agréments administratifs relatifs aux branches concernées par la présente assurance conformément au Code des assurances, au Code de la mutualité ou au Code de la sécurité sociale.**

Fait à Paris, le 13 mai 2024

**Bruno CARON**



**Président de la MGEFI**

**Mutuelle Générale de l'Economie  
des Finances et de l'industrie**  
Présidence  
6 rue Bouchardon - CS 50070  
75481 PARIS CEDEX 10  
Tél : 01.56.41.06.76

## ANNEXE N° 2 À L'ACTE D'ENGAGEMENT CONVENTION DE GESTION

**Le candidat rayera les mentions inutiles et complètera les champs en pointillés. Le nombre de points attribué pour chaque question est indiqué dans la colonne de droite. Pour les questions comportant plus de deux choix de réponse, le nombre de points correspondant est indiqué sous chaque réponse.**

|                                 |  |  |  |             |
|---------------------------------|--|--|--|-------------|
| <b>Mise en place du contrat</b> | Le candidat s'engage à préparer les lettres de résiliation des contrats en cours pour les adhérents qui souhaiteront bénéficier du nouveau contrat.          | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,30</b> |
|                                 | Le candidat s'engage à diffuser aux adhérents potentiels une information sur l'intérêt de la convention de participation, ses caractéristiques et avantages. | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,30</b> |
|                                 | Le candidat s'engage à animer des réunions d'informations avec les adhérents potentiels sur l'intérêt du contrat, ses caractéristiques et avantages.         | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,15</b> |
|                                 | Nombre de réunions / nombre de sites   | <b>32 réunions durant la période de déploiement du contrat</b> | <b>Réunions sur trois sites choisis par la collectivité, mais également à distance</b> | <b>0,15</b> |
| <b>Contacts</b>                 | Numéro vert, plateforme téléphonique   | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Formulaire de contact ou messagerie sur l'espace adhérent  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Tchat web sur l'espace adhérent  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Web call back (demande de rappel)  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
| <b>Délais de traitement</b>     | Traitement des adhésions   | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Envoi de la carte de tiers payant  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Réponse aux demandes de devis dentaires  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Traitement manuel des factures ou des décomptes  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Traitement automatisé des prestations  | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Traitement des prises en charge hospitalières, optiques, dentaires, etc.   | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
|                                 | Traitement d'une demande adressée par courrier ou mail   | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b> |
| Traitement des réclamations     | <b>OUI</b>   | <b>NON</b>   | <b>0,20</b>  |             |

|  |  |   |            |            |      |
|--|--|---|------------|------------|------|
| <b>Carte tiers payant</b>  | Téléchargement de la carte de tiers payant   | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,20       |      |
|  | Version digitale sur mobile  | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,20       |      |
|  | Envoi papier   | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,20       |      |
| <b>Outil informatique</b>  | Le candidat met à disposition un site internet.  | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,25       |      |
|  | Si OUI, cette application permet :<br>(Si NON, 0 point pour chaque élément)  | Consultation et suivi des remboursements            | <b>OUI</b> | <b>NON</b> | 0,10 |
|  |  | Envoi et analyse des devis dentaires, optiques etc. | <b>OUI</b> | <b>NON</b> | 0,10 |
|  |  | Demande de remboursement                            | <b>OUI</b> | <b>NON</b> | 0,10 |
|  | Le candidat met à disposition une application mobile.  | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,25       |      |
|  | Si OUI, cette application permet :<br>(Si NON, 0 point pour chaque élément)  | Consultation et suivi des remboursements            | <b>OUI</b> | <b>NON</b> | 0,10 |
|  |  | Envoi et analyse des devis dentaires, optiques etc. | <b>OUI</b> | <b>NON</b> | 0,10 |
|  |  | Demande de remboursement                            | <b>OUI</b> | <b>NON</b> | 0,10 |
|  | Modification des informations du compte en ligne (RIB, changement de situation)  | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,10       |      |
|  | Accès pour la DRH  | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,10       |      |
|  | Formation des utilisateurs   | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,20       |      |
|  | Le candidat met gratuitement à disposition du souscripteur une assistance informatique permettant de répondre aux difficultés rencontrées dans le cadre de la gestion dématérialisée des dossiers. | <b>OUI</b>  | <b>NON</b> | 0,25       |      |
| Si NON, coût pour le souscripteur (pas de point pour cette question) | ..... €  |   |            | 0,00       |      |

|                            |  |                |     |      |
|----------------------------|--|----------------|-----|------|
| Assistance juridique       | Pour les questions liées au statut   | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | En cas d'erreur médicale, infection nosocomiale, retard ou erreur de diagnostic                          | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | En cas de litige lié à un handicap (protection sociale, carte de transport, de stationnement)            | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Pour les mesures de protection d'un proche (mise sous tutelle ou sous curatelle, etc.)                   | OUI            | NON | 0,10 |
| Handicap                   | Travaux d'aménagement du domicile  | <del>OUI</del> | NON | 0,10 |
|                            | Travaux d'aménagement du véhicule  | <del>OUI</del> | NON | 0,10 |
|                            | Séances d'ergothérapie   | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Financement de matériels spécifiques   | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Frais de transport   | OUI            | NON | 0,10 |
| Autres prestations annexes | Le candidat dispose d'un réseau de partenaires agréés (centres de santé, centres de convalescence, etc.) | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Le candidat propose un accompagnement psychologique aux adhérents en difficulté.                         | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Le candidat s'engage à mettre en œuvre des opérations de prévention.                                     | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Le candidat propose une caution pour la location d'un logement principal.                                | <del>OUI</del> | NON | 0,10 |
|                            | Assistance à domicile (aide-ménagère, portage de repas, etc.)  | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Le candidat propose un accompagnement en coaching, formation et médiation.                               | OUI            | NON | 0,10 |
|                            | Le candidat propose un service de consultation médicale à distance.                                      | OUI            | NON | 0,10 |

|                               |   |                           |                    |                    |                    |      |
|-------------------------------|---|---------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------|
|                               | Financement face à un reste à charge  | <b>OUI</b>                |                    | <b>NON</b>         |                    | 0,10 |
|                               | Assistance à l'étranger   | <b>OUI</b>                |                    | <b>NON</b>         |                    | 0,10 |
|                               | Accompagnement et intervention sur site en cas de gestion de crise  | <b>OUI</b>                |                    | <b>NON</b>         |                    | 0,10 |
|                               | Tarifs privilégiés pour les équipements de santé et des offres bien-être et loisirs.  | <b>OUI</b>                |                    | <b>NON</b>         |                    | 0,10 |
| <b>Engagements financiers</b> | Le candidat renonce à sa faculté de résiliation pour la durée du marché.  | <b>OUI</b>                |                    | <b>NON</b>         |                    | 1,50 |
|                               | Si NON, le candidat peut-il renoncer à sa faculté de résiliation :  | <b>Pour 2 ans</b><br>0,30 | Pour 3 ans<br>0,60 | Pour 4 ans<br>0,90 | Pour 5 ans<br>1,20 |      |
|                               | Le candidat s'engage à une stabilité des tarifs, hors augmentation réglementaire, sur les 3 premières années du contrat.  | <b>OUI</b>                |                    | <b>NON</b>         |                    | 0,50 |
|                               | Si OUI, le candidat peut-il s'engager sur une durée plus élevée ?<br>Si NON à la question précédente, 0 point.  | <b>NON</b><br>0,00        | OUI, 4 ans<br>0,15 | OUI, 5 ans<br>0,25 | OUI, 6 ans<br>0,35 | 0,35 |
|                               | Si le candidat ne s'engage pas sur une durée plus élevée, la majoration ne pourra pas être supérieure à 5 % pour une année, hors augmentation réglementaire, sur les années suivantes (maxi 0,10 point) | <b>OUI</b>                |                    | <b>NON</b>         |                    |      |

**Le candidat fournira les documents prévus par l'arrêté 8 novembre 2011 relatif aux critères de choix des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant dans le cas d'une convention de participation.**

**A La Défense, le 15/05/2024**  
**Signature du candidat**

**Willis Towers Watson France**  
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1 432 600 €uros  
52 Avenue du Général de Gaulle – CS 10427  
92094 La Défense Cedex  
☎ 01 41 43 50 00 - Télécopie 01 41 43 55 55  
ORIAS : n° 07 001 707  
311 248 637 R.C.S. NANTERRE

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-059**

**Création de postes de saisonniers pour l'année 2024**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-059**

**Objet : Création de postes de saisonniers pour l'année 2024**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU l'article L. 332-23 2° du code général de la fonction publique qui autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois sur une période consécutive de douze mois, renouvellement compris

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prévoir le recrutement d'agent d'animation pour encadrer et animer l'estival du Lys. Ces missions ne pouvant être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité.

VU l'avis de la commission qualité de vie du 17 juin 2024 ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : De créer 18 emplois non permanent à temps non complet et rémunérés sur la base du 1<sup>er</sup> échelon du grade d'adjoint d'animation.

ARTICLE 2 : Les agents effectueront 6h par jour sur la période du 16 juillet 2024 au 3 août 2024.

ARTICLE 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-16074-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL



**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS**  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
*du jeudi 27 juin 2024*

**Nombre**  
de Conseillers en exercice 35  
de Présents 23  
de Votants 32

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 juin, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, Salle du conseil Municipal - Hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseiller Régional.

**Etaient présents :**

Gilles BATAIL, Rodolphe CERCEAU, Vincent BENOIST, Khaled LAOUITI, José CARVALHO, Soraya DENNI, Dominique MARC, Sébastien MASSON, Natacha BOUVILLE, Sylvie PAGES, Paulo PAIXAO, Dominique THERAULAZ, Raphaël SEGERER, Patricia CHARRETIER, Laurence DELAPORTAS, Catherine DOMENECH, Françoise FOUQUET, Sylvain JONNET, Ali KAMECHE, Nadine LANGLOIS, Dina MARTINS, Alain MIRZA, Victor GUERARD.

**NOTA.** -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 1 juillet 2024

**Absents excusés avec pouvoir :**

Alain SAUSSAC ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Jeanina LE PAPE ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Audrey STEMPELL ayant donné pouvoir à Sylvie PAGES, Annie NIVERT ayant donné pouvoir à Paulo PAIXAO, Christelle RIBOUILLARD ayant donné pouvoir à Françoise FOUQUET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Dominique MARC, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Sarah MACHROUH ayant donné pouvoir à Vincent BENOIST, Samia GOLANO ayant donné pouvoir à Ali KAMECHE.

Date de la convocation du Conseil  
Le 21 juin 2024

**Le Maire, Conseiller Régional**



**Absents excusés sans pouvoir :**

Hicham AICHI.

**Absent(s) :**

Sylvie SINIVASSIN, Patricia HALUSKA.

Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Rodolphe CERCEAU ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

**2024-060**

**Adhésion au capital de la SPL Melun Val de Seine Aménagement**

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**  
du 27 juin 2024

**2024-060**

**Objet : Adhésion au capital de la SPL Melun Val de Seine Aménagement**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2020.014 du conseil municipal du 04 juillet 2020 accordant au maire la délégation prévue à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT la participation de la commune dans le capital de la SPL Melun Val de Seine Aménagement peut être un moyen efficace et stratégique pour promouvoir le développement économique, améliorer l'aménagement du territoire, renforcer la coopération intercommunale, garantir un contrôle sur les projets d'aménagement et promouvoir l'innovation et la durabilité sur son territoire.

Vu l'avis de la commission Cadre de vie du 17 juin 2024,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

ARTICLE 1 : D'approuver l'entrée de la ville de Dammarie-lès-Lys au capital de la SPL Melun Val de Seine Aménagement.

ARTICLE 2 : D'autoriser l'acquisition de 10 actions de la SPL Melun Val de Seine Aménagement détenues par la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine pour une valeur de 500 euros par actions, soit un prix total de 5 000 €, étant précisé que cette opération est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration de la SPL en application de l'article 13 de ses statuts annexés.

ARTICLE 3 : D'autoriser le prélèvement des crédits nécessaires à cette participation sur le budget de la commune.

ARTICLE 4 : De préciser que la cession d'actions à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine et la ville de Dammarie-lès-Lys donnera lieu à une perception au profit du Trésor qui est à la charge de Dammarie-lès-Lys.

ARTICLE 5 : De désigner Monsieur Le Maire pour représenter la ville de Dammarie-lès-Lys à l'Assemblée Spéciale de la Société, avec faculté d'accepter toute fonction dans ce cadre.

ARTICLE 6 : de Désigner Monsieur Le Maire pour représenter ville de Dammarie-lès-Lys aux Assemblées Générales de la Société, et le dote de tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 7 : D'approuver la modification de l'article 7 des statuts de la SPL Melun Val de Seine Aménagement, relatif au capital social, de la manière suivante, et dans le respect des dispositions de l'article L1524-5 du Code général des collectivités territoriales :

Ancienne mention : « Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de six cent soixante-trois mille cinq cents (663 500) euros, divisé en mille trois cent vingt-sept (1 327) actions de 500 euros, de valeur nominale chacune, souscrites en numéraire, de même catégorie, intégralement libérées, réparties comme suit entre les actionnaires de la Société :

| <i>ACTIONNAIRES</i>                                  | <i>Nombre d'actions</i> |
|--|-------------------------|
| <i>Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine</i> | <i>1 187</i>            |
| <i>Commune VOISENON</i>                              | <i>10</i>               |
| <i>Commune de RUBELLES</i>                           | <i>10</i>               |
| <i>Commune de LE MEE SUR SEINE</i>                   | <i>10</i>               |
| <i>Commune de MONTEREAU SUR LE JARD</i>              | <i>;10</i>              |
| <i>Commune de MELUN</i>                              | <i>10</i>               |
| <i>Commune de BOISSISE LE ROI</i>                    | <i>10</i>               |
| <i>Commune de LIVRY SUR SEINE</i>                    | <i>10</i>               |
| <i>Commune de SEINE PORT</i>                         | <i>10</i>               |
| <i>Commune de LA ROCHETTE</i>                        | <i>10</i>               |
| <i>Commune de SAINT GERMAIN LAXIS</i>                | <i>10</i>               |
| <i>Commune de BOISSISE-LA-BERTRAND</i>               | <i>10</i>               |
| <i>Commune de BOISSETTES</i>                         | <i>10</i>               |
| <i>Commune de SAINT-FARGEAU-PONTHIERRY</i>           | <i>10</i>               |
| <i>Commune de VAUX-LE-PENIL</i>                      | <i>10</i>               |

*Il est détenu exclusivement par des collectivités territoriales et/ou leurs groupements.*

*Il pourra être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous.*

*Lorsque des apports immobiliers sont effectués, ils sont, conformément à la réglementation en vigueur, évalués par le commissaire aux apports, après avis de France Domaine. Ils sont constatés par acte rédigé en la forme authentique. »*

Nouvelle mention : « Article 7 - Capital social

*Le capital social est fixé à la somme de six cent soixante-trois mille cinq cents (663 500) euros, divisé en mille trois cent vingt-sept (1 327) actions de 500 euros, de valeur nominale chacune, souscrites en numéraire, de même catégorie, intégralement libérées. Il est détenu exclusivement par des collectivités territoriales et/ou leurs groupements.*

ARTICLE 8 : D'autoriser son représentant à l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SPL Melun Val de Seine Aménagement à voter en faveur des résolutions concrétisant cette modification statutaire, et le dote de tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 9 : De doter Monsieur le Maire, pour ce qui le concerne, de tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution de cette décision.

ARTICLE 10 : La délibération n°2014-126 portant souscription à la Société Publique Locale Melun Val de Seine Aménagement, en date du 16 décembre 2014, est abrogée.

ARTICLE 11 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir

devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

| Résultat des votes        |    |                  |
|---------------------------|----|------------------|
| Pour                      | 32 | A<br>l'unanimité |
| Contre                    | 0  |                  |
| Abstention(s)             | 0  |                  |
| Ne prend pas part au vote | 0  |                  |

Le Maire certifie sous sa responsabilité  
le caractère exécutoire de cet acte  
Le 1 juillet 2024

Accusé de réception en préfecture  
077-217701523-20240627-16148-DE-1-1  
Date de télétransmission : 28 juin 2024  
Date de réception préfecture : 28 juin 2024

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,  
En Mairie, le 27 juin 2024  
Le Maire, Conseiller Régional  
Gilles BATTAIL

